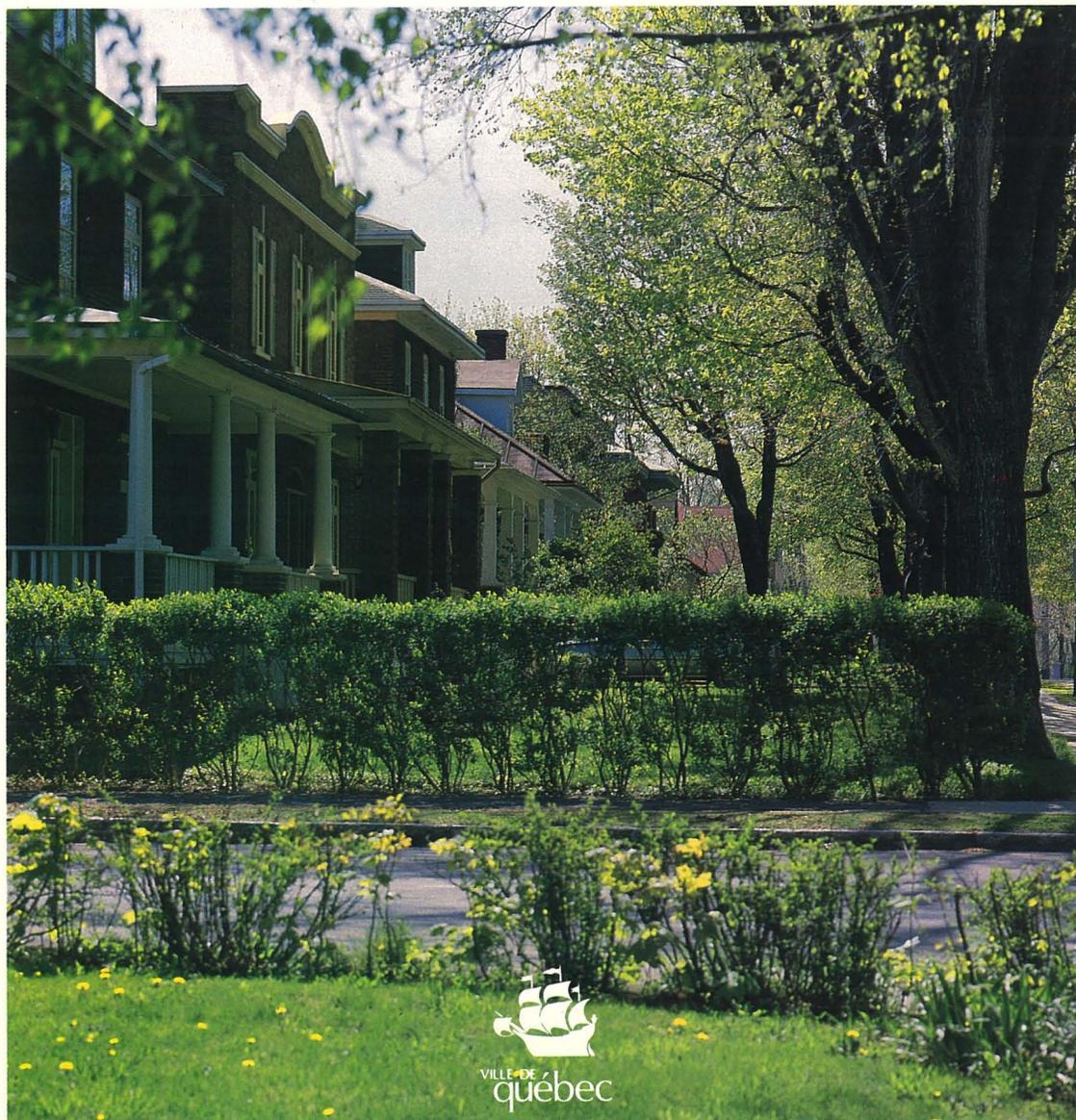


MONTCALM SAINT-SACREMENT

NATURE ET ARCHITECTURE: COMPLICES DANS LA VILLE



Production
Service de l'urbanisme
en collaboration avec le
Service des communications

Réalisation
Division du Vieux-Québec
et du patrimoine

Direction générale
Michel Bonnette

Conseiller à l'édition
Claude Paulette

Direction de la recherche
Danielle Blanchet

Recherche et rédaction
Danielle Blanchet
Louise Forget
Sylvie Thivierge

Révision linguistique
Gamma

Secrétariat
Colette Blanchard Audet
Joane Bouret
Michèle Duchesneau
Claire Poitras
Carole Simard

Dessins
Frida Franco

Photographie de la page
couverture
Marc Émond

Photographie des pages
intérieures
Service des communications

Conception et réalisation
graphiques
Delisle Gagnon associés

Photocomposition
Compélec inc.

Impressions
La Lithographie
Bourgneuf inc.

Nous tenons à remercier tout
spécialement Monsieur Luc
Noppen, professeur en
histoire de l'architecture à
l'Université Laval, pour nous
avoir donné accès à ses
dossiers.

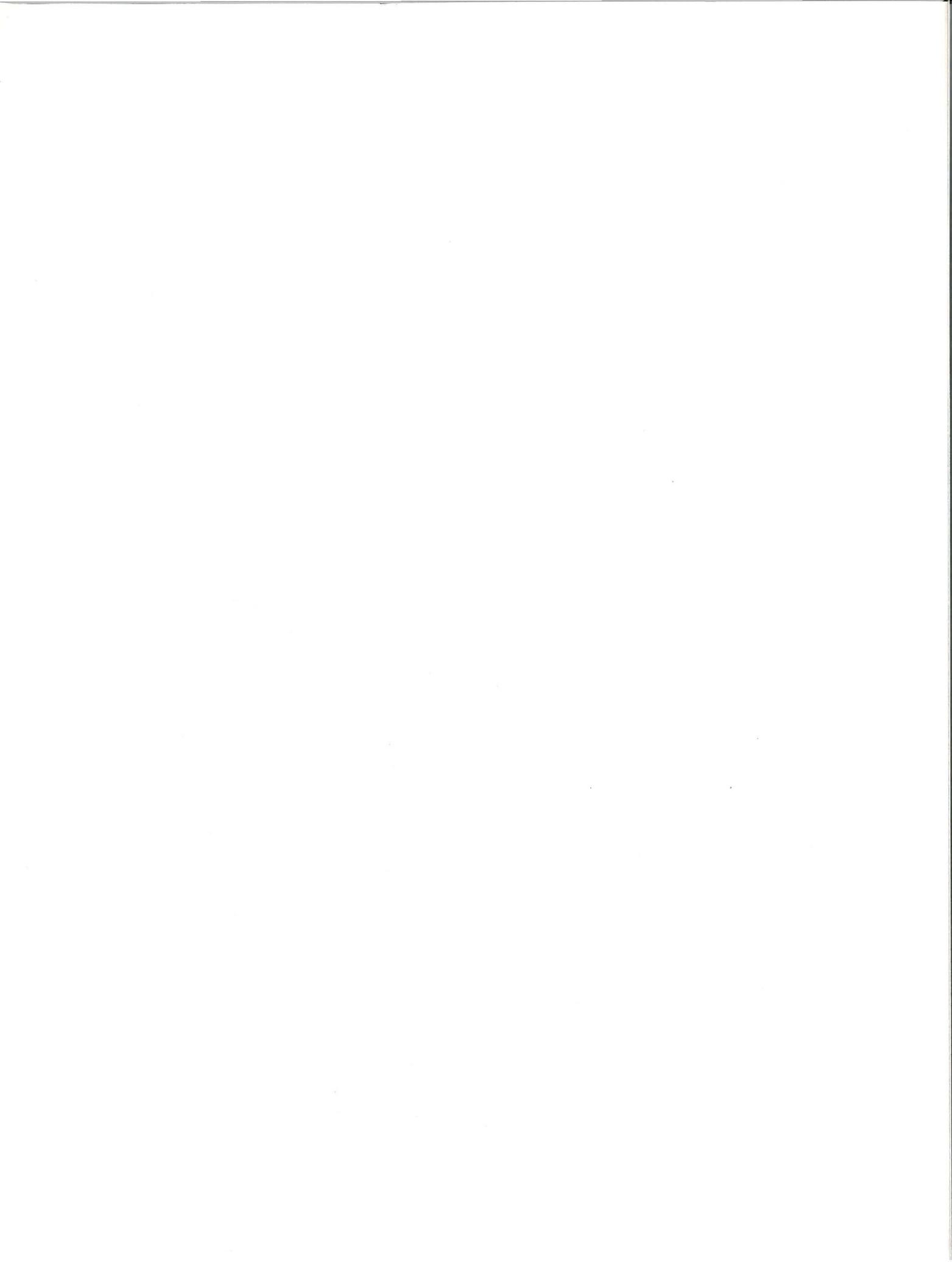
Cette publication de la Ville
de Québec a été réalisée
grâce à la collaboration du
ministère des Affaires
culturelles du Québec et de
l'Office de planification et de
développement du Québec
dans le cadre de l'Entente
sur la mise en valeur des
biens culturels de la ville de
Québec.

Dépôt légal: 2^e trimestre 1988,
Bibliothèque nationale du
Québec,
ISBN-2-920860-07-0.

MONTCALM SAINT-SACREMENT

NATURE ET ARCHITECTURE: COMPLICES DANS LA VILLE





LES QUARTIERS DE QUÉBEC

Il me fait plaisir de vous présenter, dans cette publication de la collection « Les quartiers de Québec », les principaux points qui caractérisent les quartiers Montcalm et Saint-Sacrement et qui contribuent à leur identité issue de leur évolution historique.

Vous trouverez, dans ces pages, des renseignements qui vous permettront de mieux comprendre comment se sont constitués ces quartiers qui sont votre milieu de vie et dont les richesses patrimoniales constituent votre environnement. Fort de ces connaissances, fruit de recherches entreprises par la Ville de Québec, vous serez mieux en mesure de comprendre l'évolution de votre quartier, ce qui fait sa personnalité et lui donne son image distinctive ainsi que les raisons d'être fiers d'y habiter.

Cette publication s'inscrit dans les efforts de la Ville de Québec pour la conservation et la mise en valeur de son patrimoine. Consciente de sa responsabilité à cet égard, elle créait, en 1979, la Division du Vieux-Québec et du patrimoine au sein du Service de l'urbanisme. Au début de 1986, elle concluait, avec le ministère des Affaires culturelles et l'Office de planification et de développement du Québec, une entente d'une durée de quatre ans pour accentuer et prolonger ses efforts pour la mise en valeur de ses biens culturels.

Je suis donc heureux de pouvoir, par l'entremise de cette brochure, vous faire mieux connaître l'histoire de votre quartier et, bien sûr, de votre milieu de vie dans Québec, notre ville à tous, la ville que le monde aime.

Le vice-président du Comité exécutif



Jean-Paul Morency
Conseiller municipal
district 16

POUR MIEUX CONNAÎTRE SON QUARTIER

***E**n vous présentant ce numéro de la collection « Les quartiers de Québec », nous vous proposons de jeter un regard neuf sur votre quartier, ses maisons, ses paysages qui vous sont devenus si familiers que vous n'y accordez peut-être plus l'attention qu'ils méritent. Donnez-vous aujourd'hui la peine de les considérer avec l'oeil d'un étranger. Demandez-vous ce qui distingue votre quartier de tous les autres, ce qui y rend la vie agréable, ce qui vous donne envie d'y demeurer.*

Chaque quartier possède son caractère, sa personnalité propre. Avant d'être citoyens d'une ville, nous sommes d'abord résidents d'un quartier. De là l'expression « petite patrie » pour décrire ce coin de ville où nous avons nos racines, nos habitudes. Cela est d'autant plus vrai lorsque l'on parle d'une ville comme Québec qui, depuis bientôt quatre siècles, a réuni autour d'un foyer initial, des faubourgs, des villages et de grands lotissements créés pour des motifs divers et ayant évolué différemment.

En feuilletant ces pages, vous pourrez donc vous rappeler comment s'est constitué votre quartier et aurez l'occasion de mieux apprécier toutes les richesses qui vous entourent quotidiennement.



Serge Viau
Directeur
Service de l'urbanisme

Table des matières

UNE HISTOIRE À RACONTER	1
La banlieue du régime français	2
Les limites de la banlieue	2
La terre de Saint-Jean	3
Un territoire à vocation agricole	4
Le monument des Braves: symbole de la coexistence de deux nations	5
Les lendemains de la Conquête	8
Un mode de vie imprégné de romantisme	9
Les grandes propriétés champêtres	9
La banlieue change de visage	14
La première phase d'urbanisation: un démarrage difficile	17
Le faubourg Guénette	17
Le plan Boivin: un rendez-vous raté avec le progrès	18
« Une ville moderne à côté de la vieille ville »	19
Les communautés religieuses et l'essor urbain	21
Une expansion rapide qui conduit à l'annexion	22
La création du parc des plaines d'Abraham	25
Les compagnies immobilières et le lotissement de Saint-Sacrement	28
La Montcalm Land	28
« Une maison pour chaque famille »	31

Table des matières (suite)

L'ARCHITECTURE DE MONTCALM ET DE SAINT-SACREMENT	33
La recherche d'une qualité de vie	34
Des terrasses à la mesure des grandes étendues	36
Une époque, trois tendances de l'architecture domestique	40
Une architecture typique d'une banlieue résidentielle	44
Des logements salubres pour les ouvriers	47
D'élégantes résidences pour « la plus belle avenue de Québec »	50
Des édifices publics et institutionnels	56
L'architecture religieuse	62
Les bâtiments scolaires	67
BIBLIOGRAPHIE	71
CARTES	73

UNE HISTOIRE À RACONTER

Le territoire qu'occupe les quartiers Montcalm et Saint-Sacrement reste longtemps en marge du développement de la ville de Québec. Résolument tournée vers la mer et concentrée sur les rives du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Saint-Charles tout au long des XVIII^e et XIX^e siècles, la ville n'amorce son expansion vers Montcalm et Saint-Sacrement qu'à l'aube du XX^e siècle. Jusqu'à cette époque récente, ce territoire fait partie de la banlieue et, à ce titre, remplit diverses fonctions. D'abord agricole, cette zone suburbaine se transforme au cours du XIX^e siècle en grands domaines de villégiatu-

re pour la bourgeoisie anglaise. Ensuite apparaît une fonction institutionnelle avec l'établissement de plusieurs communautés religieuses attirées par la tranquillité et les vastes espaces encore disponibles au début du siècle. La poussée urbaine suit de près et transforme bientôt le territoire en banlieue résidentielle (ill. 1) annexée à la ville de Québec en 1913. À ces diverses vocations, il faut ajouter le rôle stratégique de cette banlieue où se déroulent les grandes opérations militaires de notre histoire: les incursions iroquoises au début de la colonie, le dénouement de la guerre de la Conquête en 1759-1760 et l'invasion américaine en 1775.

1: Cette photographie prise à l'occasion du Congrès eucharistique tenu à Québec en 1938 montre la partie fortement urbanisée du quartier Montcalm. Oeuvre des promoteurs immobiliers, le mouvement d'urbanisation s'amorce au tournant du XX^e siècle et respecte les normes modernes avec ses larges avenues bien aérées et bordées d'arbres. (Archives nationales du Québec, collection initiale, N78-4-41-31)



La banlieue du régime français

LES LIMITES DE LA BANLIEUE

C'est au tout début du Régime français que le territoire des quartiers Montcalm et Saint-Sacrement acquiert son caractère de banlieue. Lorsque, dans les années 1638-1640, l'administration coloniale choisit d'établir l'assiette de la ville sur le cap aux Diamants, on réserve en même temps un espace d'environ 4 kilomètres (1 lieue) autour de la ville où peut s'exercer le ban, c'est-à-dire les proclamations de la Ville; de plus, en principe, cet espace est libre de toute juridiction seigneuriale (ill. 2). La frontière entre Québec et sa banlieue sera reculée par pro-

roisse Notre-Dame-de-Québec jusqu'à la fondation de la paroisse Saint-Jean-Baptiste en 1886. L'autonomie paroissiale ne sera acquise qu'avec la fondation de la paroisse Notre-Dame-du-Chemin en 1909.

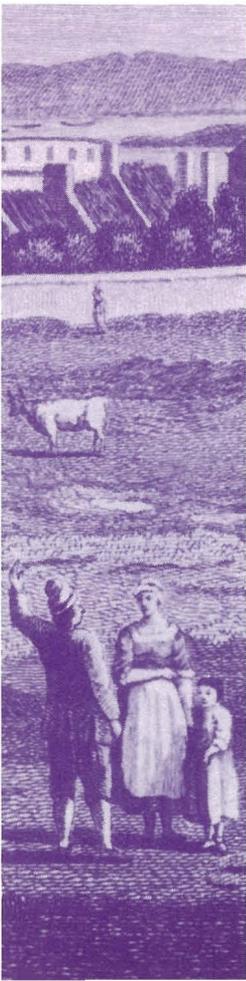
Les terres de la banlieue sont graduellement concédées entre 1636 et 1645. En 1637, une première route est tracée; elle relie le fort Saint-Louis et le cap Rouge, traversant ainsi la banlieue sur toute sa longueur. On l'appelle tour à tour le Chemin Saint-Louis, le Chemin de Québec à Sillery ou à Cap-Rouge et plus simplement

2: Cette vue de Québec dessinée par Richard Short montre la banlieue qui rejoignait le monastère des ursulines. (Musée du Québec, A53-107E, photographie N. Bazin)

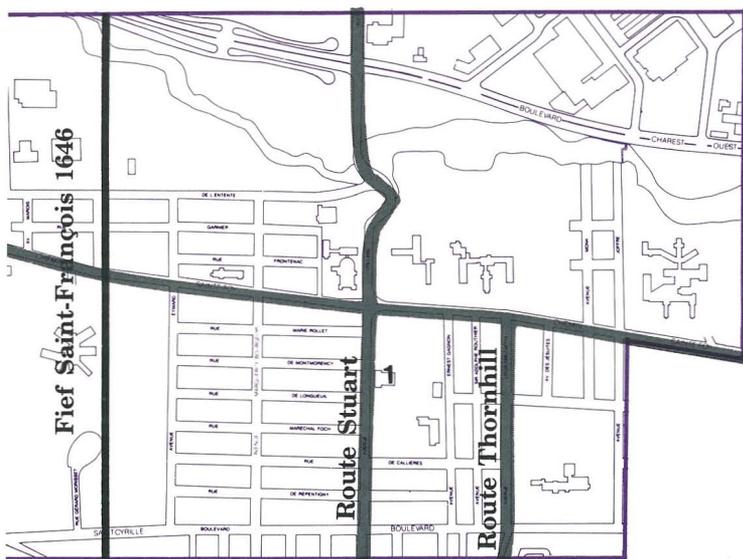


clamation du lieutenant-gouverneur le 7 mai 1792. Elle consiste dès lors en une ligne imaginaire qui suit l'axe du boulevard Langelier. La nouvelle banlieue comprend les quartiers Montcalm et Saint-Sacrement et relève de la pa-

la Grande Allée. Parallèle au fleuve, elle est souvent utilisée comme point de repère dans la division du sol, les terres prenant la forme de rectangles allongés ayant leur front de part et d'autre du chemin (ill. 3).



Quartier Saint-Sacrement

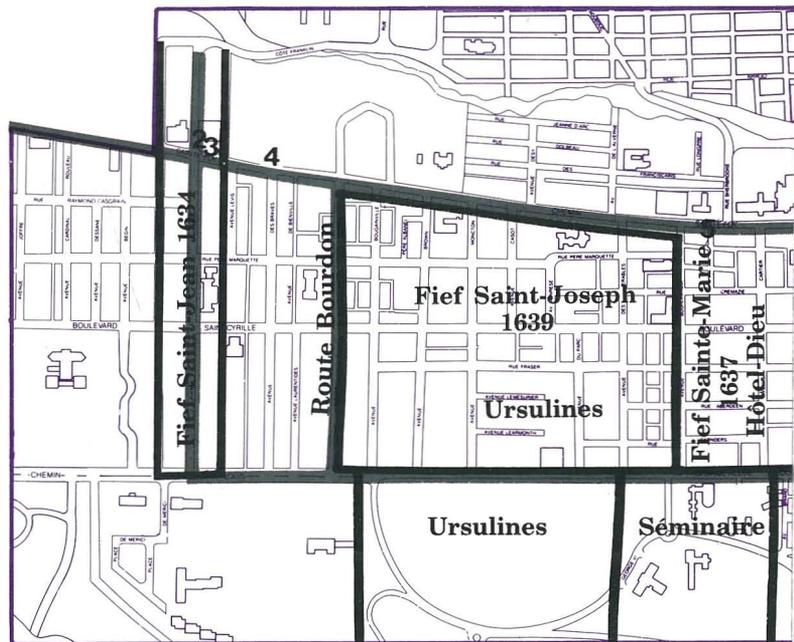


Routes principales

Limites des propriétés

- 1 Maison Holland
- 2 Maison de Jean Bourdon
- 3 Chapelle Saint-Jean
- 4 Moulin Dumont
- 5 Fontaine Manseau

Quartier Montcalm



LA TERRE DE SAINT-JEAN

Le 8 août 1634 arrive à Québec Jean Bourdon, maître arpenteur et ingénieur de la Nouvelle-France. Il choisit lui-même un emplacement dans la banlieue de Québec, qu'il entreprend immédiatement de défricher et de mettre en valeur. Cette terre dite de Saint-Jean, qui lui sera officiellement octroyée en 1639, occupe une superficie de 50 arpents de part et d'autre de l'avenue Belvédère (ill. 4). Le nom de belvédère provient justement du site magnifique de l'habitation de Jean Bourdon située sur le coteau Sainte-Geneviève, qui offre une vue remarquable sur la vallée de la rivière Saint-Charles. Dans l'aveu et dénombrement de 1667, son domaine est décrit comme étant en « nature de labour, les maisons consistant en un grand corps de logis et un petit corps de logis dans lequel est une chapelle, deux granges et trois greniers ». Tous ces bâtiments sont situés au nord du chemin Sainte-Foy, à l'endroit où se

trouve aujourd'hui le centre Bois-Fontaine.

La Grande Allée et l'avenue Belvédère sont longtemps les seuls chemins qui se rendent à la terre de Saint-Jean. En effet, jusqu'en 1667, le chemin Sainte-Foy n'est qu'un sentier « rempli de souches, de buttes, de fossés et d'ornières » comme le rapporte l'abbé Gosselin. À cette date, sur la requête des habitants, le Conseil souverain ordonne d'ouvrir officiellement ce chemin jusqu'à la ville. Un peu plus tard, en 1731, on percera une autre route transversale, dite Route Bourdon, en remplacement de la route du Belvédère devenue impraticable avec le temps; elle correspond à l'avenue des Braves.

Les multiples services que Jean Bourdon rend à la colonie, de même que les travaux de défrichement qu'il fait exécuter dans sa propriété, lui attirent les faveurs de l'administration coloniale.

3: Les grands domaines sous le Régime français, reportés sur des cartes récentes.

En mars 1646, le gouverneur lui concède la terre de Saint-François située à l'est de l'avenue Painchaud. En 1655, cette terre est érigée en fief noble de même que celle de Saint-Jean, en 1661, en reconnaissance des travaux de défense qu'il y a fait exécuter pour protéger les colons des incursions iroquoises. Les forts Saint-Jean et Saint-Xavier, selon l'abbé Gos-

selin, ne sont que de « simples constructions en bois, probablement de hautes palissades, solides et bien charpentées ». Outre ces constructions, Jean Bourdon obtient la permission, en 1652, de construire un « moulin à vent faisant de bled [blé] farine » pour rendre service aux habitants du coteau Sainte-Geneviève.



4: C'est à l'endroit où s'élèvent aujourd'hui ces immeubles modernes (750-930, chemin Sainte-Foy) que Jean Bourdon, arpenteur et ingénieur de la Nouvelle-France, choisit d'installer sa demeure. La terre de Saint-Jean, qui est érigée en fief en 1661, forme le noyau d'occupation européenne le plus ancien des quartiers Montcalm et Saint-Sacrement.

UN TERRITOIRE À VOCATION AGRICOLE

Outre Jean Bourdon, d'autres grands propriétaires se partagent le sol de la banlieue. Les religieuses de l'Hôtel-Dieu occupent depuis 1637 le fief Sainte-Marie, situé entre les avenues De Salaberry et Bourlamaque. Elles agrandissent leur domaine jusqu'à la rue de Claire-Fontaine en 1672 par l'achat de la propriété de Pierre Legardeur de Repentigny.

À l'ouest de l'avenue Bourlamaque commence le fief Saint-Joseph, concédé aux ursulines en 1639. Celles-ci augmentent leur fief initial par l'achat de plusieurs propriétés si bien qu'en 1728, elles se trouvent en possession de tout le terrain qui s'étend de l'avenue Bourlamaque à l'avenue Murray moins 25 arpents autour de l'avenue Casot, près du chemin Sainte-Foy.

Jusqu'en 1790, les religieuses des deux communautés exploitent leur domaine pour leurs propres besoins, après quoi, elles loueront par bail emphytéotique de quatre-vingt-dix-neuf ans tous leurs terrains sur le coteau.

À l'ouest de la propriété des religieuses et au-delà de la terre de Saint-Jean, le reste de la banlieue est occupé par plusieurs concessionnaires. « Une maison, une grange et une étable », ce leitmotiv des papiers rentiers de l'époque résume à peu près toute la richesse des habitants. Il faut souligner cependant que peu de propriétaires habitent la banlieue; ils préfèrent résider en ville et engager un fermier pour cultiver leur terre, qui constitue une source d'approvisionnement alimentaire.



5: Le monument des Braves, inauguré le 24 juin 1861, a été exécuté d'après un dessin de Charles Bailairgé. Il consiste en une colonne de fonte cannelée reposant sur un socle en pierre entouré de quatre mortiers en bronze. Le 19 octobre 1863 s'ajoute la statue de Bellone, déesse romaine de la guerre, offerte par le prince Napoléon, qui porte à 75 pieds la hauteur totale du monument. (Archives nationales du Québec, collection Magella Bureau, CPN-38/23)

LE MONUMENT DES BRAVES: SYMBOLE DE LA COEXISTENCE DE DEUX NATIONS

Sur le chemin Sainte-Foy, à l'intersection de l'avenue des Braves, se dresse un monument dédié à la mémoire des soldats français et anglais tombés sur le champ de bataille le 28 avril 1760 (ill. 5). La bataille de Sainte-Foy est le dernier épisode d'une longue série de conflits franco-britanniques qui a marqué l'histoire de la Nouvelle-France.

Au printemps de 1760, ce qui reste des armées françaises après la défaite des Plaines d'Abraham du 13 septembre 1759 est rassemblé par Lévis, qui tente une ultime offensive contre l'armée de Murray, qui occupe la ville. Au matin du 27 avril, l'armée de Lévis prend position au moulin de Dumont après avoir repoussé l'avant-garde anglaise, postée à l'église de Sainte-Foy. Le lendemain, Murray prend l'initiative du combat et attaque les positions françaises. Il s'ensuit une

bataille de trois heures où le moulin, devenu un enjeu stratégique, est perdu et repris plusieurs fois avant que les Français en restent définitivement maîtres (ill. 6). L'armée anglaise est obligée de battre en retraite, abandonnant sur le champ canons, morts et blessés. Lévis, fort de ce succès, entreprend à son tour le siège de Québec. Cependant, c'est une victoire sans lendemain puisque, quelques jours plus tard, des navires anglais apparaissent dans la rade de Québec. Lévis abandonne tout espoir de secours de la part de la France et lève le siège. Un grand silence s'élève sur le champ de bataille et un vent d'oubli, qui durera quarante-quatre ans, enveloppe les combattants enterrés sommairement sur le lieu même du combat.



6: Joseph Legaré a peint cette vision romantique de la bataille de Sainte-Foy vers 1854. La composition de l'oeuvre fait ressortir les éléments essentiels du cadre de la bataille, tels le site dominant la vallée de la rivière Saint-Charles et le moulin Dumont, mais la position et le contact des armées relèvent de l'imagination de l'artiste qui réalise ce tableau près de quatre-vingts ans après l'événement. Nul doute que Legaré ait voulu magnifier la victoire française symbolisée par les trois cavaliers. (La Galerie nationale du Canada, 18489)



L'occupation du site du parc des Braves est cependant beaucoup plus ancienne que l'événement historique qu'il commémore. En 1705, le terrain est acquis par Jehan Laviolette, maître tanneur, des héritiers Pinguet, dont l'ancêtre l'avait acheté en 1637. Jean-Baptiste Dumont acquiert l'emplacement en 1741. Après la Conquête, il met sa propriété en vente et décrit ainsi son domaine:

« Un beau jardin et toutes les bâtisses dessus construites consistant en un moulin à tan à vent en pierres, qui tourne à tout vent, propre à moudre l'écorce pour une tannerie, le site est très favorable pour cela et l'eau qui n'y manque jamais dans les plus sèches saisons est la meilleure de la province pour préparer le cuir, y ayant toujours eu là une tannerie; une grange pour les produits de la ferme qui donne à présent 4 à 5 milles bottes de foin et peut en rendre beaucoup plus. »

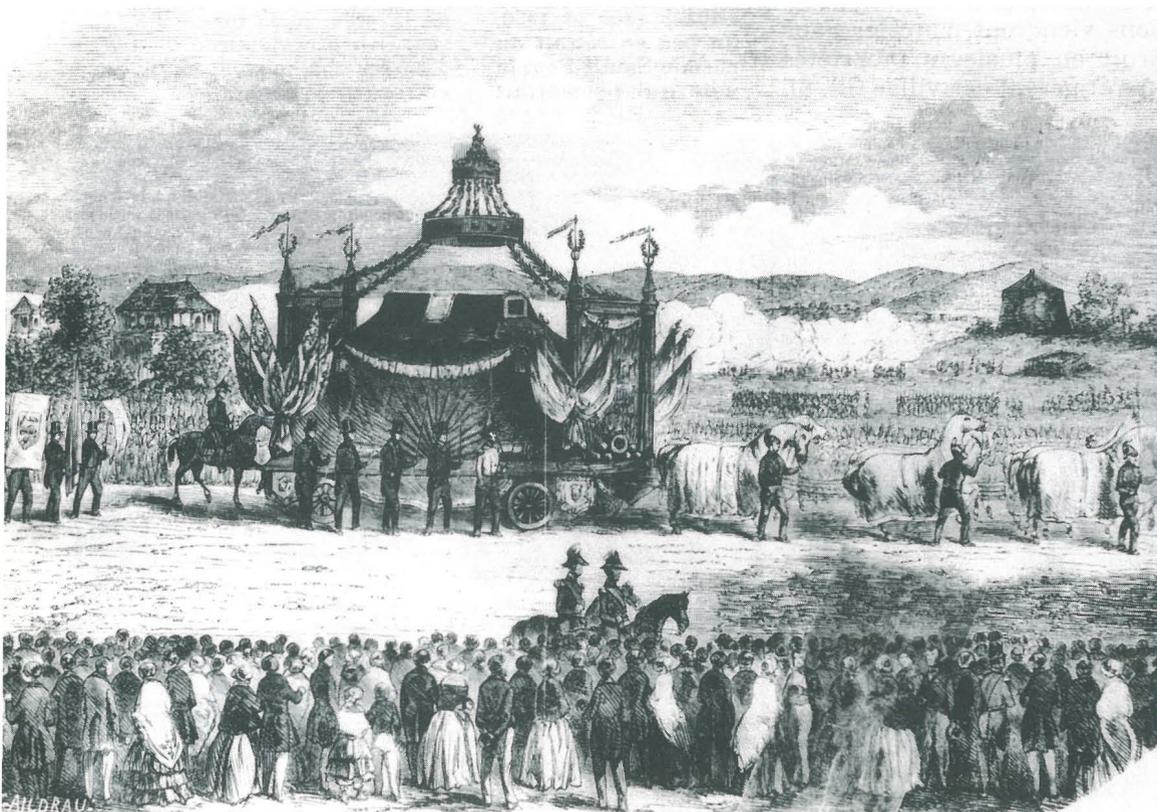
Le terrain passe alors entre les mains de Henry Caldwell avant d'être revendu en 1799 à Jean Guillet dit Tourangeau. C'est des héritiers Tourangeau que la société Saint-Jean-Baptiste achète, en 1855, le terrain où se trouvent les fondations du moulin afin d'y ériger le monument.

Il faut donc attendre le milieu du XIX^e siècle pour que cet événement historique revienne à la mémoire du public grâce aux efforts de Julien Chouinard et de la société Saint-Jean-Baptiste de Québec. Chouinard, en effet, acquiert vers 1845 une propriété voisine du terrain Dumont, là où se trouve aujourd'hui l'Hostellerie Parc des Braves. Les travaux d'excavation de même que l'érosion produite par les crues du ruisseau qui coule à la limite des deux propriétés permettent de mettre au jour, à plusieurs reprises, des ossements humains, des armes rouillées,

des pièces et des boutons d'uniforme à l'emblème des régiments français et anglais. Ces témoins sont soigneusement ramassés et entreposés dans la maison de Chouinard et des fouilles plus systématiques permettent de conclure que c'est bien là que s'est déroulée la bataille de Sainte-Foy. Le 5 juin 1854, lors d'une cérémonie religieuse se tenant sous les auspices de la société Saint-Jean-Baptiste, et empreinte d'une grande solennité, on conduit en procession les restes humains à la basilique de Québec pour un service funèbre. On les rapporte ensuite sur le site historique pour les inhumer dans une fosse, creusée sous les ruines du moulin Dumont, en attendant qu'un monument soit érigé (ill. 7).

Le 18 juillet 1855, plusieurs milliers de personnes assistent à la pose de la pierre angulaire du monument. Cet événement donne lieu à une grande première qui ajoute à son romantisme. On invite à cette cérémonie le capitaine de la corvette la *Capricieuse* en visite à Québec à l'été de 1855. Il s'agit du premier navire battant pavillon français à remonter le Saint-Laurent depuis la Conquête, soit depuis près de cent ans.

Le monument des Braves semble davantage un symbole de réconciliation et de paix qu'un hommage à la supériorité militaire de l'une ou l'autre nation puisque là reposent, côte à côte et sans distinction, Anglais et Français, vainqueurs et vaincus, catholiques et protestants.



7: La découverte, au milieu du XIX^e siècle, d'ossements humains rappelle à la mémoire des Québécois un événement « oublié »: la bataille de Sainte-Foy. Cette gravure d'époque présente la cérémonie de la translation des restes des braves tombés sur le champ de bataille. Une grande procession à laquelle assistent des milliers de personnes conduit les ossements jusqu'à la basilique de Québec pour le service funèbre, après quoi on les rapporte pour l'inhumation à l'endroit où s'élève aujourd'hui le monument. (Archives nationales du Québec, collection initiale, N 1173-110)

LES LENDEMAINS DE LA CONQUÊTE

L'avenir de la colonie, soumis au sort des armes en 1760, est scellé par la signature du traité de Paris en 1763. De nouveaux propriétaires terriens font leur apparition et rachètent à bon prix les propriétés de la banlieue délaissées par l'élite française après la défaite. Seules les religieuses de l'Hôtel-Dieu et les ursulines garderont leurs domaines de Sainte-Marie et de Saint-Joseph jusqu'au XX^e siècle. En effet, à l'ouest de la propriété des ursulines, le gouverneur James Murray rassemble un certain nombre de terres jusqu'à l'ancienne route Thornhill (qui passait à proximité de l'avenue Louis-Fréchette) pour former le domaine Sans Bruit. Ce domaine devient la propriété du lieutenant-colonel Henry Caldwell en 1801. À partir de cette date, plusieurs transactions viendront morceler Sans Bruit en plusieurs propriétés où s'érigeront des villas (ill. 8).



8: Cette maison offre un bon exemple de l'influence des anciennes villas sur la trame urbaine. La villa Sans Bruit est construite entre les années 1850 et 1860, un peu en retrait du chemin Sainte-Foy; la voie qui permettait

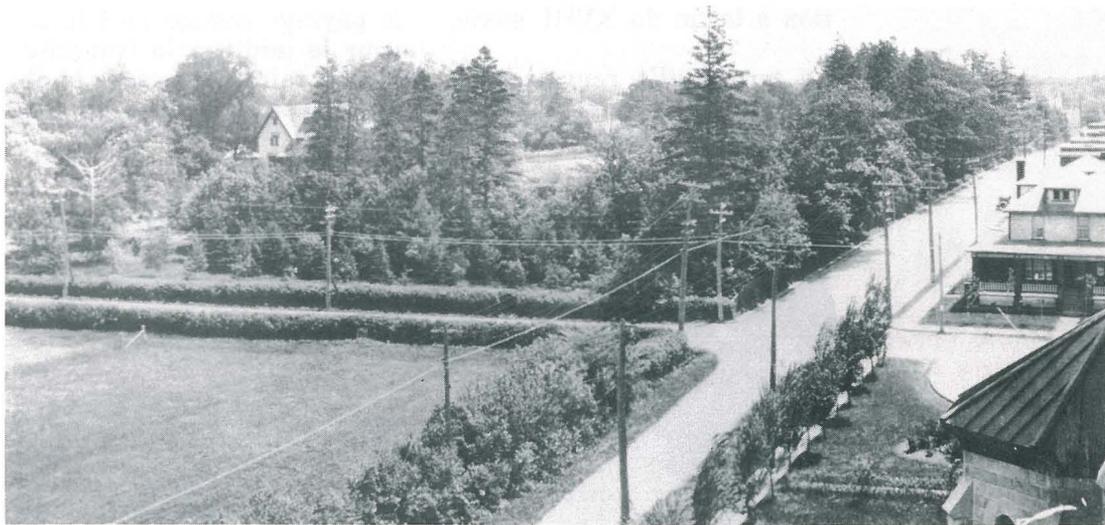
d'y accéder deviendra l'avenue Brown. Lors de l'expansion du XX^e siècle, les maisons construites respectent l'alignement ainsi que le gabarit de la villa, mais forcent son propriétaire à percer une nouvelle entrée sur le côté.

9: Cette aquarelle de James Cockburn, peinte en 1827, montre la maison Holland. Construite en 1740 par Jean Taché, marchand de la Basse-Ville, cette maison est rénovée par Samuel Holland, qui y ajoute un fronton, des pilastres et une rotonde afin de mieux jouir de la nature environnante. (Archives nationales du Québec, collection initiale, N 78-4-40-15)



À l'ouest de la route Thornhill et jusqu'à l'avenue Marguerite-Bourgeois se constitue un autre grand domaine connu sous le nom de Holland House. Samuel Holland est officier de l'armée britannique et participe à l'expédition contre Louisbourg en 1758 et contre Québec en 1759. Nommé arpenteur du Canada, il acquiert en 1767, du colonel Malcolm Fraser, une vaste propriété dont la maison servira de quartiers au général Montgomery lors de l'invasion américaine de 1775-1776 (ill. 9).

10: Le domaine Holland a été l'un des mieux préservés jusqu'à l'époque contemporaine. Il formait, en effet, une enclave qui a résisté à la première vague d'urbanisation. Cette photographie prise dans les années 1930 montre l'avenue Holland qui croise le chemin Sainte-Foy. On aperçoit un des pignons de la maison Holland aujourd'hui disparue et qui avait remplacé la vieille ferme démolie en 1843. (Archives de la Ville de Québec, centre de documentation photographique, 10732)



Au tournant du XX^e siècle, le domaine Holland est la propriété de la famille Ross, qui en réduit la superficie en 1925 en cédant la partie au nord du chemin Sainte-Foy, où se trouve aujourd'hui le centre hospitalier Jeffery Hale. En 1967, la maison Holland est détruite pour faire place à l'édifice du Y.M.C.A. et, peu de temps après, la construction de l'ensemble résidentiel Samuel-Holland est entreprise. Le parc Holland, au coin du chemin Sainte-Foy et de l'avenue Holland, constitue le seul vestige de ce grand domaine de la banlieue de Québec (ill. 10).

Un mode de vie imprégné de romantisme

LES GRANDES PROPRIÉTÉS CHAMPÊTRES

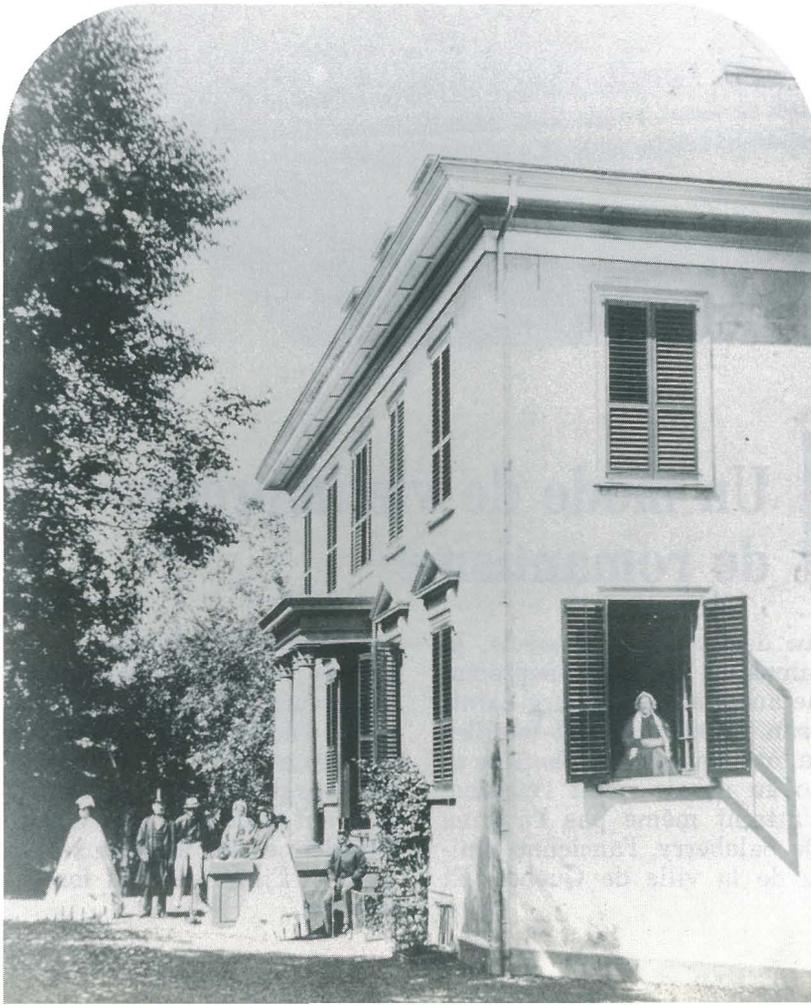
Au début du XIX^e siècle, la campagne impose sa suprématie au-delà du faubourg Saint-Jean. En effet, peu de familles se sont établies en dehors de ce noyau urbain, dont l'étendue n'atteint même pas l'avenue De Salaberry, l'ancienne limite de la ville de Québec. Et

pour cause: la mauvaise qualité des routes contraint les voyageurs à de pénibles excursions, l'activité économique se déroule autour du port, le long des berges du fleuve Saint-Laurent et de la rivière Saint-Charles, et les affaires se règlent à l'intérieur des fortifications.

Cependant, quelques personnages en vue choisissent justement de résider toute l'année ou l'été seulement dans cette vaste campagne. Ils y recherchent la tranquillité, l'espace et surtout une vue imprenable sur le fleuve ou sur les Laurentides. Les terrains le long de la Grande Allée et des chemins Saint-Louis et Sainte-Foy répondent admirablement bien à ces exigences et accueillent quelques vastes maisons érigées au milieu de grandes propriétés (ill. 11). Il s'agit en fait de la première génération de villas construites dans les environs de Québec bien qu'il y ait eu quelques cas d'exception à la fin du XVIII^e siècle.

Le terme *villa* renvoie à un nouveau mode de vie qui a déjà acquis ses lettres de nobles-

se durant la Renaissance italienne et durant le XVIII^e siècle en Angleterre. La relation entre la maison et le jardin est au coeur des préoccupations de ce mouvement dont l'initiateur est l'architecte paysagiste William Kent. Autant que possible, la maison doit se fondre dans la nature pour en devenir un élément. C'est ainsi que naît le jardin à l'anglaise avec ses regroupements d'arbres et d'arbustes, ses vallons, ses chemins tortueux et ses plans d'eau. Tout doit sembler naturel sinon sauvage malgré le grand soin apporté au dessin du jardin. Dans cet environnement, la maison ne domine pas le paysage comme c'est le cas pour le jardin à la française; au contraire, le paysage la domine, l'enveloppe et lui sert d'écrin.



11: Cette imposante villa baptisée Westfield existe toujours: elle porte le numéro 430 du chemin Sainte-Foy (à l'angle de l'avenue Désy). Charles Grey Stewart, contrôleur des douanes, en fut le premier propriétaire. Cette photographie de J.-B. Livernois datée de 1865 montre la propriété d'années après sa construction; les arbres ont atteint leur maturité et dessinent des zones ombragées très appréciées lors des vagues de chaleur estivales. (Musée du Québec, tirée de: J. MacPherson Lemoine, *Maple Leaves*)

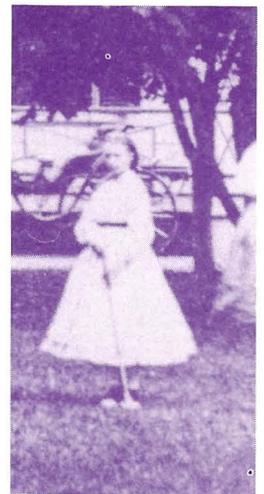


12: La villa Marchmont se laisse à peine deviner derrière l'écran de verdure qui occupe le premier plan de cette photographie de 1865. À cette époque, l'intérêt pour les villas est grand, ce qui pousse l'historien James MacPherson Lemoine à leur consacrer un livre illustré par Livernois: *Maple Leaves*. La vie au grand air est privilégiée comme le montre cette illustration où de jeunes filles jouent au croquet tandis que des adultes se reposent sous la véranda. (Musée du Québec, tirée de: J. MacPherson Lemoine, *Maple Leaves*)

L'implantation de villas sur les hauteurs du cap au début du XIX^e siècle s'inscrit dans le cadre du colonialisme. En effet, les propriétaires, souvent issus de la bourgeoisie anglaise alors toute puissante, étalent leur richesse en construisant de somptueuses résidences portant des noms évocateurs tels Rosewood, Bannockburn, Battlefield ou Marchmont. La villa Marchmont par exemple (ill. 12), construite dans les années 1810 sur un terrain qui va des plaines d'Abraham à la rue De Laune (ancien terrain Mérici), tirerait son nom de cette parcelle de terrain, ainsi nommée par le général Murray en l'honneur de la marche des soldats vers la victoire. Son propriétaire, le lieutenant-colonel Harvey, fait dessiner le plan d'aménagement de la propriété en 1826: promenades, boisés,

pâturage, jardin potager enserré et relie la maison, l'étable, les écuries, la remise, les puits et la glacière.

Vendue à plusieurs reprises au cours du XIX^e siècle, Marchmont devient, en 1882, la propriété d'un riche marchand anglais: Thomas Beckett. Celui-ci démolit la villa pour en reconstruire une autre, qui répond mieux au goût du jour (ill. 13); il l'habite l'été seulement, sa résidence principale se trouvant en Angleterre. Lorsque les ursulines acquièrent la propriété en 1901, elles inaugurent une nouvelle ère de prospérité pour ce bastion anglais en y érigeant le Collège Mérici.



Plusieurs facteurs expliquent la popularité grandissante des villas au cours du XIX^e siècle. L'économie, qui connaît une période florissante jusque vers les années 1860-1870, explique en partie que la banlieue de Québec commence à se construire. Le blocus continental décrété par Napoléon en 1806

Cependant, la croissance économique n'explique pas totalement l'éclosion d'un véritable engouement pour la villa. Il faut aussi chercher l'explication du côté de la santé publique. Québec est sans réseau d'égouts ni de distribution d'eau jusqu'en 1854; c'est un drame pour une ville en pleine

13: La deuxième villa Marchmont date de 1882. Lorsque les ursulines se départissent de la partie ouest de leur propriété dans les années 1970, elles cèdent en même temps cette luxueuse résidence. Les nouveaux propriétaires la démolissent pour faire place à un projet immobilier. (Archives des ursulines)



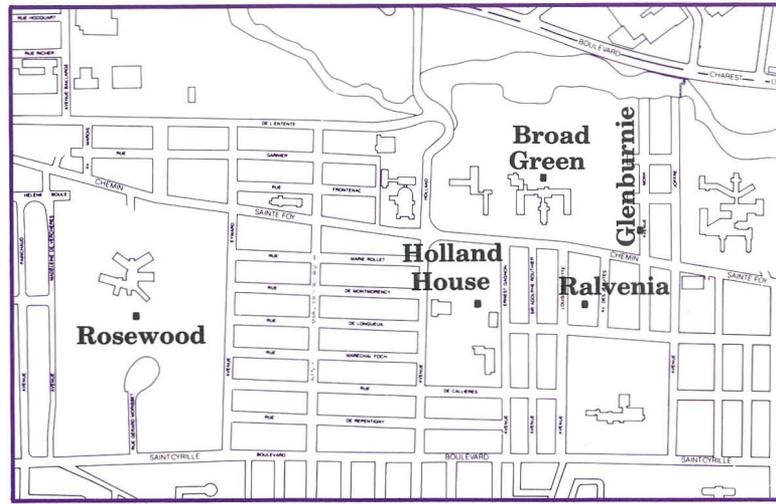
oblige l'Angleterre à s'approvisionner en bois dans ses colonies; plus tard, l'imposition d'un tarif préférentiel favorable à ces mêmes colonies stimule les investissements. Le port de Québec et les chantiers navals résonnent alors d'une activité fébrile pendant plusieurs années, ce qui favorise l'émergence de nouvelles fortunes. C'est ainsi qu'une élite commerçante se développe et peut rivaliser d'importance, du moins sur le plan financier, avec celle constituée par les militaires et les hauts dignitaires anglais.

expansion. Les effets désastreux de cette carence vont se faire cruellement sentir en 1832 lorsque se déclare le choléra. Comment peut-il en être autrement dans une ville qui, de surcroît, est littéralement prise d'assaut par des milliers d'immigrants anglais, irlandais et écossais qui désirent s'établir au Canada. La ville, incapable de respecter les règles minimales en matière d'hygiène est donc très vulnérable face à cette bactérie mortelle qui voyage dans l'eau.

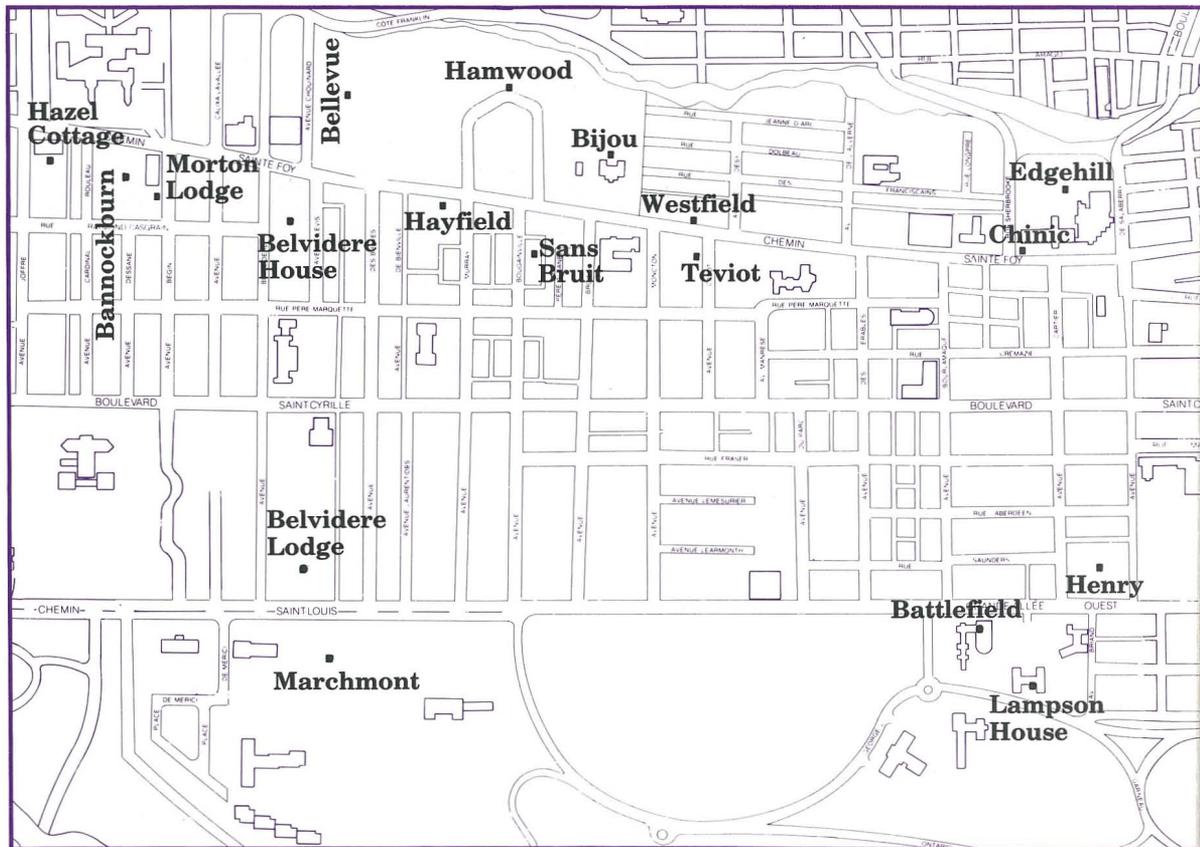
Ceux qui ont de l'argent quittent les quartiers denses de Québec pour trouver refuge à la campagne. À partir de ce moment, la villa n'est plus seulement un bien de luxe mais également le moyen d'échapper à la maladie. Les terrains situés sur les hauteurs du cap jouissent à coup sûr d'un meilleur drainage des eaux usées et garantissent donc une meilleure hygiène; il n'en faut pas plus pour que la bourgeoisie achète de nombreuses propriétés à l'ouest de l'avenue De Salaberry (ill. 14). Elle y sera à l'abri de l'épidémie de 1832 mais aussi de celles de 1834, 1841, 1847, 1849 et 1854, qui seront toutefois de moins en moins mortelles. La plupart de ces villas sont aujourd'hui disparues,

mais les images qui en restent traduisent le caractère champêtre de ce qui deviendra les quartiers Montcalm et Saint-Sacrement.

Quartier Saint-Sacrement



14: Jusqu'au début du XX^e siècle, les environs de l'avenue De Salaberry marquent la limite ouest de Québec à la Haute-Ville. Au-delà de cette frontière se sont implantées plusieurs villas qui ont marqué le paysage au siècle précédent. Ces cartes des quartiers Montcalm et Saint-Sacrement identifient les principales propriétés.



Quartier Montcalm

LA BANLIEUE CHANGE DE VISAGE

Si la première moitié du XIX^e siècle se caractérise par l'aménagement de grandes propriétés, la seconde moitié assiste au morcellement de ces héritages. Le goût de vivre en banlieue s'est profondément ancré chez la petite bourgeoisie, qui possède de plus en plus de terrain. C'est ainsi qu'apparaissent de nombreuses résidences sur des terrains relativement

Le 300, chemin Sainte-Foy (ill. 15) est un bel exemple de villa suburbaine issue de la subdivision d'une propriété plus ancienne, en l'occurrence celle de Jean Guillet dit Tourangeau, située au nord du chemin Sainte-Foy, entre l'avenue Désy et la rue Sherbrooke. Tourangeau, qui acquiert cette terre en 1808, la lègue à Henriette Tourangeau à sa mort en 1850.



15: On qualifie ce type de villa de suburbaine parce qu'elle est issue du morcellement des grandes propriétés et qu'elle marque le début de la densification des banlieues. Ces villas s'élèvent en bordure de la rue contrairement aux premières villas, profondément à l'écart dans des terrains boisés.

exigus le long des chemins Sainte-Foy et Saint-Louis et de la Grande Allée particulièrement. Parce qu'elles occupent un espace restreint, ces villas appelées *suburbaines* ne peuvent plus, comme les premières, s'enorgueillir de vastes jardins conçus selon les principes anglais. Seul un aménagement à la française peut convenir à l'étroitesse de ces jardins, qui sont davantage un symbole de la nature que de véritables lieux de détente.

C'est sous l'administration de cette dernière que la propriété est morcelée. Il n'y a pas que d'élégantes résidences privées qui poussent sur l'ancien terrain des Tourangeau: c'est également là que déménage l'asile Finlay en 1861 (voir ill. 24). La recherche d'un milieu paisible pas trop éloigné du centre-ville de Québec incite ces refuges pour les personnes démunies à s'établir aux limites de la ville. Le Ladies' Protestant Home en bordure de la Grande Allée en est un autre exemple (voir page 56).

Si la pression démographique est responsable du lotissement de certaines grandes propriétés, leurs coûts d'entretien peuvent également avoir joué un rôle important dans la transformation de la banlieue. En effet, sur le plan économique, Québec est en perte de vitesse comparativement à Montréal, qui se dote de moyens de communication efficaces par terre et par eau: ainsi, à partir des années 1860, le centre des affaires se déplace irrémédiablement vers l'ouest et entraîne avec lui certaines fortunes. Il appartient dès lors aux communautés religieuses d'assurer la relève, et elles prennent effectivement en main la destinée de plusieurs villas, qu'elles préservent longtemps du lotissement.

En 1864, une première communauté s'implante dans la partie de la banlieue qui deviendra le quartier Saint-Sacrement: il s'agit des soeurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal, qui dispensent leur enseignement aux jeunes filles de Saint-Roch et de Saint-Sauveur. Les religieuses achètent de John Lawson Gibb la villa Rosewood située au lieu nommé Bellevue. Dans l'acte de vente, il est question d'une grande maison en pierre, de granges, d'étables, de remises, de bâtiments de ferme, d'une serre chaude, d'une orangerie et de jardins; c'est tout ce qu'il faut pour assurer l'autosuffisance alimentaire de la communauté. Au début, la propriété n'est destinée qu'à recevoir les religieuses et les élèves les jours de congé. En 1865, une pétition de citoyens de Québec et des environs demande l'ouverture d'un pensionnat pour que les jeunes filles « soient instruites dans les arts et les sciences, élevées dans la pratique des vertus chrétiennes et sauvegardées des écueils qui se rencontrent quelquefois dans les institutions laïques ». Bien accueilli, le souhait se transforme en réalité lorsqu'une école ouvre en 1867 dans la villa même. Sept ans plus tard, le premier collège (ill. 16) est construit en arrière de l'ancienne demeure, qui sera démolie par la suite.

16: L'ancien Collège Notre-Dame-de-Bellevue fut érigé selon les plans de l'architecte Victor Bourgeois; il est aujourd'hui caché par un bâtiment plus moderne (1605, chemin Sainte-Foy). La congrégation de Notre-Dame de Montréal, qui l'administre, était reconnue pour la formation classique qu'elle offrait aux jeunes filles désireuses de poursuivre leurs études à l'université. (Archives nationales du Québec, fonds Livernois, N873-48)





La villa Teviot (ill. 17), autrefois sur le terrain du centre hospitalier Courchesne, connaît la même destinée lorsqu'elle passe aux mains des jésuites en 1891. Toutefois, ces derniers ne la destinent pas à l'enseignement mais plutôt aux retraites fermées. Ils ne tardent pas à construire une chapelle juste à côté de la maison, qu'ils baptisent Manrèse. Érigée en 1895 et démolie en 1986, la chapelle Notre-Dame-de-l'Espérance a été à l'origine de la paroisse Notre-Dame-du-Chemin, fondée en 1909. En 1921, les jésuites déménagent de l'autre côté du chemin Sainte-Foy, dans une propriété appelée Hamwood. Cette deuxiè-

18: Au centre du couvent des soeurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier (560, chemin Sainte-Foy), il est aisé de reconnaître, sur cette photo des années 1910, l'ancienne villa Bijou, construite en 1874 d'après les plans de l'architecte Harry Staveley. Ce n'est qu'en 1927 que viendra se greffer l'oratoire Saint-Joseph à

me villa Manrèse domine jusqu'en 1982 la vallée de la rivière Saint-Charles.

Deux autres villas le long de la falaise nord ont retenu l'attention de communautés religieuses: Bijou, acquise en 1911 par les soeurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier (ill. 18), et Broad Green, achetée en 1907 par les soeurs du Bon-Pasteur. Dans chaque cas, la villa fut sauvegardée quoique noyée dans un bâtiment imposant.



l'extrême droite du couvent. (Archives nationales du Québec, fonds Magella Bureau, CPN 31/20.2)

17: La villa Teviot est démolie en 1936 pour permettre la construction de l'hôpital Notre-Dame-de-l'Espérance (aujourd'hui le Centre hospitalier Courchesne, 383, chemin Sainte-Foy). Cette photographie de J.-B. Livernois prise en 1865 la montre alors qu'elle appartient encore à celui qui l'a fait construire en 1849-1850: Richard Cassell, gérant de la Bank of Upper Canada. Les jésuites l'achètent en 1891 et la rebaptisent Manrèse. Au début, ils s'y rendent tous les mardis; le trajet entre leur habitation de la rue Dauphine et cette maison de campagne se fait à pied, car les tramways ne font leur apparition qu'en 1897. (Musée du Québec, tirée de: J. MacPherson Lemoine, *Maple Leaves*)

La première phase d'urbanisation: un démarrage difficile

LE FAUBOURG GUÉNETTE



19: Quelques modestes maisons à comble mansardé ou à pignon témoignent encore de l'architecture de ce faubourg du XIX^e siècle. Construits en bordure de rues étroites, ces bâtiments forment un quadrilatère anachronique dans le quartier Montcalm, où l'essor urbain se manifeste au XX^e siècle. Le faubourg Guénette n'est ni le débordement du faubourg Saint-Jean-Baptiste ni le noyau d'une expansion future.

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, le lotissement des terres de la banlieue est à peine amorcé. Les grands domaines cependant commencent à se morceler, particulièrement le long des grands axes routiers: les chemins Sainte-Foy et Saint-Louis. Seule vient rompre cette lente évolution l'apparition d'une concentration d'habitations qui forment un petit faubourg dès 1850. Le village Mont-Plaisant ou faubourg Guénette occupe un emplacement bien délimité, entre les avenues Bourlamaque et Cartier, depuis le chemin Sainte-Foy jusqu'à la rue Crémazie, donc juste à l'extérieur des limites de la ville, sur des terres de l'Hôtel-Dieu louées au juge Bowen.

Encore aujourd'hui, les rues Saint-Laurent et de Candiac, qui traversent le faubourg, sont étroites (ill. 19) et rappellent le type d'urbanisation qu'ont connu les faubourgs Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch (la rue Dumont par contre a été élargie à l'été de 1986). Ce petit noyau, bien enclavé à l'intérieur des grands domaines, n'est à l'origine d'aucune expansion urbaine ultérieure. Il reste pour ainsi dire dans un état stationnaire; l'expansion urbaine du XX^e siècle entraînera l'encerclement du faubourg par des constructions sans qu'il se modifie sensiblement.

Son existence à partir des années 1850 peut s'expliquer de deux façons. D'une part, la tradition orale mentionne la présence à cet endroit d'une fontaine où venaient s'abreuver les chevaux; la rue de Candiac portait d'ailleurs le nom de

Fontaine-Manseau. Cette fontaine aurait existé dès le Régime français, et le nom de Manseau est celui d'un maître tanneur à qui les religieuses de l'Hôtel-Dieu avaient cédé une parcelle de terrain au XVIII^e siècle. Toutefois, c'est la famille Guénette, une des premières à s'établir dans les environs, qui donne son nom au faubourg. D'autre part, le faubourg est situé aux limites de la ville, là où le pouvoir de réglementation et de taxation de Québec n'existe pas encore et où est installé le barrage de la Commission des chemins à barrières (ill. 20).



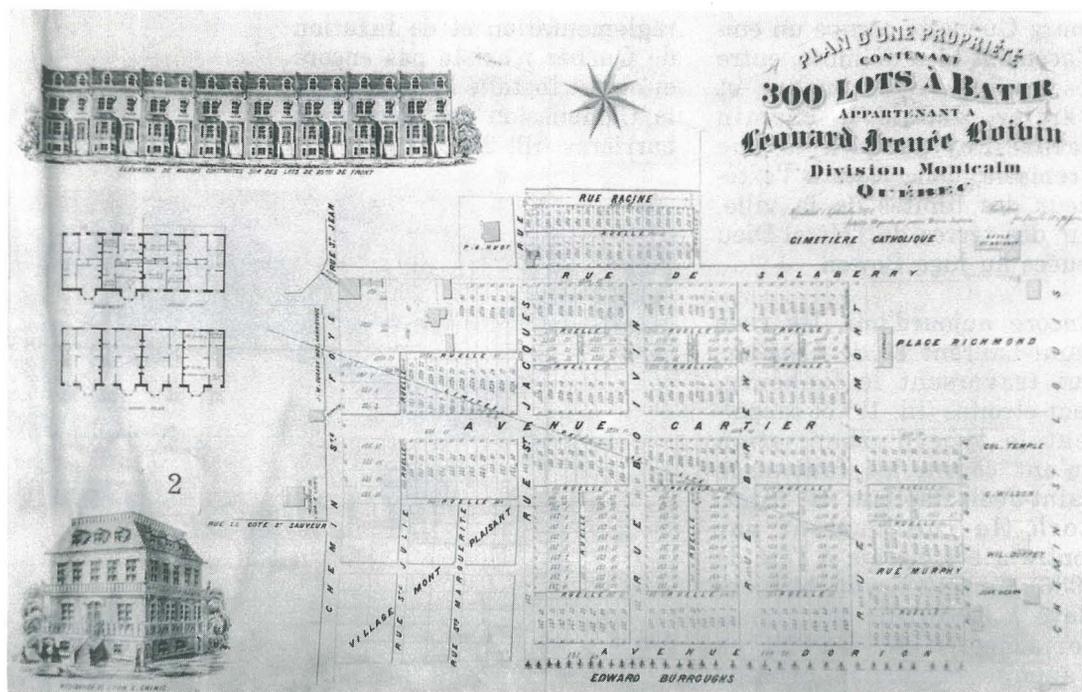
20: Le système des chemins à barrières est mis en place par une loi promulguée en 1840-1841 et instituant une corporation à but lucratif, qui se charge de l'entretien des chemins contre le privilège de percevoir un droit de passage. Les premières barrières de la Haute-Ville s'installent sur les routes d'accès près de ses limites, sur le chemin Sainte-Foy et la Gran-

de Allée. Elles se déplacent graduellement vers l'ouest au gré de l'expansion du réseau de tramways et des nécessités d'une circulation libre et aisée entre la ville et sa banlieue. Le système des chemins à barrières est aboli en 1918, année où l'entretien des routes est pris en charge par l'État. (Archives nationales du Québec, collection J.-E. Livernois, N1074-205)

**LE PLAN BOIVIN:
 UN RENDEZ-VOUS RATÉ
 AVEC LE PROGRÈS**

Léonard-Irénée Boivin fait figure de précurseur quand il tente, à partir de 1874, une opération de spéculation foncière à la « mode montréalaise » dans le quartier Montcalm. La publicité qui entoure l'affaire permet de bien saisir le projet de Boivin. Il achète d'abord la propriété de Thomas Glover située à proximité du faubourg Guénette, soit l'espace compris entre les avenues

Boivin cherche à rejoindre une clientèle bien définie, à savoir les ouvriers, les commis, les employés de chemin de fer, de banque et les fonctionnaires, auxquels il offre des conditions de paiement avantageuses, des versements échelonnés sur dix ans, si bien que « tous les commis ou ouvriers peuvent acquérir un lot et le payer avec leurs épargnes », comme le souligne *Le Canadien*. Pour at-



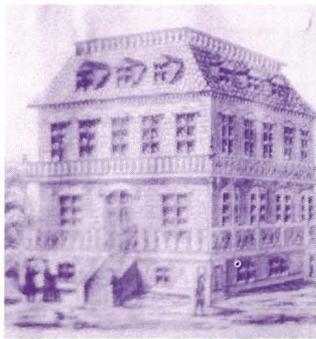
21: En 1874, L.-Irénée Boivin lance son projet de lotissement sur une grande échelle. Il prévoit construire des maisons en rangée. Son plan de division des lots ne sera pas suivi par ses successeurs, mais le tracé des rues correspond à celui d'aujourd'hui. (Archives de la Ville de Québec, centre de documentation photographique, FC 1933)

Bourlamaque et De Salaberry et entre le chemin Sainte-Foy et la rue Saunders. Il fait exécuter un plan de lotissement par Joseph Ruel et met immédiatement à l'encan, soit le 7 octobre 1874, trois cents lots à bâtir, d'une largeur de 7,6 mètres (25 pieds) (ill. 21). Le journal *Le Canadien* du 6 octobre 1874 signale que « depuis nombre d'années le commerce des terrains est une chose journalière à Montréal, mais c'est la première fois que les citoyens de Québec assistent à une vente de ce genre ».

tirer cette clientèle loin de son lieu de travail, Boivin compte sur l'installation prochaine des chemins de fer urbains communément appelés *tramways* et, pour satisfaire ceux qui ont leur bureau et leurs occupations à la Basse-Ville, il a l'ambition de construire « un élévateur, qui partant du pied de la côte de la Montagne ira aboutir près des édifices du parlement » (le parlement actuel n'étant pas construit à cette époque, il s'agit de l'ancien, situé dans le parc Montmorency). *Le Canadien* conclut

de façon un peu trop optimiste qu'on pourra ainsi se rendre de la Basse-Ville à la banlieue en cinq minutes, d'autant plus que les premiers tramways, datant de 1877, sont tirés par des chevaux qui atteignent une vitesse de 9,7 kilomètres (6 milles) à l'heure au maximum. Ce n'est qu'à partir de 1897 que l'énergie électrique permettra d'augmenter la vitesse à 32 kilomètres (20 milles) à l'heure.

Boivin s'inspire des méthodes de spéculation telles qu'elles se pratiquent à Montréal. Il a sans aucun doute une intuition claire du développement et de l'expansion future de la ville sous l'influence du transport urbain. Malheureusement, il a le défaut d'anticiper un agrandissement qui ne se produira qu'à la fin du siècle. Incapable de faire face à ses obligations envers Thomas Glover, vendeur et créancier, il doit abandonner son projet en 1878.



D'autres facteurs expliquent sans doute cet échec. La ville de Québec connaît depuis 1860 une période de léthargie qui s'étend jusqu'au tournant du siècle. La concurrence de Montréal, le déclin du commerce du bois et des chantiers maritimes ainsi que le départ de la garnison britannique en 1871 provoquent cette stagnation. La population ne s'accroît que de 10 000 personnes entre 1861 et 1901, et, avant que l'industrie naissante puisse absorber toute la main-d'oeuvre, les ouvriers s'expatrient en grand nombre. Ceux qui restent ne peuvent compter sur les facteurs de prospérité pour améliorer leurs conditions de vie et accéder à la propriété. Ce contexte particulier explique pourquoi, contrairement à Montréal, le développement ne s'effectue qu'au début du XX^e siècle, moment où le processus d'industrialisation arrive à maturité et accélère l'urbanisation.

« UNE VILLE MODERNE À CÔTÉ DE LA VIEILLE VILLE »

L'expérience de Boivin avait été perçue par ses contemporains comme un signe de progrès économique qui allait permettre à la ville de « sortir enfin de l'ornière où elle se [...] [trouvait] depuis si longtemps », comme le souligne un article du *Soleil* du 6 octobre 1874. Cependant, bien que des signes de renouveau économique soient apparus à cette époque, ce n'est qu'autour de 1900 que des résultats concrets se manifestent et donnent un élan nouveau à l'économie de la ville.

Le renouveau économique est dû principalement à trois facteurs: la reconstruction du port, achevée en 1890, l'introduction du chemin de fer depuis 1879 et l'implantation de

l'industrie légère de consommation, qui embauche une main-d'oeuvre abondante. À ces facteurs de base se joignent l'avènement de l'électricité en 1883, le développement de la fonction publique, la mise sur pied d'une politique de tourisme ainsi que l'érection, en 1867, de Québec en capitale provinciale. Tout ceci contribue à faire naître un vent d'optimisme et une foi inébranlable dans le progrès. De fait, entre 1900 et 1940, Québec va tripler sa superficie et plus que doubler sa population. L'attrait de l'industrie amène un exode des populations rurales vers Québec et accélère le processus d'urbanisation. De cette conjoncture naît une fièvre de spéculation immobilière, à l'origine de plusieurs compa-

gnies qui achètent à bon marché des propriétés, les subdivisent en lots à bâtir et les revendent avec un profit proportionnel à l'augmentation de leur valeur résultant de l'extension des services urbains.

Le lotissement des quartiers Montcalm et Saint-Sacrement, ainsi que celui du secteur Limoilou, s'inscrit dans ce mouvement de spéculation du début du siècle. La publicité qui entoure les opérations im-

mobilières est propre aussi à attirer une population entassée dans les faubourgs (ill. 22). En effet, l'exiguïté et l'insalubrité poussent leurs résidents vers la périphérie, là où l'espace et le grand air contribuent à améliorer la qualité de la vie. Cette attraction pour la banlieue moderne est d'ailleurs stimulée par l'avènement du tramway électrique, qui permet au citoyen d'habiter plus loin de son lieu de travail (ill. 23).

22: La compagnie Tourigny et Marois propose cette publicité aux lecteurs du *Soleil*, le 23 mai 1914, concernant sa propriété située à l'ouest de l'avenue Belvédère, entre le chemin Sainte-Foy et le boulevard Saint-Cyrille. Comme la plupart des promoteurs, la compagnie fait ressortir les avantages de la salubrité et de la tranquillité du site: en fait, c'est la ville à la campagne qu'on propose aux citoyens. On mise également sur l'expansion économique amenée par les grandes entreprises du début du siècle.

De tous les terrains aux environs de Québec

LE QUARTIER BELVEDERE

**DETIENT LA PALME
Comme Quartier Résidentiel**

Terrains
spacieux,
construction
facile.
Pavés,
jardins,
Rues
larges,
Ruelles
en arrière
de chaque
lot.
conditions
de
paiements
faciles
\$10.00
comptant
et
\$5.00
par
mois
sans
intér.
terrain
bien
égoutté,
paysages
superbes,
rue
incomparable
sur
la
vallée
St Charles.
Prix
de
l'Eglise,
du Couvent
et de
l'École
Normale.

**VOUS Y AVEZ LES COMMODITES DE LA
VILLE**

AVEC LES AVANTAGES DE LA CAMPAGNE

DU SOLEIL, DE L'AIR ET DE L'OMBRAGE.

PAS DE FUMÉE, PAS DE POUSSIERE.

Les Terrains Que Nous Offrons en Vente Sont

→→→ AUSSI BIEN SITUÉS QUE ←←←

WESTMOUNT A MONTREAL

Bornés au Nord par le Chemin Ste Foy, à l'Est par le Chemin Belvédère, à l'Ouest par de vastes champs couverts de grands arbres, et au Sud par la rue St Cyrille où passent les chars électriques.

Les constructions sont déjà nombreuses dans tout le quartier, et les résidences rivalisent en beauté dans leur architecture.

De la rendre par un si bon voisinage.

Un quart d'heure seulement vous sépare du centre de la ville.

Québec avec toutes les grandes entreprises qui sont commencentées et poussées avec la plus grande activité, marche à pleine voile vers le progrès. Les usines du Transcontinental, l'Armerie, l'Armurerie, le barrage de la Rivière St Charles, la nouvelle Cale Stehe, le Bureau de Poste, et que d'autres grands travaux, sur le point de commencer, augmenteront la population de 25 à 30 POUR CENT.

Un Fait Qui Intéressera Ceux Qui Cherchent Un Endroit Idéal

C'EST QUE NOTRE PROPRIÉTÉ EST VOISINE DU

PARC DES CHAMPS DE BATAILLES

Qui, une fois fini, sera un des plus beaux de tout le Dominion.

Les lots s'enlèvent rapidement.

Hâtez-vous, il ne reste que 75 lots à vendre.

Téléphone,
Aqueduc,
Égouts,
Lumière
électrique,
Assurance
à bon
marché,
Chars
électriques
traversant
notre
propriété,
service
parfait
et
régulier.
5 CENTS
pour
toutes
les
parties
de la
ville.
Assez
près
et pas
trop
loin
des
grandes
usines
du
Transcon-
tinentale.
Tranquillité
parfaite
Pas de
bruit
ennuyeux
de la
ville.

TOURIGNY & MAROIS
PROPRIÉTAIRES

S'ADRESSER POUR TOUS RENSEIGNEMENTS A

A. G. VERRET

162, RUE ST-JEAN, QUÉBEC. Téléphone 1630.

23: L'avenue des Érables a longtemps constitué le terminus du réseau de tramway. Avec l'électrification de ce moyen de transport en 1897, le service s'étend graduellement jusqu'aux confins du quartier Saint-Sacrement dans les années 1910. (Archives de la Ville de Québec, centre de documentation photographique, 12518)



Ulric Barthe exprime, dans un article du *Soleil* le 8 octobre 1899, l'idéal de ses contemporains :

« La construction d'une ville moderne à côté de la vieille ville est la solution qui se présente naturellement à l'esprit. Nous avons de l'espace, du terrain,

des capitaux, de la population, tous les éléments de la ville idéale du XX^e siècle, bâtie de plein pied [sic] plutôt qu'en hauteur, avec des boulevards et avenues larges, coupés par des rangées d'arbres, de grandes pelouses semées de cottages bien isolés, ceinturés d'air et de lumière. »

LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES ET L'ESSOR URBAIN

Ce sont les religieuses de l'Hôtel-Dieu et les ursulines qui prennent la relève de Boivin lorsque les baux emphytéotiques accordés en 1790, qui affectaient l'ensemble de leurs propriétés, expirent en 1889. À cette date, les deux communautés reprennent possession de leurs biens, c'est-à-dire d'une grande partie du quartier Montcalm. Les religieuses agissent directement comme promoteurs immobiliers en découpant leurs propriétés en lots à bâtir qu'elles cèdent moyennant le paiement d'une rente foncière annuelle et constituée. Cette rente est dite *perpétuelle* à moins que l'acheteur ne l'éteigne par le rachat du capital en échange d'une quittance, qui le délivre de cette servitude. Encore aujourd'hui, plusieurs propriétaires

ayant négligé de racheter la rente paient un modeste tribut à la communauté, vestige du régime seigneurial, qui fut pourtant aboli en 1854.

Les communautés religieuses, en tant que propriétaires fonciers, vont insuffler au quartier Montcalm un rythme de lotissement qui diffère sensiblement de celui du quartier Saint-Sacrement. Sur les terres des communautés, les lots se vendent plus cher et sont en outre affectés par une rente annuelle, sans compter les frais de la taxation municipale. Du côté de Saint-Sacrement, la compagnie Montcalm Land offre des lots à moindre prix, libres de toute servitude, dont l'achat s'assortit de conditions de paiement très avantageuses et où les taxes sont relative-

ment basses. L'éloignement est compensé par l'extension du service de transport urbain promis par la compagnie. Dans ces conditions, il est très diffi-

cile pour les promoteurs de réaliser des profits substantiels en spéculant sur les terrains des religieuses.

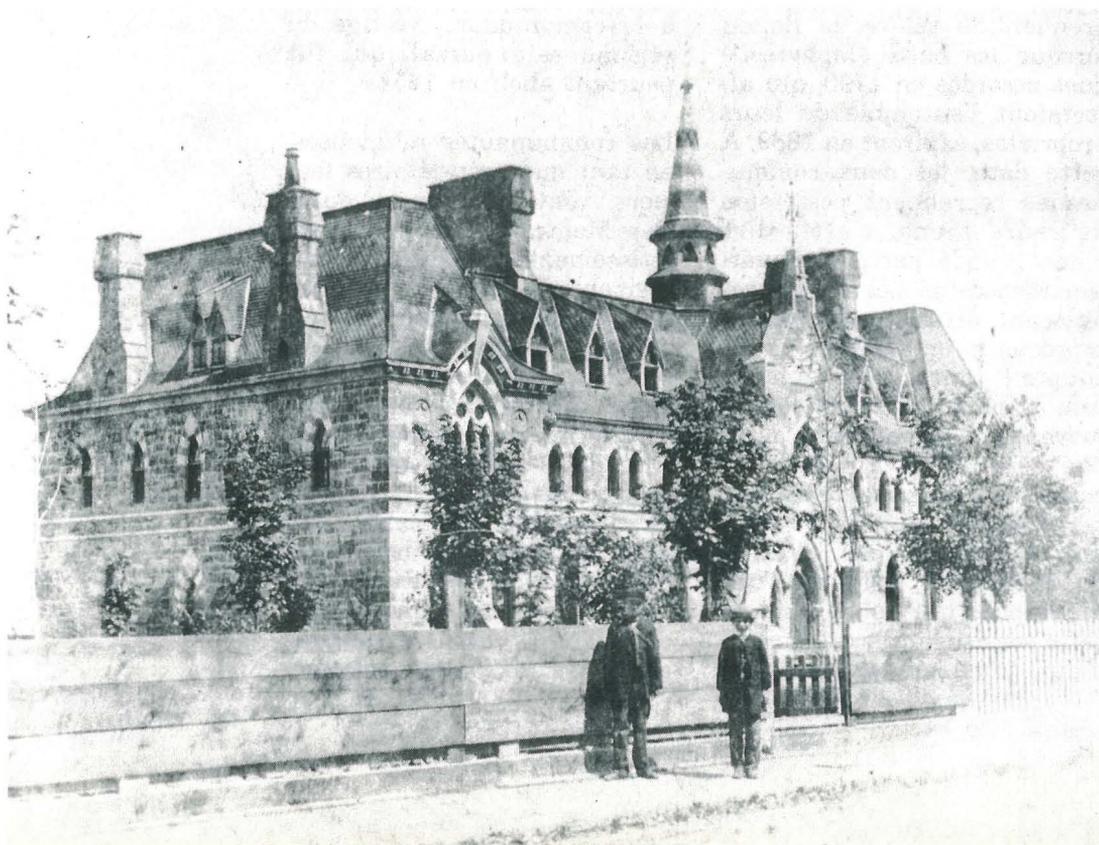
UNE EXPANSION RAPIDE QUI CONDUIT À L'ANNEXION

La recherche d'un idéal urbain anime également les élus de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Québec-banlieue qui regroupe les quartiers Montcalm et Saint-Sacrement; les premiers procès-verbaux datent de 1872, et les réunions du conseil ont lieu dans des hôtels de ville de fortune (ill. 24). De leurs délibérations, il ressort clairement que l'intention du conseil est de construire une ville à caractère strictement résidentiel et de doter le territoire des équipements modernes essentiels, tels un réseau d'égouts et de distribution d'eau. Afin de se donner les moyens de remplir totalement ces objectifs, la municipalité accède au statut de ville en 1908 sous le nom de Ville-Montcalm.

La banlieue change de visage au tournant du siècle non seulement sur le plan physique mais également sur le plan social, car sa population devient majoritairement francophone. Tout au long du XIX^e siècle, l'essor du commerce du bois avait favorisé la création d'une bourgeoisie anglophone composée des *lumber lords* ainsi que de marchands et administrateurs installés sur de grands domaines. La communauté anglophone atteint son apogée lorsqu'elle forme 40 % de la population totale de la ville de Québec, résidant pour les trois quarts dans le faubourg Saint-Jean-Baptiste et la banlieue. À partir de ce moment, le centre de gravité de l'économie se déplace vers Montréal et entraîne à sa suite



24: L'asile Finlay, démoli en 1968, bordait le chemin Sainte-Foy à l'endroit où se trouve aujourd'hui l'immeuble Le Deux Cents. D'inspiration néo-gothique, l'asile est l'oeuvre des architectes Keys et Fraser, qui ont également réalisé les plans du parlement d'Ottawa. Construit en 1861, l'asile venait en aide aux personnes pauvres, âgées, infirmes ou aux orphelins de religion anglicane. L'asile Finlay a également servi d'hôtel de ville à Ville-Montcalm jusqu'en 1899. Le conseil s'est réuni ensuite dans quelques écoles avant d'acquiescer son propre édifice, rue Crémazie, en 1910. (Archives publiques du Canada, collection Gertrude Dudeney, C-84469)



un grand nombre de familles anglophones si bien qu'en 1902, l'élément français dans la banlieue devient majoritaire comme l'indique la décision du conseil municipal de rédiger à l'avenir ses procès-verbaux en français.

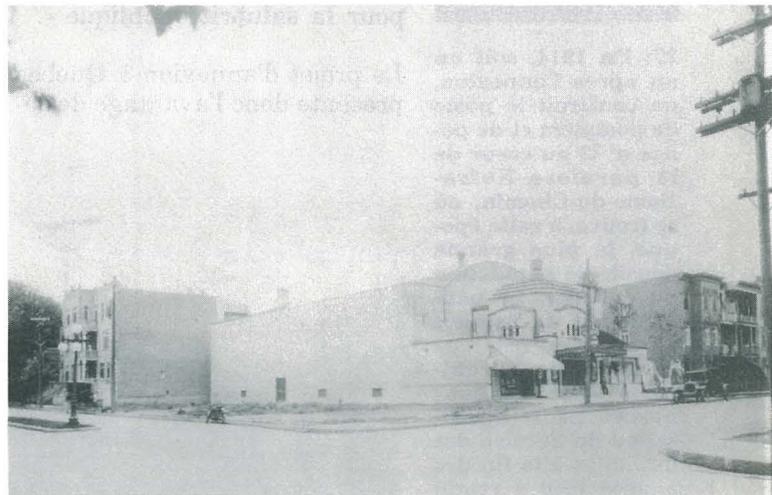


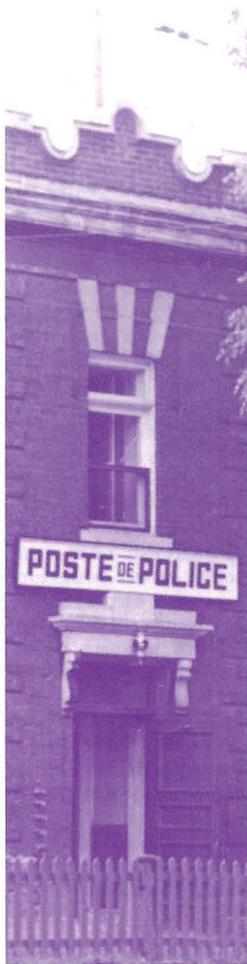
25: L'architecture est grandement influencée par la réglementation municipale. Les multiples promoteurs qui se partagent la construction d'habitations ne peuvent briser le rythme inspiré par cette réglementation, qui constitue, à n'en pas douter, les prémices de la planification urbaine. Avenue Brown, cette longue enfilade de maisons, construites entre 1925 et 1930, présente l'aspect homogène caractéristique du paysage dans cette partie du quartier.

À partir de 1908, Ville-Montcalm adopte un certain nombre de règlements qui vont contribuer à façonner la personnalité de son territoire. En interdisant la construction de manufactures, d'industries et autres établissements considérés comme insalubres, on consacre sa vocation résidentielle. De plus, en obligeant les citoyens à construire des maisons ayant une valeur minimum déterminée, on cherche à ce que la classe moyenne et aisée s'y établisse. À ces principes s'ajoutent des prescriptions pour la largeur des rues, fixée à 20,1 mètres (66 pieds), pour l'alignement des bâtiments, pour l'hygiène et la salubrité (ill. 25). Le conseil organise même une « fête des arbres » en 1913 et oblige les riverains du boulevard Saint-Cyrille, entre les avenues des Érables et Belvédère, à planter des arbres pour enjoliver la rue.

Ce zonage résidentiel comporte quelques exceptions toutefois: l'avenue Cartier, dans le quartier Montcalm, et une partie du chemin Sainte-Foy et de l'avenue Marguerite-Bourgeois, dans le quartier Saint-Sacrement, peuvent accueillir différents commerces. Sur cette fonction commerciale se greffe une dimension culturelle avec l'implantation d'un cinéma avenue Cartier: en 1927, un groupe d'hommes d'affaires de Québec envisage de construire une telle salle de spectacle. Ce projet rencontre l'opposition de certains citoyens, qui dénoncent le « danger » que représente un cinéma pour la santé physique et morale des enfants. On propose plutôt d'aménager un parc public à cet endroit. Le conseil municipal, impuissant à empêcher la construction du cinéma Cartier, s'empresse d'adopter un règlement qui interdit l'implantation de tout autre établissement de ce genre sur son territoire (ill. 26).

26: Construit en 1927 selon les plans de Wilfrid Lacroix et de J.-C. Drouin, le cinéma Cartier est officiellement inauguré le 19 janvier 1928. Il présente plusieurs innovations pour l'époque; construit en brique et en ciment, il est entièrement à l'épreuve du feu, il possède six portes de sortie aussi grandes que les portes d'entrée, et l'appareil de projection est séparé de la salle pour minimiser les risques d'incendie. Le journal *L'Événement* du 20 janvier 1928 rapporte qu'un programme très captivant a été présenté pour l'ouverture: la pièce principale fut un drame tourné par la compagnie Paramount et intitulé *Sérénade*, avec Kathryn Carver. *L'Événement* ajoute « qu'un joli programme musical ajoutait beaucoup de charme à la représentation ».





27: En 1914, soit un an après l'annexion, on construit le poste de pompiers et de police n° 12 au cœur de la paroisse Notre-Dame-du-Chemin, où se trouve, à cette époque, la plus grande densité de population du quartier. Le bâtiment fait de briques et de pierres est l'oeuvre de l'architecte J.-P. Pinsonneault. La réorganisation du Service des incendies à la fin des années 1960 a rendu inutile le poste de la rue Crémazie, qui est démoli en 1970 pour faire place à un H.L.M. (Archives de la Ville de Québec, Service de police, 3103)

La question des services publics, principalement l'installation d'un réseau d'égouts et de distribution d'eau, est l'enjeu de l'annexion de Ville-Montcalm, qui a lieu en novembre 1913. Déjà en 1886, le conseil municipal approuve le principe d'effectuer un emprunt de 10 000 \$ pour la construction d'un réseau de drainage et de distribution d'eau raccordé à celui de Québec. À partir de 1908, Ville-Montcalm installe son propre réseau de distribution mais cela, au prix d'un endettement considérable. En 1913, les revenus de la ville suffiront à peine à payer les intérêts de la dette, laquelle s'élève à 450 000 \$. Le véritable problème pendant réside dans la construction du réseau d'égouts. En 1907, l'inspecteur du Conseil d'hygiène de la province de Québec, J. Beaudry, désapprouve le projet de Ville-Montcalm de déverser ses eaux d'égout brutes dans la rivière Saint-Charles étant donné que celle-ci est « devenue un danger pour la salubrité publique ».

Le projet d'annexion à Québec présente donc l'avantage de re-

médier à ces problèmes majeurs qui ne font qu'empirer avec l'urbanisation que connaît Ville-Montcalm depuis le début du siècle. En effet, sa dette et celle de Québec seraient consolidées, le taux de l'impôt foncier ne subirait aucun changement jusqu'en 1921, soit pour une période de sept ans, quant au réseau d'égouts et de distribution d'eau, voici comment l'échevin Paquet résume la situation :

« Notre aqueduc peut fournir de l'eau tout au plus à 10 000 ou 12 000 âmes. Grâce à l'annexion, nous aurons l'aqueduc de Québec qui s'engage à étendre le système d'aqueduc et d'égouts partout où besoin sera, à creuser les puisards et bornes-fontaines nécessaires, chose impraticable aujourd'hui que l'éclusage de la rivière Saint-Charles nous met dans l'entière dépendance de Québec pour le drainage. Aujourd'hui avec notre petit tuyau de 8 pouces [20,3 centimètres], il nous est impossible de combattre efficacement les incendies. Donc, l'annexion nous profitera encore de ce côté-là. »
(Le Soleil, 20 novembre 1913)



De fait, le 14 novembre 1913, le conseil de Ville-Montcalm soumet à l'approbation des électeurs le règlement 449 de la ville de Québec concernant l'annexion. Sur un total de 355 votants, 237 se prononcent en faveur de l'annexion et 118 contre, soit une majorité de 119 voix pour le projet.

En vertu de l'entente, Ville-Montcalm devient un quartier de la ville de Québec sous le vocable de Quartier Belvédère. Outre les mesures concernant le déficit, le taux d'imposition

et les services d'égouts et de distribution d'eau, la Ville de Québec s'engage à dépenser, dans les cinq ans à partir de l'annexion, une somme de 250 000 \$ pour des travaux de nature permanente, à conserver le caractère résidentiel du quartier et à construire un poste de pompiers et de police (ill. 27).

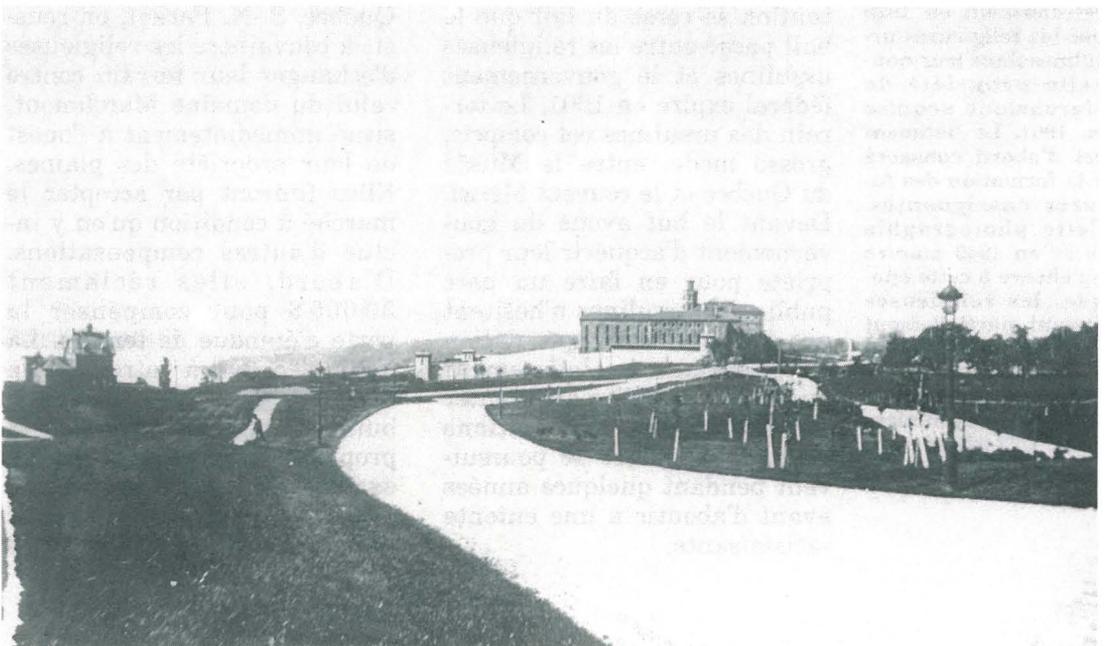
Le quartier prendra le nom de Montcalm en 1916 avant d'être divisé en deux en 1988 pour devenir les quartiers Montcalm et Saint-Sacrement.

LA CRÉATION DU PARC DES PLAINES D'ABRAHAM

Dans la poussée d'urbanisation du début du siècle, l'idée de réserver un espace pour l'aménagement d'un parc public devient une préoccupation majeure des citoyens de Québec. Les vastes terrains des plaines d'Abraham, laissés vacants par le départ de la garnison britannique en 1871, deviennent l'enjeu pour lequel s'affrontent les divers paliers de gouvernement, les communautés religieuses, les promoteurs

immobiliers, sans oublier le public qui réclame la création d'un parc dans ce lieu historique. En dehors des espaces réservés aux militaires, il y a, sur les « hauteurs d'Abraham », la prison de Québec, un champ de courses, un observatoire astronomique (ill. 28) et les usines d'armement de la Ross Rifle (démolies en 1936), installées près de la tour Martello n° 1.

28: Cette photographie montre une partie des travaux d'embellissement effectués sur les plaines d'Abraham entre 1910 et 1940. On remarque, à gauche, la maison et les dépendances de l'observatoire astronomique installé à la ferme Bonner en 1874. L'observatoire était surtout utilisé pour renseigner les capitaines de navire sur l'heure exacte et la température, mais on y observait aussi les éclipses ainsi que les taches solaires et on y calculait avec précision la position géographique de certaines localités. (Archives de la Ville de Québec, fonds Thadée-Lebel, 46C1)





29: Le Collège Mérici est construit en 1929 par les religieuses ursulines dans leur nouvelle propriété de Marchmont acquise en 1901. Le bâtiment est d'abord consacré à la formation des futures enseignantes. Cette photographie prise en 1949 montre qu'encore à cette époque, les religieuses étaient partiellement autosuffisantes. (Archives nationales du Québec, fonds ministère des Communications, C73-976-49)

Au tournant du siècle, la situation se corse du fait que le bail passé entre les religieuses ursulines et le gouvernement fédéral expire en 1901. Le terrain des ursulines est compris, grosso modo, entre le Musée du Québec et le couvent Mérici. Devant le but avoué du gouvernement d'acquérir leur propriété pour en faire un parc public, les ursulines n'hésitent pas à recourir à la spéculation en procédant au lotissement du terrain afin d'en augmenter la valeur. Des négociations longues et ardues se poursuivent pendant quelques années avant d'aboutir à une entente satisfaisante.

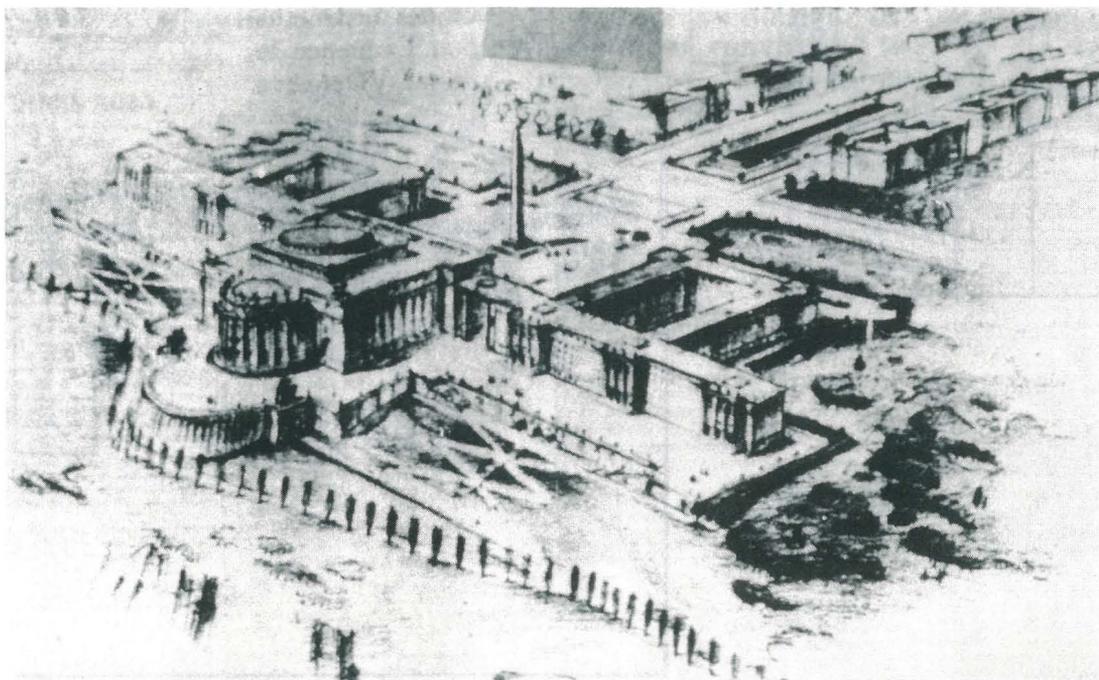
Sur l'initiative du maire de Québec, S.-N. Parent, on réussit à convaincre les religieuses d'échanger leur terrain contre celui du domaine Marchmont, situé immédiatement à l'ouest de leur propriété des plaines. Elles finiront par accepter le marché à condition qu'on y inclue d'autres compensations. D'abord, elles réclament 30 000 \$ pour compenser la perte d'étendue de terrain. La Ville s'engage à introduire le réseau de drainage et de distribution d'eau à ses frais dans la propriété Marchmont, qu'elle exempte de taxes à perpétuité. Enfin, les religieuses exigent que les limites de la ville

soient reculées au sud du chemin Saint-Louis pour y inclure Marchmont; du même coup, elles font reculer la barrière à payage afin de faciliter les échanges entre leur vieux couvent et leur nouvelle propriété, dans laquelle sera érigée un collège (ill. 29).

Toutes ces améliorations ainsi que l'aménagement du parc contribuent grandement à la mise en valeur des terrains de Ville-Montcalm et accentuent son caractère résidentiel huppé, ce que les propriétaires fonciers ne manqueront pas d'exploiter en vendant beaucoup plus cher les lots près du parc.

Les terrains rassemblés, le gouvernement fédéral crée en 1908 la Commission du parc des Champs de bataille nationaux chargée d'organiser les

festivités du tricentenaire de la ville de Québec et de procéder à l'aménagement du site historique des plaines. La Commission retient les services de l'architecte paysagiste Frederick J. Todd de Montréal, élève de Frederick L. Olmstead, le créateur de Central Park à New York et du parc du Mont-Royal à Montréal. Le plan de Todd comprend trois sections: les plaines, l'avenue et le parc des Braves avec son monument, cédé à la Commission en 1908 par la société Saint-Jean-Baptiste. Les travaux, commencés en 1910, se poursuivent jusque dans les années 1950. Élément du patrimoine national, le parc des Champs de bataille nationaux est l'emplacement proposé en 1945 pour le siège de l'Organisation des Nations unies (ill. 30); ce projet n'aboutira pas.



30: La Ville de Québec pose sa candidature en 1945 pour recevoir le siège de l'Organisation des Nations unies. L'illustration montre l'esquisse d'un avant-projet pour le Palais des Nations unies, qu'on érigerait sur les plaines d'Abraham, en face de la terrasse Grey; les auteurs sont deux architectes de Québec: Adrien Dufresne et Édouard Fiset. Ce projet implique un bouleversement de la trame urbaine, car il fait déborder le complexe en dehors des limites du parc, aux environs de l'avenue Moncton, jusqu'au chemin Sainte-Foy.

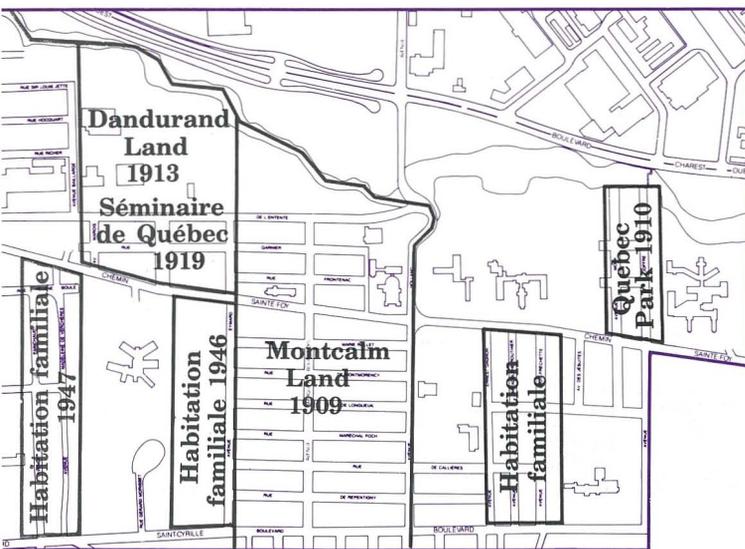
Les compagnies immobilières et le lotissement de Saint-Sacrement

LA MONTCALM LAND

Le lotissement des quartiers Montcalm et Saint-Sacrement répond bien à la logique des spéculateurs fonciers; de fait, plusieurs compagnies se partagent ce vaste territoire (ill. 31). Dès 1909, la compagnie immobilière Montcalm Land aménage, en vue de la construction d'habitations, un vaste terrain situé à l'extrémité ouest de Ville-Montcalm et compris aujourd'hui entre l'avenue Eymard et l'avenue Holland, depuis le sommet du coteau jusqu'au chemin Saint-Louis. Ce terrain n'est qu'un immense champ sans aucune

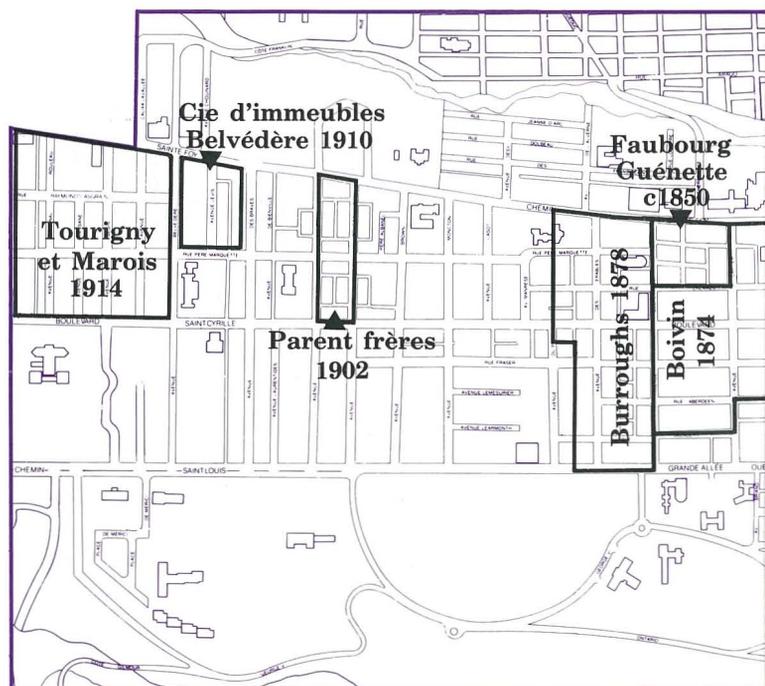
infrastructure urbaine ni service public. Plusieurs facteurs, toutefois, expliquent pourquoi la compagnie désire mettre en valeur cet endroit désert. Dans l'esprit de son directeur, Rodolphe Forget, également député conservateur aux Communes, la croissance rapide de Québec ne peut qu'amener une vaste clientèle d'ouvriers intéressés par la construction des usines du Transcontinental dans Saint-Malo. De même, l'extension du réseau de tramways de la Québec Railway Heat and Power, dont Forget est l'un des principaux dirigeants, permet de « rapprocher » les terrains

Quartier Saint-Sacrement



31: Les principales compagnies immobilières au début du XX^e siècle et leurs prédécesseurs.

Quartier Montcalm



de la Montcalm Land de Québec dans les années 1910, époque où le quartier Montcalm est encore peu habité (ill. 32).

Quant aux services publics, indispensables pour assurer la vente et la mise en valeur des

La compagnie est exempte de taxes pour les terrains et les maisons en construction jusqu'à ce qu'elle soit remboursée par la municipalité. Par cet exemple, il est aisé de saisir les liens étroits qui unissent les compagnies immobilières à

32: L'extension du réseau de tramway vers les limites de Ville-Montcalm en 1911 est une condition sine qua non au lotissement des terres de la Montcalm Land dans Saint-Sacrement. Le prolongement de l'ancienne rue Saint-Cyrille vers l'ouest, depuis l'avenue des Érables, sert à l'origine exclusivement comme voie de circulation pour le tramway. La jonction Sillery, près de l'avenue des Érables, est le point de rencontre des circuits des rues Saint-Jean et Saint-Louis. (Archives de la Ville de Québec, centre de documentation photographique, 2563)



lots, c'est la municipalité qui s'en charge. Ainsi, en 1910, lors de la construction des premières maisons avenue Marguerite-Bourgeois (ill. 33), la compagnie prête à Ville-Montcalm l'argent nécessaire pour la pose des conduites de distribution d'eau.

un conseil municipal. Ce dernier exerce un contrôle sur le lotissement par divers règlements et, grâce à sa capacité d'emprunt, il investit dans l'infrastructure urbaine (réseau d'égouts et de distribution d'eau, pavage et éclairage des rues), ce qui contribue à



33: Ces cinq maisons portant les numéros 930 à 962 de l'avenue Marguerite-Bourgeois ont été les premières à être construites, en 1910, par la compagnie Montcalm Land d'après les plans et les spécifications de l'architecte J.-P.-Edmond Dusseault. Les maisons en rangée ne se répandront pas dans Saint-Sacrement. On leur préférera la maison unifamiliale isolée.

hausser la valeur des terrains détenus par les promoteurs. Ceux-ci vendront avec profit les lots à des citoyens, qui paieront en retour des taxes à la municipalité (ill. 34 et 35). C'est ainsi que la paroisse du Très-Saint-Sacrement, dont l'église est achevée en 1921, fait figure de petit village isolé en retrait de Québec jusqu'à ce que l'expansion urbaine la rejoigne dans les années 1940.



34: Cette imposante résidence, qui sert de maison modèle à la Montcalm Land dans une publicité parue dans *Le Soleil* en 1913, se trouve au coin de la rue De Longueuil et de l'avenue Marguerite-Bourgeois. La réclame ne dit pas cependant que sa construction a exigé le regroupement de quatre lots.

Malgré les efforts des promoteurs, le rythme de la construction d'habitations dans Saint-Sacrement connaît un net ralentissement à partir des années 1920. En dix ans, soit de 1910 à 1921, sur un territoire inhabité au point de départ, 1 800 personnes s'installent sur les terres de la Montcalm Land. Durant les vingt années suivantes, la population n'augmente que de 724 âmes alors que, pour l'ensemble du territoire comprenant Montcalm et Saint-Sacrement, la population a presque triplé. Une vision sans doute trop optimiste

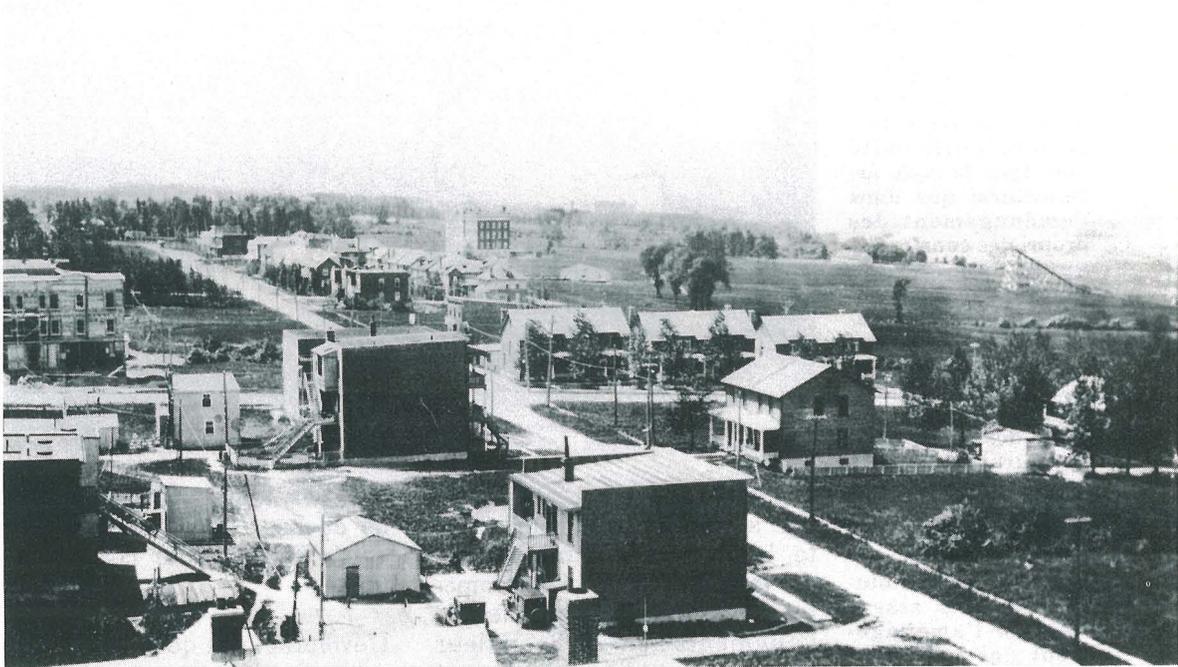
de la croissance de Québec, une population ouvrière qui préfère s'installer du côté du secteur Limoilou et de Saint-Malo, une croissance économique qui s'essouffle après 1910 de même que la grande crise des années 1930 expliquent le succès mitigé de la compagnie. L'intervention de l'État en 1919 avec la loi sur les logements ouvriers est même nécessaire pour stimuler la construction d'habitations afin de répondre à la demande sans cesse grandissante de logements salubres (ill. 36).

Le vrai boom dans la construction se produit surtout après 1945 avec le retour à la prospérité et l'usage généralisé de l'automobile, qui permet de conquérir les zones périphériques des centres urbains.

35: Cette maison située aux 870-880 de l'avenue Marguerite-Bourgeois est aussi utilisée dans une publicité de la Montcalm Land insérée dans *Le Soleil* en août 1913. Le message insiste surtout sur l'avantage d'un site jouissant des services publics de la ville, mais qui offre les avantages de la campagne.



36: Les environs de la rue Garnier, vers l'ouest, dans les années 1930. Ce lotissement est dû en grande partie à la politique des logements ouvriers de 1919. Prévoyant une expansion rapide de la ville de Québec, un courtier en immeubles de Montréal, U.-H. Dandurand, avait d'abord tenté en 1913 d'exploiter ces terrains. L'échec de la Dandurand Land Co. permet au Séminaire de Québec d'acquérir cette vaste propriété, dont une partie va abriter des pavillons de l'université et une autre du logement. (Archives de la Ville de Québec, centre de documentation photographique, 10725)



« UNE MAISON POUR CHAQUE FAMILLE »

En 1943 est fondé un syndicat coopératif qui prend le nom d'Habitation familiale de Saint-Sacrement. Son but: rendre la propriété accessible aux familles tout en freinant le mouvement de spéculation foncière. La coopérative acquiert des terrains qu'elle vend ensuite à des particuliers à qui elle interdit la revente avec profit tant qu'existe la coopérative. En 1946, l'Habitation familiale achète des religieuses du Couvent de Bellevue une bande de terre sur laquelle sera tracée l'avenue Eymard (ill. 37). Les religieuses acceptent la transaction en spécifiant dans l'acte de vente que:

« L'acquéreur ne devra permettre la construction que pour des maisons familiales à logement unique et enlignées les unes vis-à-vis des autres, à des gens ou citoyens de bonne réputation, tant au point de vue moral que social. »

L'Habitation familiale se porte ensuite acquéreur des terrains laissés vacants par la compagnie Queen City Realty qui a tenté, au début du siècle, de lotir des terres à l'ouest du Couvent de Bellevue, le long des avenues Madeleine-De Verchères et Painchaud; elle voulait en faire un quartier chic et résidentiel, le Eastmount Park, comparable au Westmount de Montréal. La Queen City Realty, qui, malgré son anglais, appartenait à des hommes d'affaires francophones de la ville de Québec, avait péché par excès d'optimisme quant au développement économique que devait connaître la région avec l'ouverture du port de Québec, les travaux de la rivière Saint-Charles, l'implantation d'usines dans Saint-Malo et la construction de la gare du Palais. De plus, la Queen City Realty comptait sur une clientèle très aisée puisqu'elle vendait ses

37: La construction de maisons avenue Eymard, de même que dans les autres propriétés acquises par l'Habitation familiale, présente une grande uniformité tant dans le style architectural que dans l'aménagement des propriétés construites après la Seconde Guerre mondiale. La coopérative l'Habitation familiale favorise l'implantation de maisons unifamiliales isolées. Les dimensions des lots y sont plus grandes qu'ailleurs et permettent de disposer autour de la maison des espaces de verdure et de rangement pour la voiture, éléments essentiels de l'aménagement des banlieues modernes.



lots entre 600 \$ et 1 200 \$ alors que sa plus proche concurrente, la Montcalm Land, laissait ses lots pour 250 \$. Les promoteurs étaient tellement sûrs de l'augmentation de la valeur des terrains qu'ils s'engageaient à racheter les lots non construits dans les cinq ans suivant la vente avec un intérêt de 6 % par année. Cette offre alléchante ne semble pas avoir attiré d'acheteur puisque la coopérative put à sa guise rediviser le terrain selon un nouveau plan lorsqu'elle en devint propriétaire en 1947. L'Habitation familiale poursuit ensuite ses activités du côté des avenues Ernest-Gagnon, Sir-Adolphe-Routhier et Louis-Fréchette, dont l'uniformité des constructions, toutes unifamiliales, témoignent du principe de base de la coopérative: « une maison pour chaque famille ».

L'évolution des quartiers Montcalm et Saint-Sacrement s'inscrit donc dans le grand courant d'urbanisation du début du XX^e siècle, qui correspond à l'essor industriel de Québec à cette époque. L'interaction des divers acteurs tels le conseil municipal, les promoteurs immobiliers, les communautés religieuses de même que l'État fédéral a contribué à l'expansion de ces quartiers. Situé depuis ses origines dans l'orbite de la vieille ville, ce territoire évolue au rythme des transformations successives qui affectent Québec jusqu'à devenir deux de ses beaux quartiers résidentiels.

L'ARCHITECTURE DE MONTCALM ET DE SAINT-SACREMENT

Bien que l'histoire de Montcalm et de Saint-Sacrement soit relativement jeune, ces quartiers présentent une grande variété de bâtiments représentatifs de l'architecture péri-urbaine du XIX^e siècle et de l'architecture urbaine du XX^e siècle. Les habitations propres à ces deux époques coexistent de sorte qu'il est encore possible de saisir leur spécificité. La présence de certaines villas au coeur de lotissements où dominent des immeubles à logements multiples illustre clairement le choc des siècles.

Les quartiers Montcalm et Saint-Sacrement offrent une rare qualité de vie. À proximité de l'activité intense de Saint-Roch et du Vieux-Québec, où sont concentrés la plupart des services publics et parapublics, ces quartiers permettent à leurs résidents de se recréer grâce à la tranquillité et au

voisinage des plaines d'Abraham. D'ailleurs la présence de la verdure se manifeste, quoique de façon plus modeste, sur tout ce territoire, favorisé par la marge de recul des bâtiments par rapport à la rue. Il n'en fallait pas plus pour que leurs maisons se dotent de belles galeries, qui enrichissent le paysage architectural. Tous ces avantages ont tôt fait d'attirer de nombreuses institutions publiques ou semi-publiques: hôpitaux, communautés religieuses et collèges s'y disputent des places de choix.

Le quartier Montcalm s'urbanise avant la Seconde Guerre mondiale; des édifices locatifs s'y trouvent en majorité. À l'ouest, soit dans le quartier Saint-Sacrement, la spéculation foncière n'obtient de succès que dans la seconde moitié du XX^e siècle; dans ce secteur, la résidence unifamiliale est le type architectural privilégié.

La recherche d'une qualité de vie

Au XIX^e siècle, les quartiers Montcalm et Saint-Sacrement ne font pas encore partie de la ville de Québec, qui s'arrête aux environs de l'avenue De Salaberry; ce territoire forme la banlieue. À cette époque, une architecture particulière s'y implante: celle des villas, née de l'éveil de l'individu à la nature. Au début, c'est davantage l'environnement qui distingue cette résidence bourgeoise d'une autre, érigée à la ville. En effet, à partir des années 1820-1830, la mode est à l'architecture monumentale: des bâtiments imposants, de deux étages et plus, de composition symétrique et de pierre de taille ou crépie surgissent autant en milieu urbain qu'en périphérie. Souvent, seule l'absence de mitoyenneté permet de distinguer dans la villa l'émergence d'un nouveau style de vie.

Le choix du site revêt donc une importance primordiale. Dominer une vallée, jouir d'un panorama exceptionnel, profiter de la proximité d'un ruisseau, d'une rivière ou d'une chute, voilà les préoccupations de l'heure. Plus tard, lorsqu'une main-d'oeuvre spécialisée dans l'aménagement paysager sera disponible, les propriétaires se feront un point d'honneur d'élever leur terre au rang de jardin; cet intérêt permet d'ailleurs l'éclosion de plusieurs associations qui organisent des concours de botanique. Le souci dominant de cette époque se

résume ainsi: noyer l'architecture dans la nature. C'est pourquoi la plupart des villas sont difficilement visibles du chemin, car des bosquets et des petits boisés les protègent partiellement ou totalement des regards. Ce jeu de cache-cache et de découverte progressive de la maison est conforme à la notion d'environnement pittoresque alors à la mode. La notion de pittoresque fait appel à la sensibilité et aux émotions plutôt qu'à la raison; c'est justement ces cordes sensibles de l'homme qui sont touchées dans cette démarche.

Si, dans la première moitié du XIX^e siècle, la recherche d'un environnement pittoresque prime sur l'élaboration d'une architecture originale, la seconde moitié est marquée par la transformation de cette architecture au contact de la nature. C'est à ce moment qu'apparaît le cottage, d'apparence plus modeste mais mieux adapté à l'environnement que la villa monumentale. D'origine anglaise, le cottage est la quintessence de la maison rurale paysanne. Les résidences issues de ce mouvement établissent de nombreux rapports avec leur environnement à l'aide de vérandas, de portes-fenêtres, de terrasses faitières, d'oriels, de balcons, etc. Avec le cottage, l'architecture entretient un véritable dialogue avec la nature.

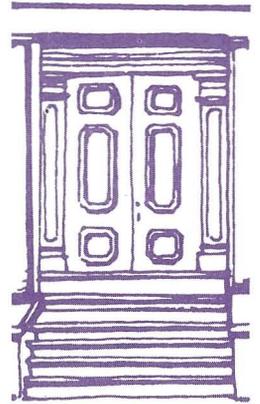
**430, CHEMIN
SAINTE-FOY
(MONTCALM)**

À la hauteur de l'avenue Désy, une imposante résidence aux murs crépis et aux chambranles élaborés se distingue de ses voisines. Il s'agit de l'ancienne villa Westfield construite vers 1825-1830 pour Charles Grey Stewart, contrôleur des douanes. Cette demeure, aujourd'hui transformée en édifice à bureaux, a été restaurée il y a quelques années et c'est par suite de ces travaux qu'elle a retrouvé son allure d'antan.

Westfield est très représentative des villas construites entre 1830 et 1860 à Québec.

Elle répond à la mode néo-classique avec ses petits frontons, son portique à colonnettes, son crépi blanc et sa terrasse faitière.

La villa passe entre les mains de John Thompson en 1846. David Alexander Ross, avocat et député au parlement pour le comté de Québec, l'acquiert à son tour en 1870; il la rebaptise Altamont à cause de sa situation élevée.



fronton

chambranles

82, GRANDE ALLÉE
OUEST
(MONTCALM)

Malgré l'intense activité commerciale qui caractérise l'avenue Cartier, ce cottage a su conserver son charme paisible en s'isolant quelque peu du brouhaha derrière son petit boisé. Par son traitement architectural, cette maison paraît s'évanouir dans la nature. Son toit en pavillon qui déborde largement des murs contribue à donner cette impression, car il semble rabaisser la hauteur des façades. Le choix d'une brique beige aide aussi à harmoniser l'architecture et la nature.

Cette résidence fut construite en 1849 pour madame William Henry, marchande à Québec. Ce genre de cottage est très populaire entre 1850 et 1880; sa longue galerie et ses portes-



fenêtres permettent aux résidents de profiter largement du décor naturel qui l'entoure. La forme générale de ce cottage rappelle l'architecture érigée dans les colonies britanniques dès la fin du XVIII^e siècle.

Des terrasses à la mesure des grandes étendues

Au sud de l'ancien faubourg Guénette, les terres s'étendant jusqu'au chemin Saint-Louis ne sont pas loties avant le dernier quart du XIX^e siècle. Ces vastes champs vont notamment favoriser l'établissement d'un type d'habitation bien particulier: la maison en terrasse. Constituée de plusieurs résidences unifamiliales contiguës érigées par un seul promoteur, la terrasse demande de grandes lisières de terrain dépourvues de construction. À cette époque, cette partie du quartier Montcalm se prête très bien à ce genre d'aménagement.

Popularisée en Angleterre par l'architecte John Nash (1752-1835), la terrasse fait son apparition à Québec dans le premier tiers du XIX^e siècle. La

Grande Allée est célèbre pour ses terrasses, dont les plus anciennes sont la terrasse Clapham (vers 1830) et la terrasse Stadacona (1847-1849). Les avantages de la construction en terrasse sont nombreux: le propriétaire jouit des privilèges de la résidence unifamiliale tout en minimisant les coûts de construction à cause de la mitoyenneté. De plus, le recours à un plan d'ensemble crée un effet de monumentalité qu'une seule maison ne pourrait produire. Du point de vue stylistique, le promoteur opte pour une enfilade soit homogène, soit hétéroclite tout en respectant un gabarit de base et des matériaux de parement similaires. Généralement, chaque unité d'habitation est étroite et se déploie sur deux étages et demi plus le

sous-sol. Il est fréquent que la conception de telles maisons soit confiée à des architectes expérimentés et reconnus, qui ont fait leurs preuves dans le domaine de la construction d'habitations.

Comme toute terrasse qui se respecte, celles du quartier Montcalm sont érigées à quelques pieds en retrait de l'ali-

gnement de la rue. L'espace alors disponible devant la maison se prête bien à l'aménagement d'un jardinet ou à la plantation d'arbres, d'arbustes et de fleurs, qui enjolivent les façades durant la saison estivale. La présence de ce petit terrain à l'avant marque une autre étape dans l'élaboration d'une architecture en relation avec la nature.

**1061-1135, AVENUE
DES ÉRABLES
(MONTCALM)**

Avenue des Érables, entre les rues Fraser et Aberdeen, John Henry Ross Burroughs (1824-1904) fait bâtir en 1878 un groupe de neuf maisons, chacune séparée par un mur coupe-feu. Cette terrasse, communément appelée terrasse Burroughs, est la première construction érigée avenue des Érables, ainsi nommée en raison des beaux arbres qui la bordent. Le journal *Le Canadien* du 21 octobre 1878 publie l'événement en soulignant l'aspect novateur du projet du point de vue financier; le mode d'emprunt, basé sur le « système montréalais », permet aux futurs propriétaires d'étaler leurs paiements sur dix ans.

Burroughs, avocat et proto-notaire de Québec, possède plusieurs terrains à Mont-Plaisant, ainsi qu'en bordure de l'avenue des Érables, des chemins Sainte-Foy et Saint-Louis. Cet homme d'affaires avisé, également mêlé à la vie politique municipale, a appris que le tramway hippomobile doit se rendre jusqu'à l'avenue des Érables; de fait, en 1879, la St. John Street Railway fait de cette avenue son terminus de la banlieue. Nul doute que cet emplacement est dès lors voué à un avenir prometteur en ce qui concerne la construction d'habitations. Aussitôt, Burroughs requiert les services de l'architecte Joseph-

**1061-1135, avenue des
Érables**

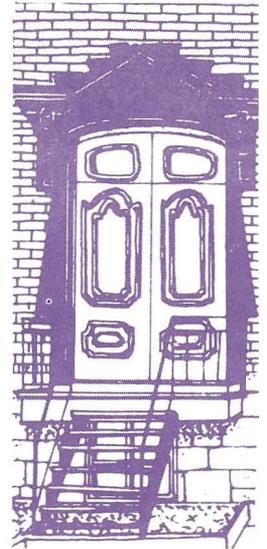


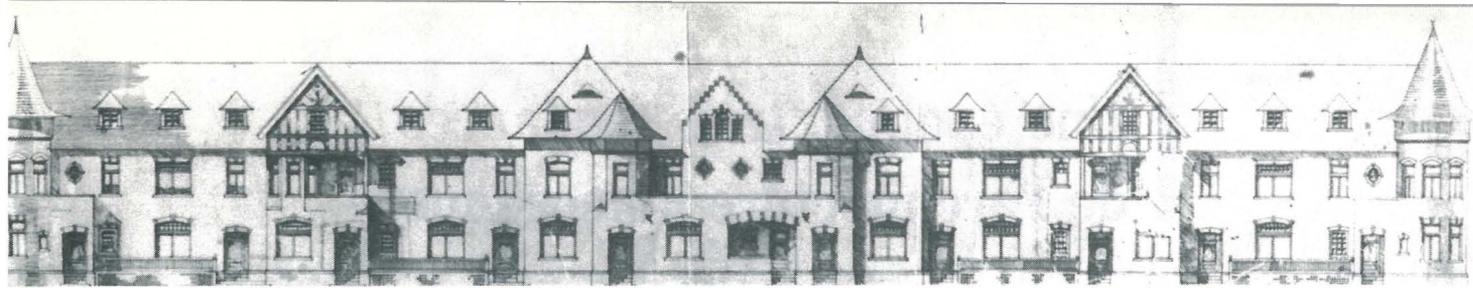
Ferdinand Peachy (1830-1903) auquel nous devons les églises de Saint-Sauveur et de Saint-Jean-Baptiste. Plus tard, celui-ci réalisera bon nombre de terrasses de long de la Grande Allée. Peachy est reconnu comme le maître incontesté du style Second Empire. Ce courant stylistique, qui a vu le jour en France sous le règne de Napoléon III, ne tarde pas à se manifester à Québec au début des années 1870.

Comme le démontre la terrasse Burroughs, le toit mansardé est souvent le seul trait typique de ce style que le Québec a retenu dans son architecture domestique. Cette forme de toit tire son nom de l'architecte français François Mansard (1598-1666); longtemps abandonné dans la construction, ce toit a été remis à la mode à Paris, lors de l'agrandissement du Louvre au milieu du XIX^e

siècle. Formé de deux parties que l'on appelle *brisis* et *terrasson*, le toit mansardé donne la possibilité d'habiter confortablement l'étage des combles; c'est d'ailleurs cet atout qui fut responsable de sa grande popularité. Au fil du temps, certains propriétaires de la terrasse Burroughs ont jugé bon de faire disparaître ce toit mansardé au profit d'un toit plat; ces transformations lui ont fait perdre son homogénéité d'antan. De plus, sur certaines maisons, la brique a été recouverte d'une couche de peinture qui masque le parement original.

Peachy a surtout concentré l'ornementation au niveau du rez-de-chaussée. La porte d'entrée est flanquée de boiseries ouvragées et l'oriel anime la façade tout en augmentant la luminosité du salon.





**1075-1155, AVENUE
DU PARC
(MONTCALM)**

Cette terrasse, blottie entre les rues Fraser et Saunders, est remarquable par la diversité formelle de ses composantes architecturales. Chacune des onze maisons qui la composent porte des traits spécifiques. Sur l'une, l'influence du style néo-Tudor se fait sentir par la présence d'un pignon crépi à colombage. Sur une autre, une tourelle chapeautée d'un toit conique rappelle le style château. Par ailleurs, la profusion d'éléments et de matériaux différents, de textures et de couleurs variées crée un dynamisme architectural certain hérité de l'ère victorienne.

Le mélange des styles et l'abondance d'ornements rattachent cette terrasse à la mode éclectique qui a cours à Québec entre 1880 et 1920. Plus qu'un style, cette tendance cherche à créer une oeuvre imaginative qui se démarque des autres dans le paysage architectural. Né en Angleterre sous le règne de Victoria, l'éclectisme cherche avant tout à satisfaire les besoins et à répondre aux goûts et aux extravagances de chacun des clients. Ainsi libérée du carcan stylistique avec ses normes précises, l'architecture descend de son piédestal et se plie aux caprices de chacun.

Construite en 1903 pour madame Walter Sharpe, la terrasse de l'avenue du Parc est due aux talents de Harry et d'Edward Black Staveley, qui travaillent conjointement sous la raison sociale Staveley & Staveley.

Ces architectes sont respectivement fils et petit-fils du célèbre Edward Staveley, qui réalisa à Québec plusieurs édifices entre 1843 et 1872. La compétence et l'imagination des Staveley se manifestent dans la composition de cette terrasse. Afin de bien délimiter l'enfilade et d'unifier l'ensemble, ils placent une tourelle à chacune des extrémités de la terrasse; ainsi, malgré la diversité des façades, le passant sent bien son unité. Aussi, malgré ses quatre-vingts ans bien sonnés, cette terrasse n'a subi aucune transformation majeure qui nuise à son intégrité.

**1075-1155, avenue du
Parc. (Archives nationales du Québec,
fonds Staveley)**



Une époque, trois tendances de l'architecture domestique

Dans les années 1920, le quartier Montcalm connaît une période prospère en ce qui concerne la construction d'habitations. Le quadrilatère compris entre les avenues Belvédère et des Érables et les chemins Saint-Louis et Sainte-Foy se couvre de résidences qui poussent comme des champignons. La reprise d'après-guerre et la présence de nombreux lots disponibles facilitent grandement ce mouvement d'expansion vers l'ouest. Les types de maisons varient en fonction du secteur où elles sont érigées. Ainsi, au nord du boulevard Saint-Cyrille se trouve une concentration importante d'é-

difices mitoyens à trois logements superposés; le parement de brique et l'ordonnance générale génèrent des enfilades assez uniformes. Les styles et les gabarits sont plus variés au sud du boulevard Saint-Cyrille, où se trouvent par ailleurs des maisons unifamiliales isolées. Enfin, le long des artères principales telles que les chemins Saint-Louis et Sainte-Foy se profilent quelques maisons de rapport dont le nombre d'étages varie entre quatre et onze. Malgré leur disparité formelle, ces trois modèles coexistent et ont contribué à forger l'image actuelle du quartier Montcalm.

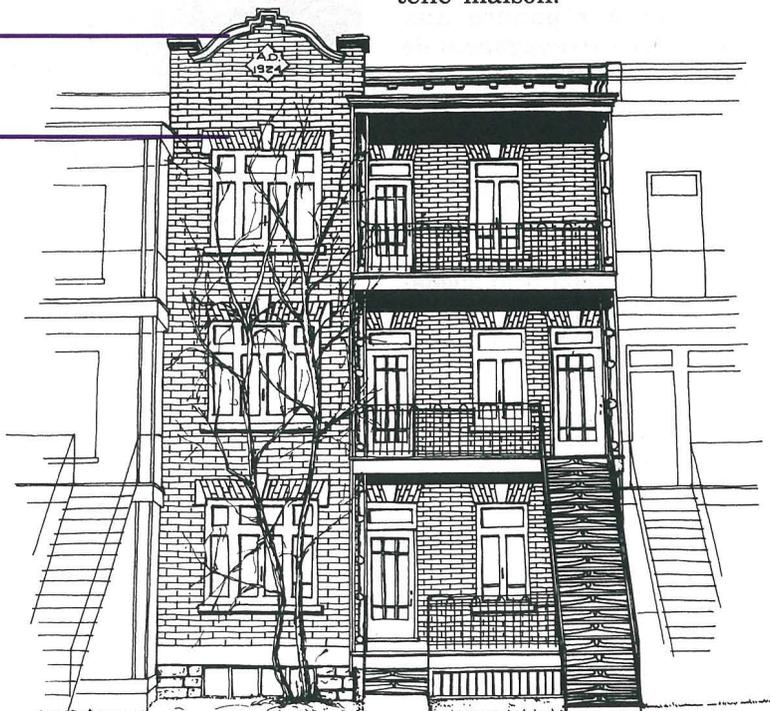
859-871, AVENUE
DE BOUGAINVILLE
(MONTCALM)

Construit en 1924 par le maçon et entrepreneur Émile Frenette, cet édifice à logements multiples est tout à fait typique de ce secteur du quartier. Un logement de plain-pied, d'où le mot anglais *flat* utilisé chez nous pour traduire cette réalité, occupe chacun

des étages. Cette superposition de logements allée à la mitoyenneté des bâtiments s'avère une solution économique idéale quant aux coûts du terrain et des matériaux de construction. À l'époque, le propriétaire doit déboursier environ 8 000 \$ pour se procurer une telle maison.

couronnement chantourné

linteau



Dans le quartier Montcalm, le mouvement en faveur de ces constructions mitoyennes s'amorce dans les années 1910. Les premiers exemples subsistent rue des Franciscains, autrefois appelée des Stigmates. Il s'agit d'un groupe de plusieurs bâtiments érigés entre 1913-1916 par Joseph Cauchon, au coût de 20 000 \$. Cet ensemble paraît avoir donné le coup d'envoi aux constructions à logements multiples de la décennie suivante.

Comme la plupart d'entre elles, la maison d'Émile Frenette présente une ornementation réduite qui se résume à une pierre de date, aux linteaux des ouvertures et au couronnement chantourné qui déborde la ligne du toit. Ce dernier est plat et à drain central; élaborée au tournant du XX^e siècle, cette technique d'évacuation de l'eau par l'intérieur du bâtiment diminue les risques de dommages causés par le ruissellement de l'eau sur les murs.

Sur la façade, on tire également profit des escaliers extérieurs et des galeries en fer forgé, dont la présence ajoute beaucoup de relief à l'élévation. Suivant un règlement municipal adopté en 1918, seuls les escaliers extérieurs

qui conduisent au rez-de-chaussée et au premier étage sont permis; pour les étages supérieurs, le propriétaire doit recourir à un escalier intérieur. Le long de l'avenue De Bougainville, comme de plusieurs autres artères du quartier entre le chemin Saint-Louis et le boulevard Saint-Cyrille, une réglementation plus sévère, datée de juillet 1923, défend de placer des escaliers extérieurs au-delà du rez-de-chaussée.

Dans les années 1920, Frenette fait ériger plusieurs maisons de ce genre avenue De Bougainville et dans le secteur avoisinant. Il faut croire que cette entreprise s'avère rentable puisqu'en 1931, il se fait construire une magnifique demeure avenue des Braves.



Rue des Franciscains.

**1165, AVENUE
DE BOUGAINVILLE
(MONTCALM)**

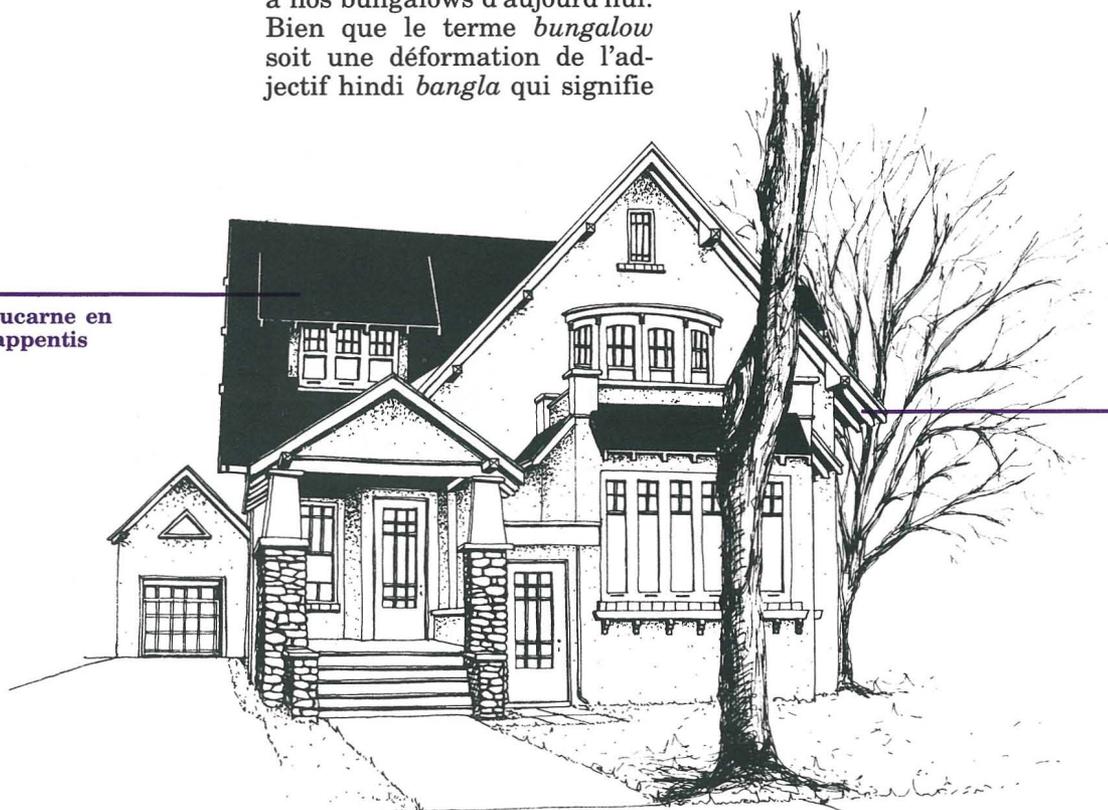
En 1922, la communauté des ursulines de Québec concède trois lots au marchand et constructeur Ferdinand Guillemette. Il y fait ériger trois maisons unifamiliales isolées comme l'exige l'acte de vente. Ainsi que le stipule le règlement de construction municipal, leur valeur ne doit pas être moindre que 5 000 \$; en réalité, les coûts de construction atteignent 15 000 \$. De plus, chaque maison doit être construite à au moins 9,75 mètres (32 pieds) de la rue, ce qui permet d'aménager le terrain et de planter des arbres. Aujourd'hui, l'avenue De Bougainville, au sud du boulevard Saint-Cyrille, est pourvue de superbes enfilades d'arbres qui lui donnent un caractère majestueux.

Guillemette opte pour le type bungalow, c'est-à-dire une maison compacte à un étage et demi qui ne ressemble en rien à nos bungalows d'aujourd'hui. Bien que le terme *bungalow* soit une déformation de l'adjectif hindi *bangla* qui signifie

« du Bengale », la mode et le nom de ce type d'habitation furent répandus par les Américains de la Californie au début du XX^e siècle. Le bungalow atteint une popularité enviable grâce à une publicité intensive dans les magazines consacrés à l'architecture domestique. Le bungalow est plus qu'un bâtiment: il implique une manière de vivre différente de celle des villes denses. Pour faire sa promotion, certains n'hésitent pas à prendre la plume et à lui dédier des poèmes vantant ses mérites et le comparant à un nid douillet:

*« Our Little love nest ...
Where red, red roses grow ...
Far from the city ...
A bit of heaven ... »*
*Extrait de « Bungalow of
Dreams », vers 1928.*

lucarne en
appentis



chevron

Le bungalow du 1165 de l'avenue De Bougainville est recouvert d'un crépi et présente plusieurs traits du style Craftsman. Au début du siècle, la firme d'architectes américains Greene and Greene en fait le style dominant de l'architecture domestique. Inspirée du Arts and Crafts, mouvement anglais du milieu du XIX^e siècle, cette mode remet en valeur le travail artisanal délaissé par l'industrialisation. Les matériaux naturels tels que la pierre des champs et le

bois sont à nouveau exploités.

Le porche doté de poteaux de bois carrés et trapus, supportés par des piliers de pierres amalgamées librement, est typique de ce style. Les pignons frontaux, les chevrons exposés des toitures, la lucarne en appentis sont d'autres éléments qui le caractérisent. Également, comme pour plusieurs autres propriétés de la rue, le souci esthétique déteint même sur le garage, qui complète admirablement bien l'ensemble.

LE CHÂTEAU SAINT-LOUIS (MONTCALM)

Au début du XX^e siècle, les grandes villes du continent nord-américain se dotent de maisons de rapport qui offrent des services communs aux locataires et s'inspirent de la vie dans les grands hôtels. Seule une classe aisée peut se permettre d'y loger. Bien souvent, ces immeubles reçoivent des noms à portée symbolique tels que Battlefields Apartments,

Les Braves, Château Saint-Louis, etc. Ce dernier est le plus imposant du quartier Montcalm. Il jouit de la notoriété de la Grande Allée et du calme du parc des Champs de bataille nationaux, magnifiquement aménagé à l'anglaise. Du onzième étage, les locataires profitent aussi d'une vue imprenable sur le fleuve Saint-Laurent et les environs de Québec.



Le Château Saint-Louis, 135, Grande Allée Ouest.

oriel

balustrade

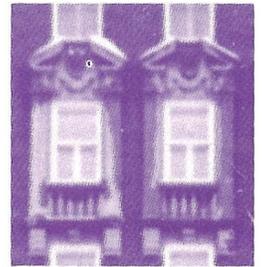
pilastre

En 1925, la Quebec Apartments Limited acquiert l'ancienne propriété de William Lampson pour l'érection d'un immeuble de soixante-dix à quatre-vingt-huit logements. La compagnie y investit plus de 750 000 \$ et requiert les services de l'architecte montréalais H. L. Fetherstonhaugh. Ce dernier choisit un plan en H très populaire à l'époque puisqu'il laisse pénétrer la lumière naturelle dans un plus grand nombre d'appartements. En façade, le bâtiment s'étire sur plus de 55 mètres (180 pieds), et en profondeur, il atteint jusqu'à 33,5 mètres (110 pieds); en superficie, il occupe près de 1 393,5 mètres carrés (15 000 pieds carrés).

Pour la maison de rapport, la tendance est aux formes dé-

pouillées et au décor sobre afin de plaire à tous les occupants. Ici, Fetherstonhaugh s'en tient à une façade de brique d'une grande sobriété. Les oriels et les motifs sculptés autour des baies mettent toutefois en relief certaines parties du bâtiment. Plus particulièrement, l'architecte met l'emphase sur l'entrée principale par l'emploi de quatre pilastres de brique surmontés d'une balustrade.

À l'époque, le béton armé et les structures d'acier à l'épreuve du feu sont monnaie courante pour les constructions d'envergure; le Château Saint-Louis n'échappe pas à la règle. Nul doute que ce mode de construction, par son aspect sécuritaire, attire et rassure l'éventuel locataire.



Une architecture typique d'une banlieue résidentielle

Dès le début du XX^e siècle, les quartiers Montcalm et Saint-Sacrement sont pris en main par diverses compagnies immobilières dont le but est de lotir ce secteur afin d'y attirer une population résidente. La plus importante, la Montcalm Land, dans Saint-Sacrement, orchestre une grande campagne publicitaire dans les journaux locaux afin de vanter les mérites et les avantages de son projet. Entre 1910 et 1913, la

publicité souligne que les lots à bâtir sont entièrement viabilisés (réseau d'égouts et de distribution d'eau, téléphone, électricité) et depuis peu desservis par le tramway. Enfin, on insiste sur le fait que Saint-Sacrement possède les agréments de la campagne tout en étant à proximité du centre-ville.

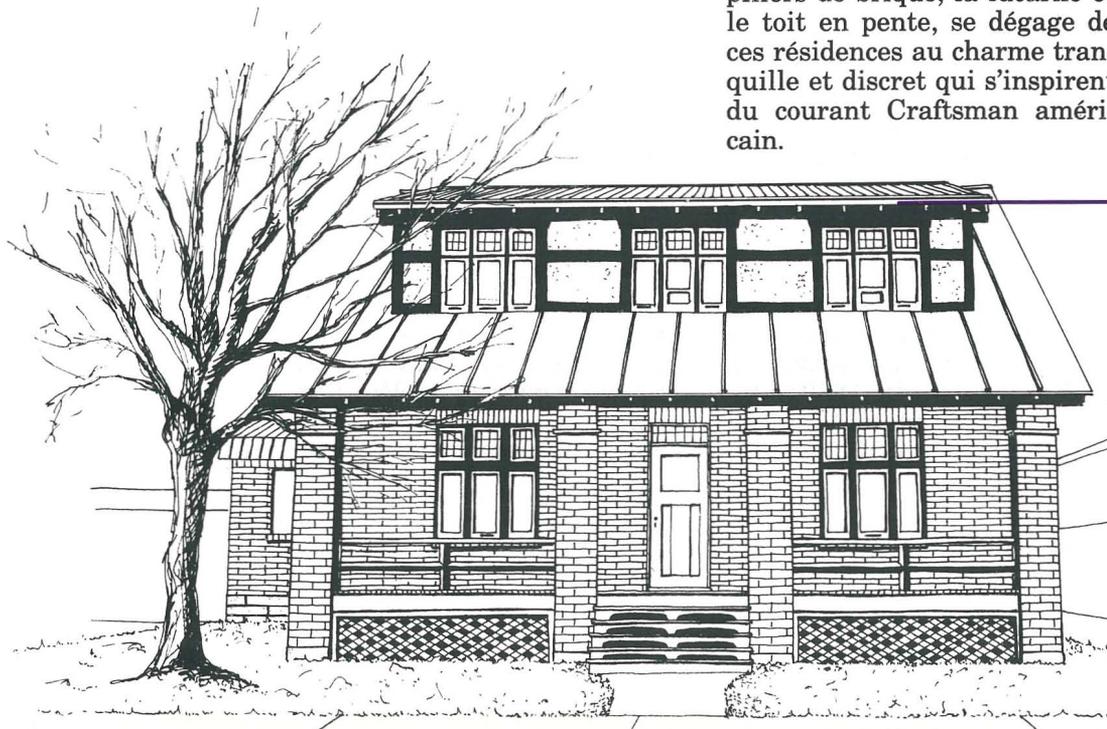
Nul doute que le portrait tracé par la Montcalm Land est très alléchant. Bien que quelques maisons soient bâties avenue Marguerite-Bourgeois dès 1913, le secteur s'urbanise très lentement jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les résidences unifamiliales construites sont fréquemment à deux étages ou à deux étages et demi avec un toit à pente douce; cette unité dans le gabarit découle d'un règlement municipal de 1937. La sobriété du dé-

cor révèle une tendance de l'architecture à être fonctionnelle. Aussi, le garage, souvent intégré à la maison elle-même, devient de plus en plus indispensable à cause de la popularité grandissante de l'automobile. Installées en retrait de la rue, les maisons de la Montcalm Land s'enorgueillissent de leur parterre fleuri et de leurs nobles arbres. Ce parti architectural et urbanistique compose un milieu typique des banlieues nord-américaines.

**930, AVENUE HOLLAND
(SAINT-SACREMENT)**

L'avenue Holland du début des années 1920 est une artère encore peu construite. Ça et là, sur le côté ouest, quelques habitations signalent la naissance d'un secteur résidentiel; trois maisons identiques — dont l'une figure ici — en représentent les premiers éléments. Érigées en 1921 selon les plans de l'architecte J.-A. Larue, elles adoptent un plan carré de 10,4 mètres (34 pieds) de côté et se profilent sur un étage et demi. L'espace sous le

toit à deux versants est accru par une grande lucarne percée de trois baies. Tout comme les murs pignons, la lucarne est recouverte d'un crépi découpé de pièces de bois appelé *colombage*. La toiture se prolonge au-delà du mur pour abriter la galerie, qui court sur toute la façade. Cette disposition générale n'est pas sans rappeler la maison dite *québécoise*, qui a longtemps prévalu dans nos campagnes. Une certaine lourdeur, engendrée par les quatre piliers de brique, la lucarne et le toit en pente, se dégage de ces résidences au charme tranquille et discret qui s'inspirent du courant Craftsman américain.



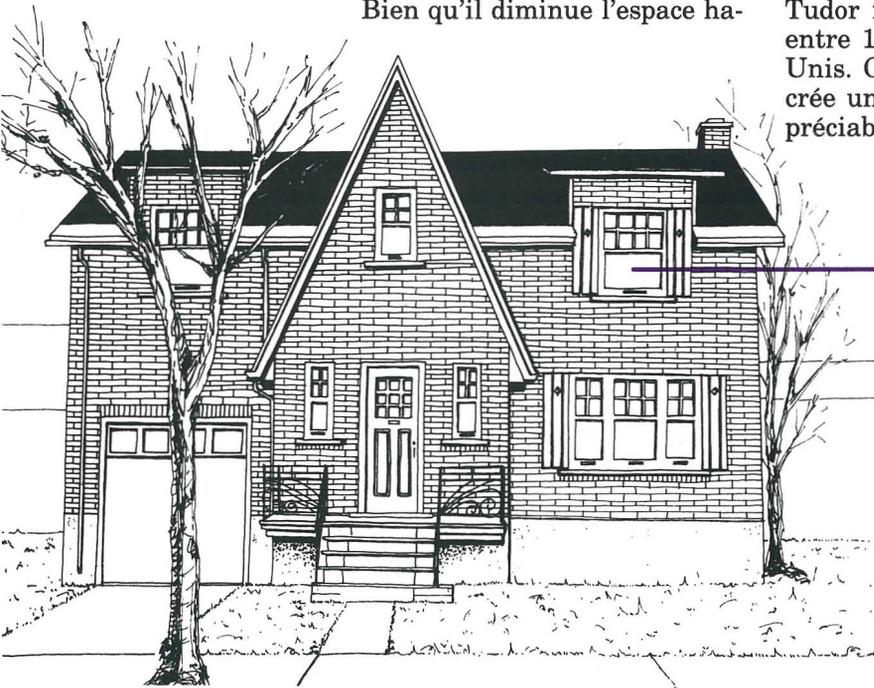
lucarne en
« chien assis »

**1475, RUE
DE REPENTIGNY
(SAINT-SACREMENT)**

En novembre 1943, un mécanicien acquiert un lot rue De Repentigny au coût de 416 \$. Les clauses du contrat de vente stipulent qu'il doit y ériger une maison unifamiliale en retrait de 7,6 mètres (25 pieds) de l'alignement de la rue. Il construit donc une résidence en brique avec garage qui s'intègre au sous-sol; plus d'une résidence de ce secteur opte pour une telle solution. Bien qu'il diminue l'espace ha-

bitable du sous-sol, le garage ainsi construit n'entame pas l'espace gazonné sur le côté de la maison.

Malgré la simplicité du plan au sol, la façade est dynamique grâce aux lucarnes pendantes et à l'avancée centrale au pignon très accentué. Plusieurs des résidences du secteur possèdent un tel pignon, qui s'inspire de l'architecture Tudor remise au goût du jour entre 1890 et 1940 aux États-Unis. Ce clin d'oeil stylistique crée un effet de verticalité appréciable.



lucarne pendante

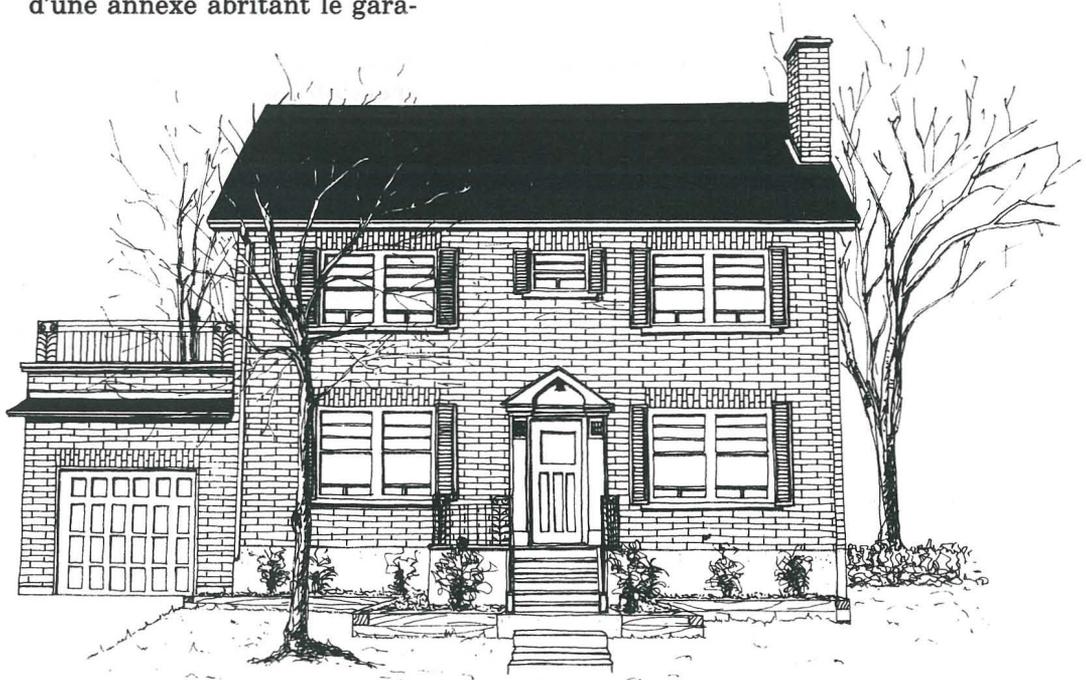
**1339, RUE
DE CALLIÈRES
(SAINT-SACREMENT)**

Ce type de maison en brique à deux étages est très populaire dans Saint-Sacrement. Construite sur un lot acheté de la Montcalm Land par un médecin en 1945-1946, cette résidence s'apparente au style néo-colonial américain fort répandu chez nos voisins du sud à partir de 1880; chez nous, ce style connaît son heure de gloire entre 1915 et 1940.

Aux États-Unis, cette mode apparaît à la suite du centenaire de l'Indépendance de 1776; naît alors un engouement pour les maisons de la côte atlantique construites au siècle précédent. Le toit à deux versants à pente douce, la symétrie rigoureuse des ouvertures, les fenêtres jumelées flanquées de volets et le souci décoratif accordé à l'entrée

principale représentent l'essence du courant néo-colonial. Comme plusieurs constructions du voisinage, la maison de la rue De Callières est dotée d'une annexe abritant le gara-

ge; le toit de cette annexe est utilisé comme terrasse l'été. Dans d'autres cas, les propriétaires renoncent au garage au profit d'un solarium.



Des logements salubres pour les ouvriers

Après le premier conflit mondial (1914-1918), plusieurs villes du Canada font face à une pénurie d'habitations décentes pour loger la classe ouvrière. Pour combler cette carence, en 1919, le gouvernement fédéral propose une aide financière aux provinces désireuses de souscrire à un programme de logements ouvriers. La province de Québec, alors dirigée par sir Lomer Gouin, accepte de participer. En vertu de ce programme, aucune habitation ne doit excéder 4 500 \$, y compris le coût du terrain. À Québec, le maire Joseph-Octave Samson

(1920-1926) demande 1 000 000 \$ pour permettre la construction de plus de quatre cents logements. Les paroisses du Très-Saint-Sacrement et de Notre-Dame-du-Chemin, ainsi que la paroisse de Saint-François-d'Assise dans Limoilou, bénéficient d'une grande partie de ces subventions qui entraînent la formation précipitée de plusieurs compagnies.

Samson nomme l'architecte Adalbert Trudel au poste de directeur municipal du logement; sa tâche consiste à appliquer la loi sur les logements

ouvriers. La majorité des maisons construites sont unifamiliales, jumelées ou en rangée, à deux étages avec parement en brique. L'uniformité architecturale des rues Dolbeau, Jeanne-d'Arc et Garnier découle de cette politique.

Cependant, le grand projet des logements ouvriers connaît rapidement de graves problèmes; l'intention louable des autorités de bâtir pour les ouvriers semble avoir été oubliée rapidement. Le prix des loyers étant trop élevé, la classe moyenne s'approprie le plus

souvent ces habitations: des comptables, des architectes, des directeurs de banque, des chefs de police ou de pompiers forment le gros de la clientèle. De plus, dès 1924, certains locataires se plaignent de la mauvaise qualité de la construction. Dès lors, tous les pions sont en place pour déclencher un scandale qui aboutit à une enquête. Le népotisme, la corruption et les conflits d'intérêts, notamment de la part du maire Samson, défraient la manchette; l'administration municipale est blâmée.

659-699, AVENUE DÉSY (MONTCALM)

Fondée en 1923, la compagnie Les Habitations Manrèse se propose de bâtir des logements ouvriers rues des Franciscains, Dolbeau, Jeanne-d'Arc et avenue Désy. Le coût de l'entreprise est évalué à 375 000 \$, mais la compagnie obtient une aide de la municipalité totalisant 286 875 \$; la Ville de Québec devient alors son principal créancier.

Entre 1923 et 1926, l'entrepreneur Amédée Demers cons-

truit soixante-quinze unités pour la compagnie; il s'agit du plus vaste chantier de logements ouvriers à Québec. Les maisons comprennent de six à huit pièces réparties sur deux étages. Par souci d'économie, on opte pour des maisons en rangée; sans leurs galeries et leurs avant-toits en bois, une impression de monotonie se dégagerait de ces enfilades. La seule ornementation provient des motifs en brique du parement. De toute évidence, la re-



cherche d'effets plastiques est reléguée au second plan; l'économie des moyens devient la norme.

Peu de temps après la construction de ces maisons, la compagnie Les Habitations Manrèse connaît des problèmes financiers. Les effets de la crise économique de 1929 et les taxes très élevées étouffent la classe moyenne. Les rapports financiers des années

1930 et 1940 montrent que la situation ne s'améliore pas. La compagnie accumule un déficit permanent qui la conduit, au début des années 1940, à céder ses actifs à la Ville de Québec. En 1947, devant une situation alarmante, la Ville procède à une vente aux enchères, qui n'atteint pas les résultats escomptés. Après cet échec, elle autorise le comité des propriétaires à négocier la vente des maisons.

**1546-1560, RUE
GARNIER
(SAINT-SACREMENT)**

À l'annonce de la participation financière de la municipalité, plusieurs investisseurs fondent des compagnies pour la construction de logements ouvriers. Dans l'ouest de la ville, la compagnie Les Habitations Bellevue, dont les lettres patentes datent du 28 décembre 1921, oeuvre sur un vaste terrain appelé Terrasse Dandurand, du nom de son ancien propriétaire, W.-H. Dandurand. Sur les lots de la rue Garnier et du boulevard de l'Entente, entre les avenues

Eymard et Marois, la compagnie bâtit une trentaine d'unités d'une valeur de 4 500 \$ à 5 000 \$. Dans le cadre de la loi sur le logement ouvrier, la ville ratifie un emprunt de 130 050 \$ pour réaliser ce projet immobilier. Peu de temps après cette transaction, alors que plusieurs maisons sont en construction, les avoirs de la compagnie sont mis aux enchères; une compagnie majoritairement formée par le Séminaire de Québec, la compagnie Beauval, s'en porte acquéreur.



Sur le plan architectural, la compagnie Bellevue a privilégié les maisons jumelées; bien que similaires, elles se présentent en plusieurs variantes. Celles situées entre les avenues de Vimy et Marois possèdent de nombreux décrochements en façade, qui les enrichissent sur le plan esthétique. L'exemple du 1546-1560, rue Garnier est caractéristique. Les pignons de la maison sont tronqués pour re-

cevoir une toiture en demicroupe; ce parti architectural lui confère un profil inusité et original. Le charme de ce jumelé provient également du soin particulier apporté aux éléments décoratifs. Le demi-pignon à colombage, l'avant-toit de la galerie agrémenté d'une dentelle de petits bois et les impostes d'inspiration Adam de l'entrée principale sont autant d'indices dénotant un goût marqué pour le détail ornemental.

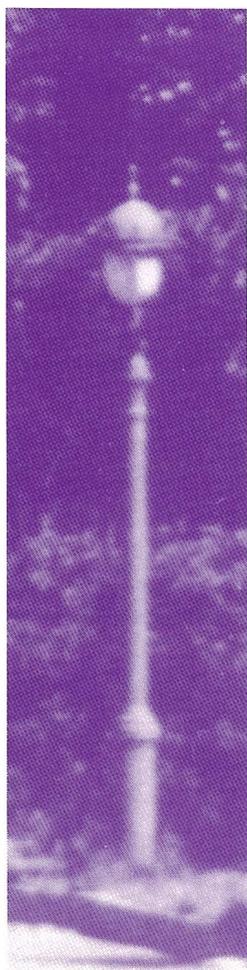
D'élégantes résidences pour « la plus belle avenue de Québec »

L'aménagement de l'avenue des Braves s'inscrit dans un vaste projet élaboré à partir de 1908 par la Commission du parc des Champs de bataille nationaux, qui propose de créer un immense parc à l'endroit connu sous le nom de Plaines d'Abraham. Cet espace serait relié à un autre parc autour du monument des Braves par une large avenue, qui deviendrait le pont entre deux sites chargés d'histoire et un lieu de promenade privilégié. La Commission veut en faire « la plus belle avenue de Québec » et ne ménage pas ses efforts.

Après avoir acquis l'avenue des Braves en 1911, elle entreprend les travaux de terrassement à l'été de 1912. Avec ses 20 mètres (66 pieds), l'avenue des Braves est la plus large du secteur. Elle est macadamisée de la manière la plus solide et des plates-bandes gazonnées s'insèrent entre les trottoirs et la rue. Un soin particulier est

également apporté au mobilier urbain: des lampadaires à quatre branches l'éclairent d'un bout à l'autre. Ils ont été remplacés dans les années 1930 par des lampadaires moins élaborés mais tout aussi élégants.

Évidemment, une artère de cette classe doit présenter une architecture distinctive. En 1913, Ville-Montcalm adopte le règlement numéro 45 — d'ailleurs repris par la Ville de Québec lors de l'annexion — qui stipule que l'avenue des Braves doit avoir une vocation strictement résidentielle et que le type de maisons autorisé se résume à l'unifamiliale isolée ou jumelée. Toutefois, en 1922, les entrepreneurs East et Masson obtiennent un permis de construction pour un duplex situé à l'angle nord-ouest de la rue Père-Marquette, ce qui ne manque pas de soulever l'indignation de la Commission. Malgré les demandes réitérées de la Commission pour suspendre le permis



et empêcher la réalisation d'une telle habitation, les travaux se poursuivent. Les autorités municipales invoquent l'ambiguïté du règlement numéro 45 pour justifier la délivrance du permis. Pour éviter tout nouvel incident, la Ville adopte, en 1924, un nouveau règlement qui interdit formellement la construction de duplex.

Selon la même réglementation, la valeur des résidences doit excéder 6 000 \$ alors que, partout ailleurs dans Montcalm, le minimum est de 5 000 \$ pour ce genre de construction. Ce sont donc des gens bien nantis, avocats, médecins, marchands, entrepreneurs ou industriels, qui s'installeront avenue des Braves à partir des années 1920. Parce qu'elles sont conçues par des architectes de renom tels Charles Dumas, H. Laberge, Raoul Chênevert, E.-Geo. Rousseau, ces résidences proposent des formes et des styles variés et re-

cherchés; de plus, leurs dimensions imposantes trahissent leur confort intérieur.

Outre l'architecture, l'environnement impressionne par l'omniprésence des éléments naturels. Puisque le corps principal des maisons doit être en retrait d'au moins 6 mètres (20 pieds) de l'alignement de la rue, il devient avantageux de mettre en valeur cet espace libre. Arbres, arbustes et plantes de toutes sortes se côtoient et créent un tableau verdoyant. La silhouette du monument des Braves en fin de perspective, au nord, complète magnifiquement l'ensemble.

L'avenue des Braves a conservé le cachet que la Commission du parc des Champs de bataille nationaux souhaitait lui voir posséder au début du siècle. Son charme et son élégance en font l'artère la plus prestigieuse de Québec.

L'avenue et le monument des Braves. (Archives nationales du Québec, fonds Magella Bureau, CPN-38/24)



**1080, AVENUE
DES BRAVES
(MONTCALM)**

En juillet 1929, Calixte Champoux, marchand de bois résidant à Campbellton au Nouveau-Brunswick, acquiert un terrain de 30,5 mètres (100 pieds) sur 38 (125) pour la somme symbolique d'un dollar. Deux mois plus tard, l'architecte E.-Geo. Rousseau lui soumet les plans d'une vaste demeure de deux étages et demi, de 16,5 mètres (54 pieds) de côté, dont le coût de réalisation atteindra 25 000 \$. Pour répondre au goût du client, Rousseau se tourne vers un modèle inspiré du style Tudor où la façade est découpée de pans de mur à colombage. Au XVI^e siècle, cette technique de cons-

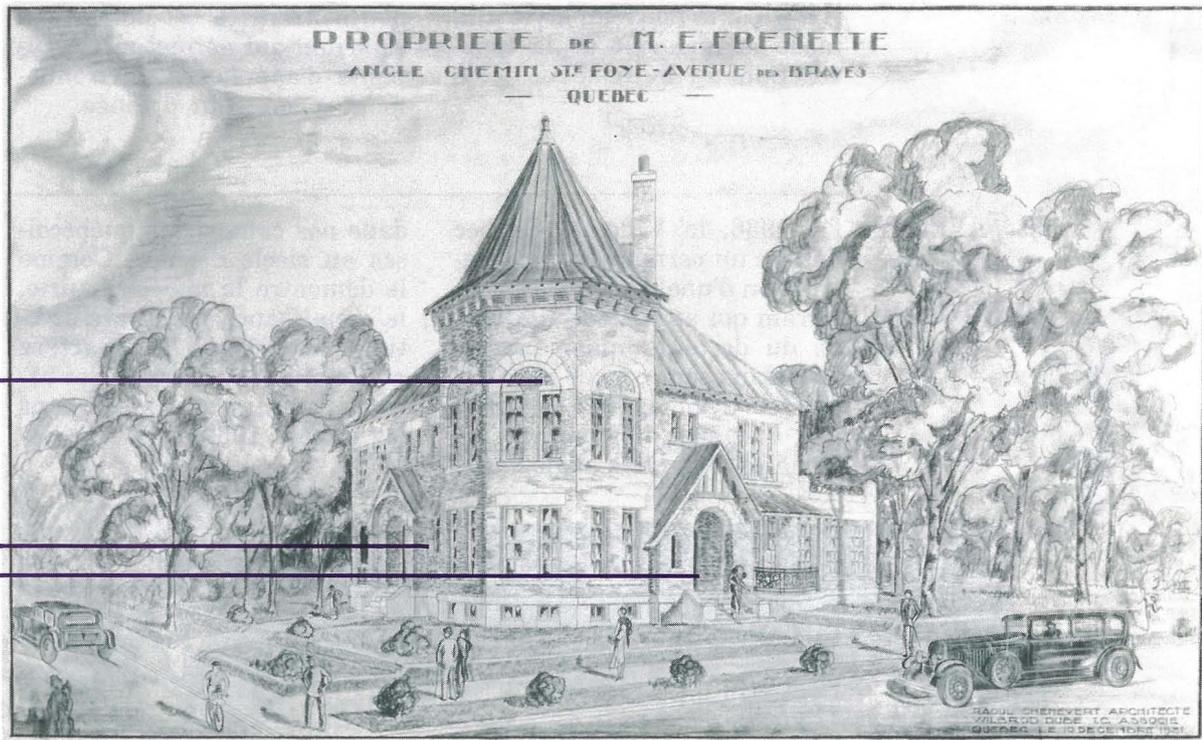
truction avait été rapidement adoptée dans les grands manoirs anglais, donnant ainsi naissance à un style qui a pris le nom de la famille régnante de cette époque, les Tudors. La toiture à la silhouette très découpée, la combinaison de briques de différentes couleurs et les fenêtres à motifs en losange surmontées d'un arc gothique appartiennent aussi à ce style, qui connaît une renaissance entre 1880 et 1940 au Québec. Même le garage derrière la maison fait référence à cette mode. Comme plusieurs résidences de l'avenue, la maison Champoux domine un talus, ce qui la rend encore plus imposante.



**805, AVENUE
DES BRAVES
(MONTCALM)**

En septembre 1931, l'entrepreneur Émile Frenette soumet à l'approbation de la Commission du parc des Champs de bataille nationaux les plans

s'élève l'imposante résidence de Frenette, dont l'importance est accentuée par la présence de deux porches d'entrée. Les deux élévations principales



tympans en hémicycle

porches

805, avenue des Braves. (Archives de l'Université Laval, fonds Raoul Chênevert, dossier 669)



d'une résidence devant être construite à l'angle sud-est de l'avenue des Braves et du chemin Sainte-Foy. Il est probable que la Commission ait exigé quelques modifications au projet initial puisque les plans définitifs datent du 10 décembre de la même année. La qualité d'exécution du dessin de présentation en dit long sur la nature de la commande: la présence de personnages richement vêtus, de voitures luxueuses ainsi que le souci apporté à l'aménagement paysager montrent que ce projet s'adresse assurément à une classe aisée. Nul doute que toute cette mise en scène réalisée par l'architecte Raoul Chênevert vise à séduire à la fois le client et la Commission.

Au centre d'un terrain boisé

présentent un foisonnement d'éléments décoratifs puisés en partie dans le vocabulaire architectural des styles Tudor et château: pignons et colombage trahissent l'influence Tudor alors que tour à toiture conique et toit à pente aiguë sont

Tympanaux Art déco de la tour d'angle.



davantage l'apanage des châteaux construits en France au XVI^e siècle. À cette combinaison stylistique digne de l'époque victorienne pourtant révolue s'ajoutent des ornements Art déco, le nouveau style à la mode au moment de la construction de la résidence; les

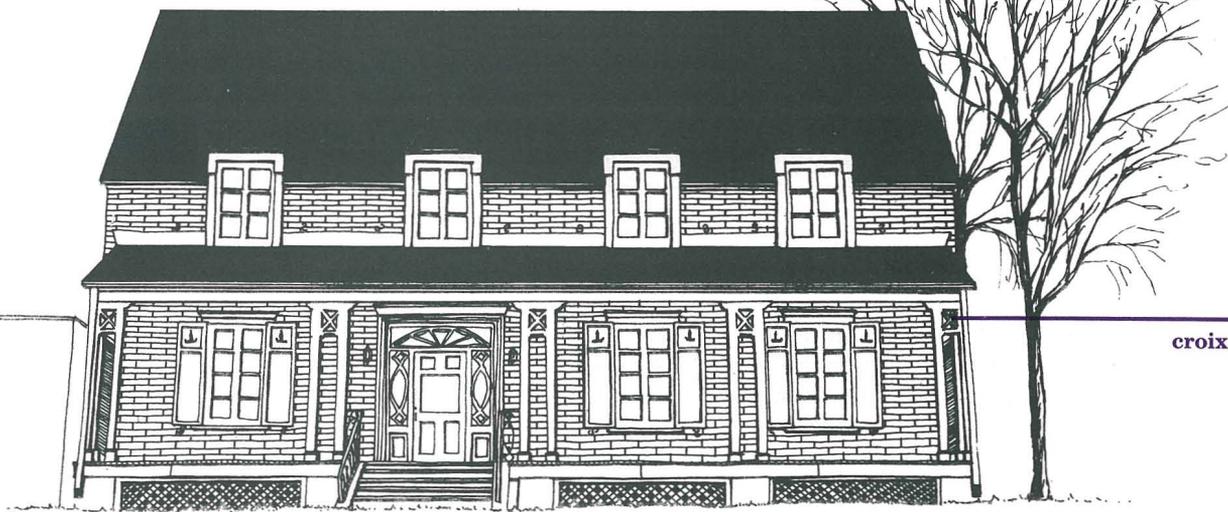
tympan en hémicycle avec crosses décoratives sont issus de ce courant.

Comme plusieurs maisons de l'avenue des Braves, la résidence Frenette est dotée d'un solarium qui permet aux occupants d'apprécier l'environnement à longueur d'année.

**835, AVENUE
DES BRAVES
(MONTCALM)**

En 1936, la Ville de Québec délivre un permis pour la construction d'une résidence sur un terrain qui appartient à la veuve du docteur James Laurie. Les plans sont conçus par l'architecte Thomas Reid Peacock, qui, à Québec, s'est surtout attaché une clientèle anglophone.

dans nos campagnes québécoises au siècle dernier. Comme le démontre la maison Laurie, la renaissance d'une architecture domestique à caractère nationaliste, à cause de ses racines françaises, apparaît dans les années 1930.



croix de Saint-André

Évaluée à 10 000 \$, la demeure de madame Laurie est érigée par les constructeurs Mathieu et Sylvain. La façade qui s'étire sur 15,2 mètres (50 pieds) et la forte déclivité de la toiture à deux versants percée de lucarnes s'inspirent des modèles importés de France au cours du XVIII^e siècle. La longue galerie ponctuée de poteaux ornés de croix de Saint-André rappelle toutefois la maison traditionnelle qui s'est élaborée

Particulièrement épris de cette architecture, Sylvio Brassard, P. Roy Wilson, Maurice Hébert, Clarence Gagnon et W. H. Coverdale convainquent le gouvernement du Québec, en 1942, d'organiser un concours sur l'architecture « canadienne-française ». Ce concours, confié à l'Office du tourisme et de la publicité et au ministère de l'Agriculture, vise à « fournir au peuple des campagnes, si attaché à ses traditions, des

modèles de maisons qui lui conviennent »; quelques candidats présentent également des modèles urbains. Ainsi, plusieurs architectes francophones redécouvrent les richesses de notre passé.

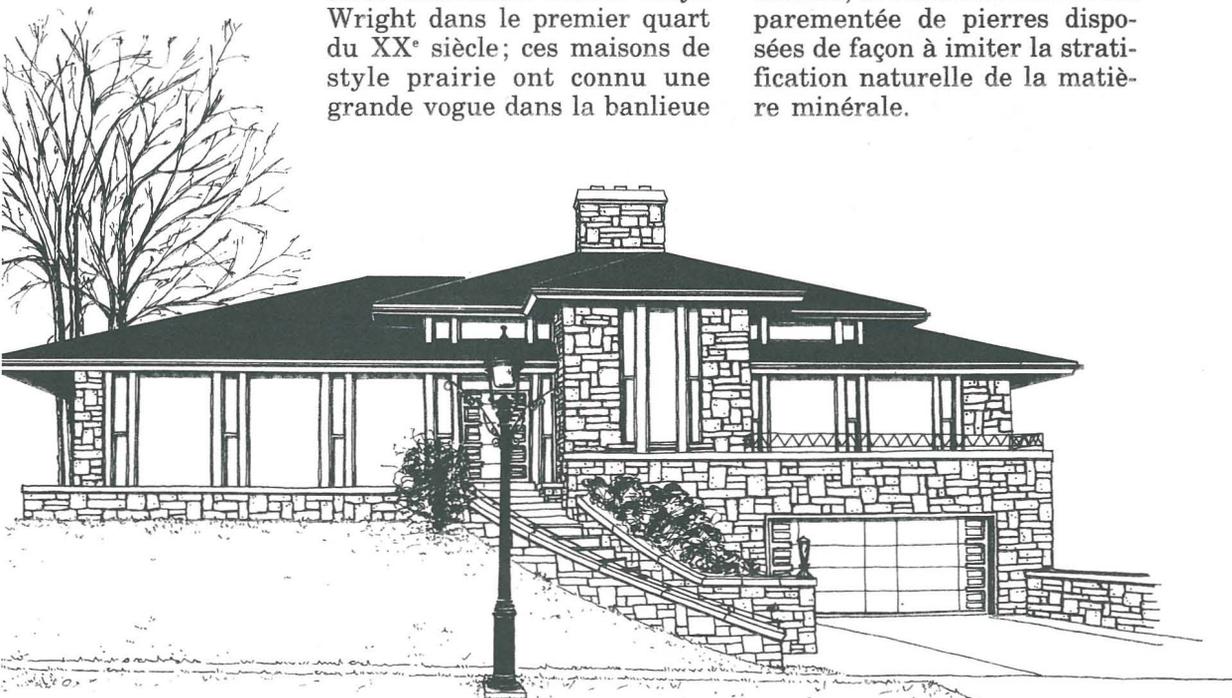
Aujourd'hui encore, plusieurs variantes de l'architecture traditionnelle sont érigées dans la banlieue québécoise. La construction de la maison Laurie, il y a une cinquantaine d'années, marque donc le début d'une mode qui n'a cessé d'être populaire depuis.



830, AVENUE DES BRAVES (MONTCALM)

Quelques lots de l'avenue des Braves demeurent vacants jusque dans les années 1950. De fait, l'industriel Alf.-Ernest Boivin y acquiert un terrain en 1957 sur lequel il fait ériger une résidence de 20,1 mètres (66 pieds) sur 11,6 (38) conçue par un architecte de Beauport, A. Ouellet. Par son revêtement de pierre et son horizontalité, la maison Boivin contraste avec les résidences avoisinantes. Son style est inspiré des maisons conçues par l'architecte américain Frank Lloyd Wright dans le premier quart du XX^e siècle; ces maisons de style prairie ont connu une grande vogue dans la banlieue

immédiate de Chicago. Cette tendance à l'horizontalité se manifestera d'ailleurs tout au long de la carrière de Wright, décédé en 1959. Les multiples toitures à pente douce qui s'avancent au-delà des murs, la large cheminée centrale, l'absence de symétrie et les grandes parois de verre de la maison de l'avenue des Braves sont d'autres caractéristiques de l'architecture résidentielle de Wright. Enfin, comme plusieurs façades dessinées par ce dernier, la résidence Boivin est parementée de pierres disposées de façon à imiter la stratification naturelle de la matière minérale.



Des édifices publics et institutionnels

LE LADIES' PROTESTANT HOME (MONTCALM)

Au cours des années 1860, la communauté anglophone semble porter une attention particulière aux classes défavorisées et aux orphelins. En effet, en une courte période, elle fait édifier plusieurs bâtiments voués à l'accueil des indigents: le Finlay Asylum (1861-1862), le St. Bridget's Asylum (1865-1866) et le Ladies' Protestant Home (1862), le seul qui n'ait pas été démoli. Tous construits à la limite de la ville, autrefois située près de l'avenue De Salaberry, ces refuges profitaient d'une campagne paisible. L'historien J. MacPherson Lemoine, dans son livre *Quebec, Past and Present* publié en 1876, considère le site comme « l'un des plus beaux et sains de la ville ».

met de recueillir 16 000 \$, elles s'adressent à l'architecte Joseph-Pierre-Michel Lecourt pour réaliser les plans d'un bâtiment à deux étages. À Québec, Lecourt s'était surtout distingué dans le courant des années 1850 alors qu'il faisait équipe avec l'architecte G. R. Brown sous la raison sociale Brown et Lecourt. Nous devons à cette société, entre autres, le pavillon de l'École de médecine de l'Université Laval, dans le Vieux-Québec.

Comme la mode est au style néo-Renaissance italienne, Lecourt s'en inspire abondamment. Ce style, apparu vers 1850 à Québec, a recours aux éléments architecturaux classiques, auxquels il ajoute, ce-

Le Ladies' Protestant Home, 95, Grande Allée Ouest.



lanterne

arc en plein cintre

chainage de pierre

Fondée en 1855 sous le nom de Ladies' Quebec Protestant Relief Society, cette institution charitable résulte de l'initiative d'un groupe de femmes protestantes de la secte méthodiste. Après une campagne de souscription publique, qui per-

pendant, une certaine touche ornementale. Avec ses arcs en plein cintre, sa lourde corniche à modillons, sa lanterne, ses chaînages de pierre et sa toiture à pente douce, le Ladies' Protestant Home de la Grande Allée est l'un des meilleurs exemples de ce courant stylistique à Québec.



La prison du parc des Champs de bataille nationaux peu de temps après son érection. Le mur ouest attend toujours la construction de l'aile manquante. (Archives nationales du Québec, fonds Livernois, N1073-54)

LA PRISON DES PLAINES (MONTCALM)

Désaffectée en 1970, depuis l'ouverture de la nouvelle prison d'Orsainville, celle du parc des Champs de bataille nationaux a logé pendant plus d'un siècle des détenus de la province de Québec. Longtemps, la prison fut entourée de vastes champs; les autorités avaient opté pour cet emplacement, aux limites de la ville, pour des raisons évidentes de sécurité et pour éloigner les curieux.

En 1856, l'architecte Charles-Philippe-Ferdinand Baillairgé remporte le concours lancé par le département des Travaux publics pour la construction d'une prison. Le mandat: ériger une prison mixte pour deux cent cinquante détenus. Malgré son jeune âge, Baillairgé a déjà plusieurs réalisations d'importance à son actif: la chapelle et le monastère des Soeurs de la Charité (1850), l'Académie de musique (1851) et le pavillon central de l'Université Laval (1854). Ses talents d'architecte, d'ingénieur, d'arpenteur-géomètre et même d'inventeur lui vaudront le poste d'ingénieur municipal de Québec, qu'il occupera de 1866 à 1899.

Toujours à l'affût de nouveautés et même quelquefois à l'avant-garde en matière d'architecture, Baillairgé propose un plan en forme de trident; malheureusement, l'aile ouest ne sera jamais réalisée. Chaque aile renferme les blocs cellulaires, qui forment des îlots centraux n'ayant aucun contact avec les murs extérieurs. Cette disposition, qui s'inscrit dans les nouveaux courants de l'architecture carcérale, vise à réduire au maximum les risques d'évasion. Dans le corps principal, l'architecte place les bureaux de l'administration et l'appartement du directeur; la section arrière reçoit un hôpital et des chapelles. La tour de guet polygonale confirme la fonction particulière du bâtiment.

Comme la majorité des prisons de cette époque, celle de Baillairgé dégage une impression de robustesse qui la rend rébarbative à ses contemporains. Pour atteindre cet objectif, l'architecte s'inspire de l'architecture austère des palais romano-toscans de la Renaissance italienne.

L'ensemble de la prison est terminé en 1867. Deux ans plus tard toutefois, l'aile centrale est prolongée vers le sud et un mur d'enceinte est érigé.



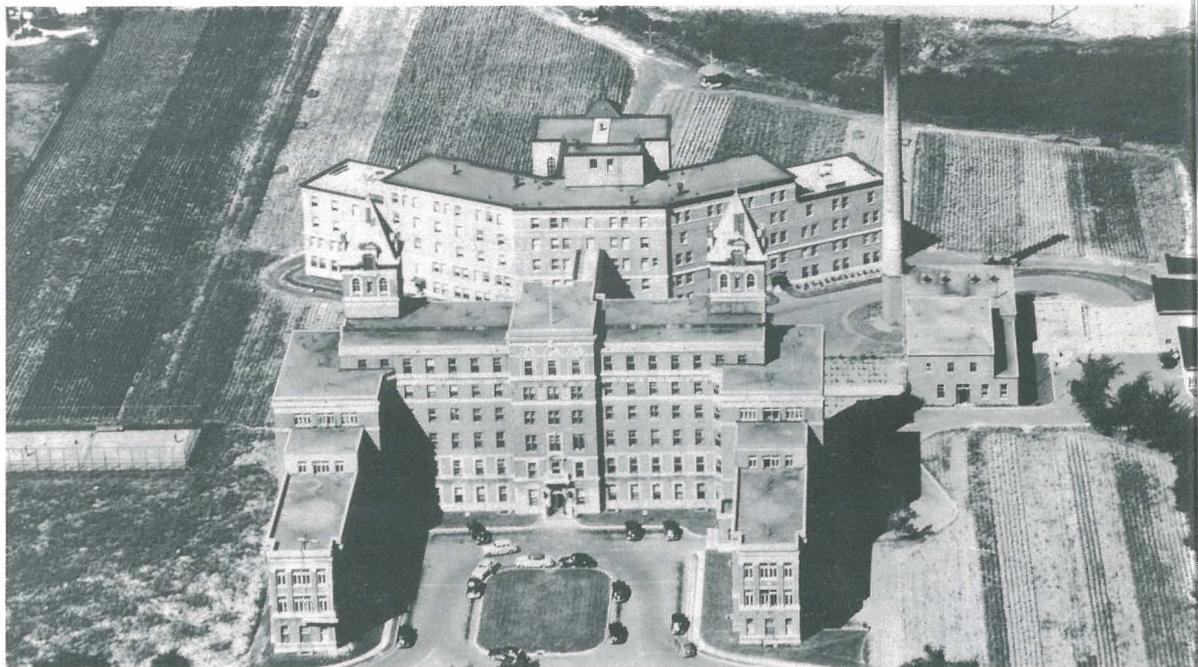
L'HÔPITAL DU SAINT-SACREMENT (SAINT-SACREMENT)

Le terrain sur lequel s'élève l'Hôpital du Saint-Sacrement a été acheté en 1922 de la succession de l'homme d'affaires Victor Châteauvert. Comme la majorité des centres hospitaliers, c'est une suite ininterrompue d'additions réalisées au fil des ans. Le chantier s'ouvre à l'été 1924 avec la construction d'un vaste bâtiment en brique conçu par les architectes Morissette et Beaulé; au même moment, ceux-ci voient à l'agrandissement de l'Hôtel-Dieu de Québec. Alors que le père Auguste Pelletier désire un petit hôpital pour sa paroisse, le docteur Arthur Rousseau, doyen de la faculté de médecine, voit beaucoup plus grand:

de l'Hôtel-Dieu du précieux Sang, premier établissement hospitalier au Canada. Dès la fin des travaux, les Soeurs de la Charité se chargent de la direction et de l'administration de l'hôpital alors constitué d'un seul corps de bâtiment de six étages, prolongé vers l'avant par deux ailes latérales. L'ordonnance est très symétrique et correspond aux tendances rationalistes de l'époque, qui visent à épurer les formes. Seul rappel de l'architecture victorienne: les deux tours carrées coiffées d'une toiture en pavillon.

L'étape suivante amène la construction d'une seconde sec-

L'Hôpital du Saint-Sacrement, 1050, chemin Sainte-Foy. Au premier plan se dessine le bâtiment original de 1924-1927 et derrière, l'aile ajoutée par Beaulé et Morissette quelques années plus tard. À droite, la buanderie et l'usine datent de 1926 et sont l'oeuvre des architectes Stevens and Lee. (Archives de l'Hôpital du Saint-Sacrement)



« Ce qu'il nous faut à Québec, c'est un grand hôpital et je considère qu'il est de notre devoir de le bâtir. J'en ai conçu le projet et si l'Église et l'État, si la paroisse du Saint-Sacrement, si nos compatriotes veulent nous aider, nous le réalisons. »

La pierre angulaire, bénite le 10 septembre, a été détachée

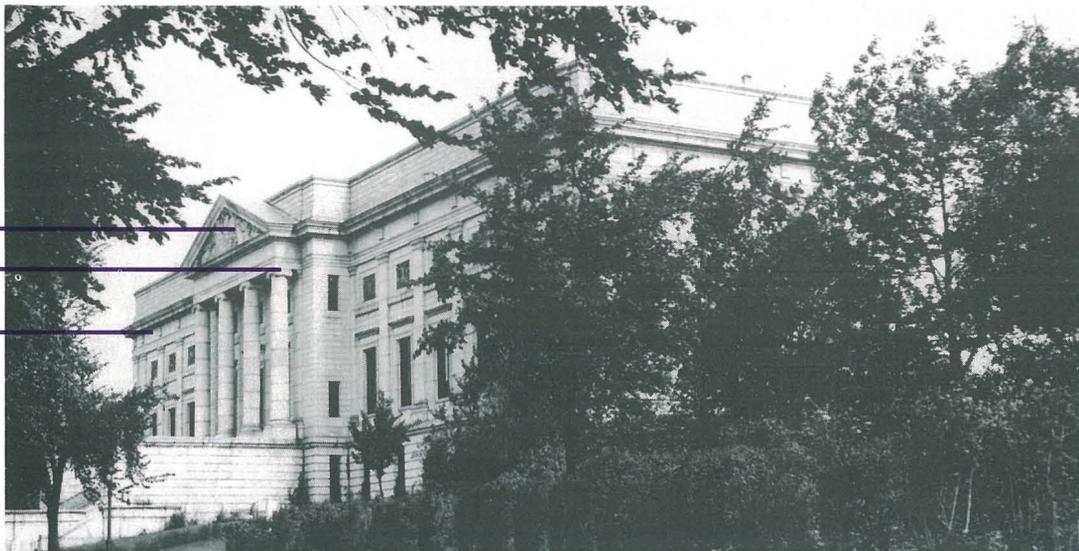
tion de 16,5 mètres (54 pieds) sur 39,6 (130) derrière le bloc de 1924. Dessiné également par Morissette et Beaulé, cet ajout vient presque doubler la surface de l'hôpital. Enfin, en façade, du côté ouest, viendront se greffer diverses annexes dans les années 1940, 1950 et 1960, qui donneront le vaste complexe dominant la falaise à partir du chemin Sainte-Foy.

LE MUSÉE DU QUÉBEC (MONTCALM)

fronton historié

chapiteau ionique

frise



L'idée d'un musée a fait surface à l'occasion du tricentenaire de la ville de Québec en 1908 alors que le premier ministre canadien, sir Wilfrid Laurier, en a exprimé le vœu. Cependant, elle est reléguée aux oubliettes jusqu'à ce qu'Alexandre Taschereau, premier ministre du Québec, fasse adopter le 29 décembre 1922 la Loi des musées de la province de Québec. L'adoption de cette loi est accélérée par l'incendie qui a dévasté la basilique de Québec et détruit quelques-unes de ses œuvres d'art, quelques jours auparavant, le 21 décembre de la même année. Le quotidien *Le Soleil* accueille avec enthousiasme cette nouvelle loi:

« [...] la province possédait un grand nombre de trésors artistiques d'une grande valeur et qui étaient chaque jour, exposés à la destruction faute d'un endroit propice à garder et conserver ces richesses. Notre musée en sera volontiers le dépositaire. »

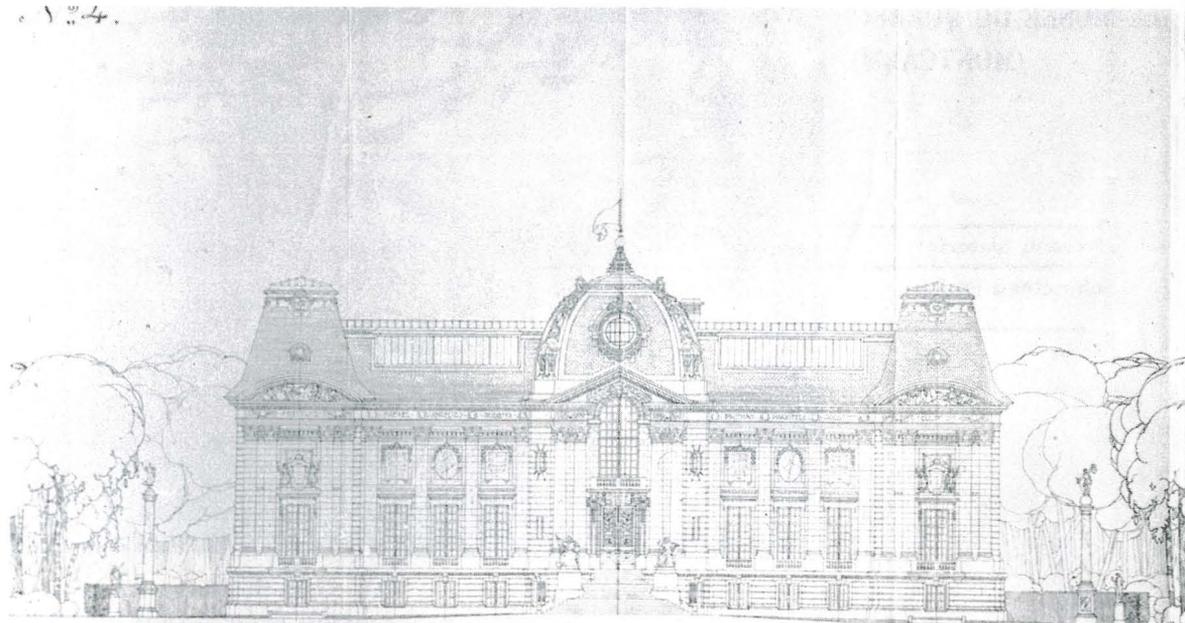
Au cours des mois suivants, le mandat devient plus précis. Le ministère des Travaux publics s'engage à construire, sur un site cédé par la Commission du parc des Champs de bataille nationaux, un musée provincial qui regroupera des archives, des spécimens d'histoire naturelle, des œuvres picturales et sculpturales. Plusieurs architectes de renom soumettent des projets. Qui, de Wilfrid Lacroix, de Raoul Chênevert et Maxime Roisin ou de J.-O. Marchand obtiendra le prestigieux contrat?

Par l'entremise de Raoul Chênevert, l'architecte français Maxime Roisin soumet plusieurs projets grandioses. Le contrat est accordé toutefois à l'architecte québécois Wilfrid Lacroix en janvier 1927, ce qui fait dire à Chênevert, amèrement déçu de ce choix, que le premier ministre avait fait « certaines promesses à cet artiste ».

Le Musée du Québec, parc des Champs de bataille nationaux. (Archives nationales du Québec, fonds ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, 61851-48)



L'un des projets soumis par l'architecte Maxime Roisin en 1925 pour le Musée du Québec. Avec son toit en mansarde et son ornementation abondante, ce projet fait référence à l'architecture Second Empire. (Archives de l'Université Laval, fonds Raoul Chênevert, dossier 513)



Façade Principale

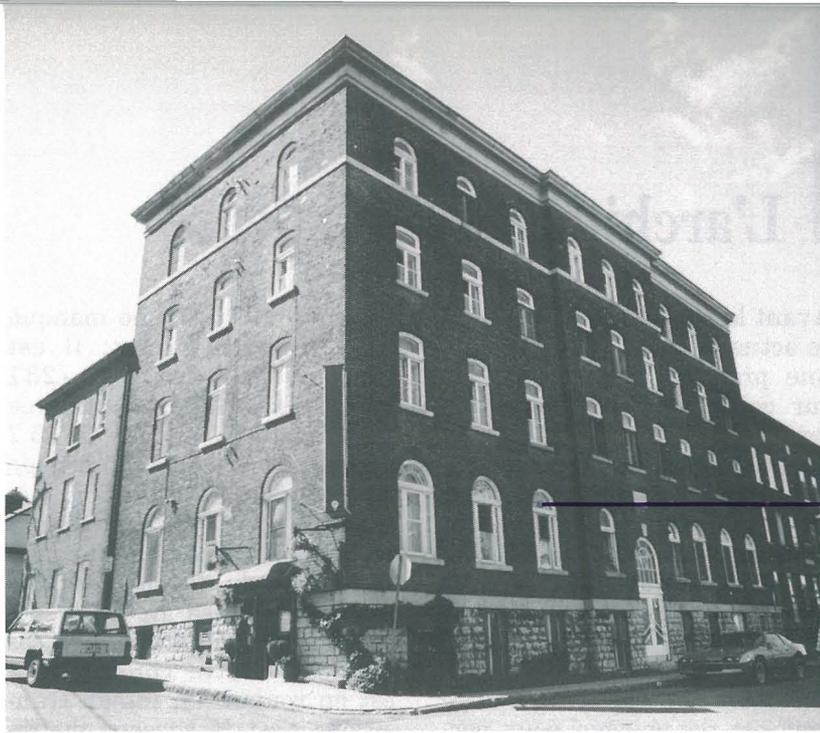
Rapidement, Lacroix se met à la tâche et dessine les plans définitifs. À l'été de 1933, le Musée du Québec peut recevoir ses premiers visiteurs même si de menus travaux se poursuivent au cours des années 1934 et 1935. Le bâtiment de granit gris, entièrement à l'épreuve du feu, est décrit comme étant de « style classique » par les journaux de l'époque. Cette étiquette provient de l'ordonnance rigoureuse des différentes composantes de la façade, de l'emploi d'un fronton triangulaire historié, de colonnes à chapiteaux ioniques et d'un escalier monumental; tout ce décor n'est pas sans rappeler les temples grecs de l'Antiquité. Cependant, il est plus juste d'inscrire ce bâtiment dans la lignée du style Beaux-Arts, qui apparaît au Québec vers

1900, avec l'arrivée d'architectes formés à Paris. S'il est vrai que ce mouvement préconise un retour au langage classique, il l'enrichit néanmoins d'une touche contemporaine; ainsi, le dépouillement et la simplification des formes alliés à l'emploi de matériaux nouveaux (acier et béton) procurent un visage neuf à cette architecture pourtant millénaire. Avec sa frise nue et ses colonnes non cannelées, la façade du Musée du Québec est un exemple typique du dépouillement prôné par le style Beaux-Arts.

Si l'on excepte l'aile ajoutée à l'arrière du corps principal en 1961, le Musée du Québec se présente, à l'extérieur, comme l'architecte Wilfrid Lacroix l'a dessiné il y a plus de soixante ans.

**LA MAISON
SAINTE-MARGUERITE
(MONTCALM)**

La maison Sainte-Marguerite, 305, rue des Franciscains.



imposte en hémicycle

À l'angle de l'avenue de l'Alverne et de la rue des Franciscains s'élève une construction qui tranche avec ses voisines: ses cinq étages, son sous-sol parementé en pierre bosselée et ses fenêtres du rez-de-chaussée surmontées d'une imposte en hémicycle attirent l'attention. Il s'agit de la maison Sainte-Marguerite, construite en 1907 par les architectes Talbot et Dionne, surtout connus à Québec pour la réalisation de l'église Saint-Roch. Fondée le 3 mai 1904 avec l'autorisation ecclésiastique, cette communauté de dames choisit Sainte-Marguerite de Cortone comme patronne. Ses membres s'occupent de diverses oeuvres de charité et font des travaux de couture pour le monastère des Franciscains, situé dans le quadrilatère voisin. En quelque sorte, la maison Sainte-Marguerite dépend de cet établissement puisque son directeur spirituel est le père gardien du monastère des Franciscains. Comme ces derniers, la communauté suit les règles du tiers ordre de Saint-François-d'Assise.

Installés dans ce secteur du coteau Sainte-Geneviève depuis 1901, les franciscains ont mis sur pied un vaste complexe religieux comprenant couvent, église et chapelle construits entre 1901 et 1905. Immédiatement, ces nouveaux bâtiments ont contribué à former une agglomération désignée généralement sous le nom de Village des Franciscains.

Le monastère des Franciscains. (Archives de la Ville de Québec, centre de documentation photographique, 842)



L'architecture religieuse

L'ÉGLISE DU TRÈS-SAINTE-SACREMENT (SAINT-SACREMENT)

Avant la construction de l'église actuelle entre 1920 et 1924, une première église s'élevait sur cette terre autrefois propriété de G. O. Stuart. Érigée en 1895 selon les plans des architectes Berlinguet et Lemay, ce temple modeste était recouvert de bardeaux d'amiante. En 1916, le noviciat des pères du Très-Saint-Sacrement est venu se greffer à son chevet.

En 1921, la petite église de bois est déménagée pour permettre la construction de celle que nous connaissons. Trois ans après le début des travaux, l'imposant édifice de granit gris et rose est inauguré lors d'une cérémonie présidée par le cardinal Bégin en présence de dix évêques, de deux cents prêtres et d'une foule de fidèles.

Conçu par les architectes Oscar Beaulé et Charles Bernier, conjointement avec les abbés Jean-Thomas Nadeau et Alphonse Têtu, le nouveau lieu de culte,

évalué à 400 000 \$ ne manque pas d'impressionner: il est long de 70,4 mètres (231 pieds), sa façade est encadrée de deux tours carrées de 45,7 mètres (150 pieds) et la grande rose polylobée atteint 16,8 mètres (55 pieds) de circonférence. Dans un article de juin 1920, lors du dévoilement des plans de l'église, *Le Soleil* décrit le style du bâtiment en ces termes: « cette construction est en roman, un roman transition; c'est le passage du roman au gothique ».

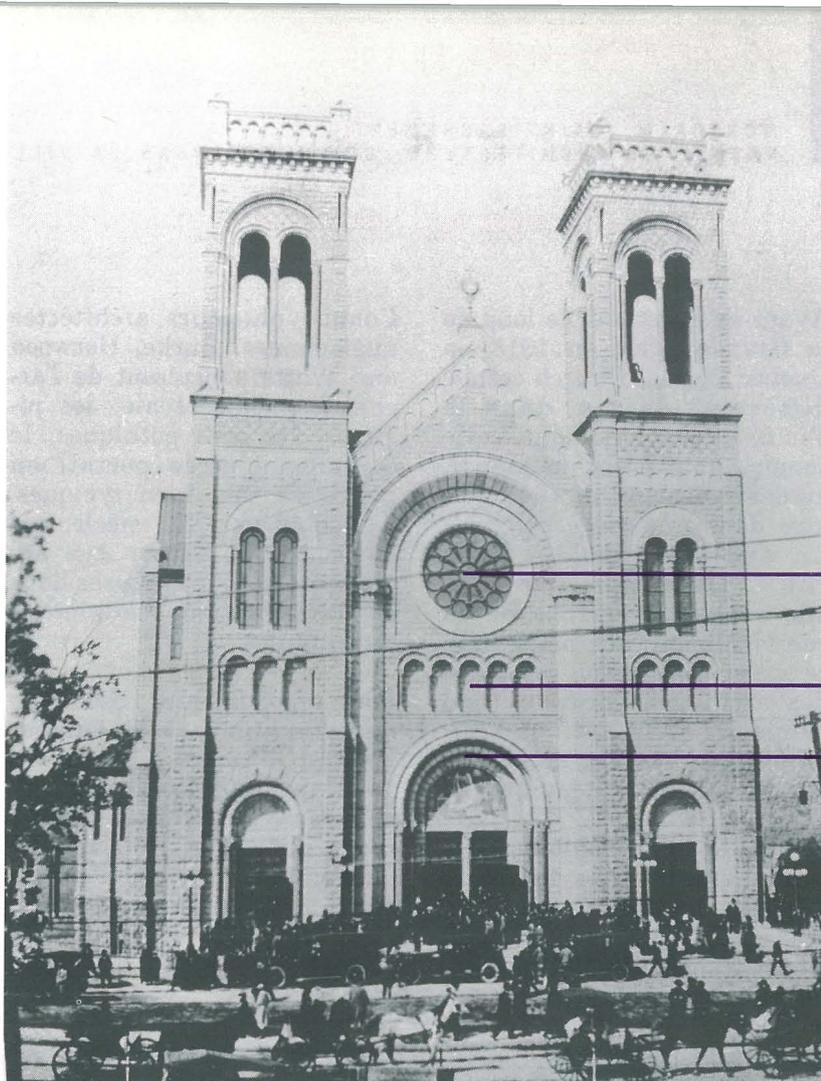
En fait, l'élévation principale de l'église est organisée selon les principes du gothique (XII^e au XV^e siècle), mais comporte des éléments décoratifs exploités par le style roman (X^e au XII^e siècle). Ainsi, les arcatures aveugles et les arcs en plein cintre sont directement issus de la période romane.

L'abbé Jean-Thomas Nadeau, qui est également architecte à



La première église du Très-Saint-Sacrement est déménagée en 1921 à l'aide de rails en bois. Les flammes la dévastent dans la nuit du 5 au 6 avril 1945; le noviciat subit le même sort, dix ans plus tard. (Archives de la Ville de Québec, centre de documentation photographique, 10736)

L'église du Très-Saint-Sacrement, chemin Sainte-Foy, dans les années 1920. Rien ne vient altérer sa beauté originelle; même la mosaïque du tympan conserve toute sa fraîcheur. (Archives de la Ville de Québec, centre de documentation photographique, 10741)



rose polylobée

arcature aveugle

arc en plein cintre

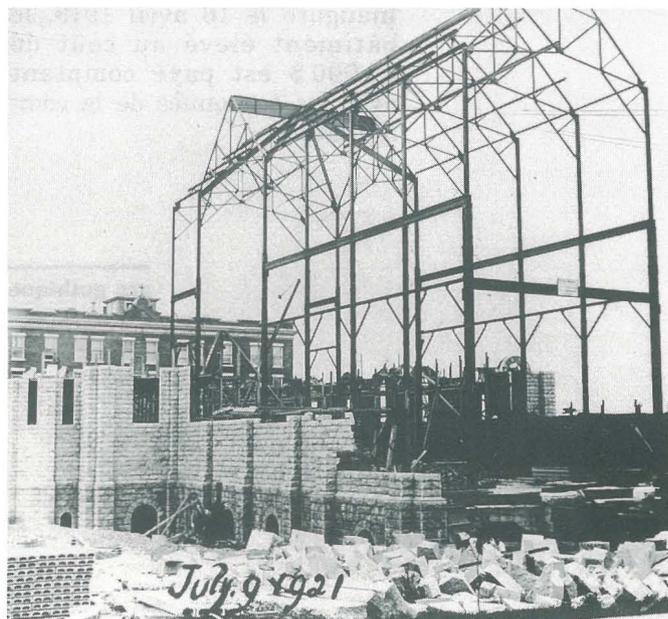
ses heures, reproche au bâtiment de ne pas être bien proportionné. Selon lui, il aurait été plus judicieux de construire une cinquième travée, qui aurait donné au vaisseau une longueur suffisante. Cependant, il souligne qu'une « travée de plus représentait une dépense supplémentaire de cinquante mille piastres. On conviendra que c'est là un argument qui, avec raison, pèse suffisamment dans les calculs de ceux qui paient... »

Sous cette lourde masse de granit et ses dehors médiévaux, l'église du Très-Saint-Sacrement dissimule une ossature tout à fait moderne. En effet, aucune pièce de bois n'entre dans la charpente: toute la structure est d'acier manufacturé par la Eastern Canada and Steel au coût de 41 000 \$.

La construction d'une telle église a sûrement contribué à

l'urbanisation de ce secteur de la ville qui, jusque-là, est composé de vastes champs. Au cours des années 1920 et 1930, plusieurs artères, dont l'avenue Holland, les rues Garnier, Marie-Rollet, De Longueuil, se borderont de résidences.

Cette photographie du 9 juillet 1921 laisse voir la charpente métallique qui sera cachée sous la lourde maçonnerie de l'église du Très-Saint-Sacrement. (Archives de la Ville de Québec, centre de documentation photographique, 10744)



QUEBEC BAPTIST CHURCH (MONTCALM)

Avant de s'installer le long de la Grande Allée en 1918, la Quebec Baptist Church occupe différents locaux dans le Vieux-Québec. Lorsque cette communauté prend naissance, au début des années 1840, elle loge dans une pièce exiguë à un endroit appelé « Hope Hill ». Douze ans plus tard, elle achète un terrain sur la rue McMahon; une petite église y est bâtie selon les plans des architectes Staveley and Dunlevie. Plus tard, en 1877, on y ajoute une aile en brique, qui servira de Sunday School.

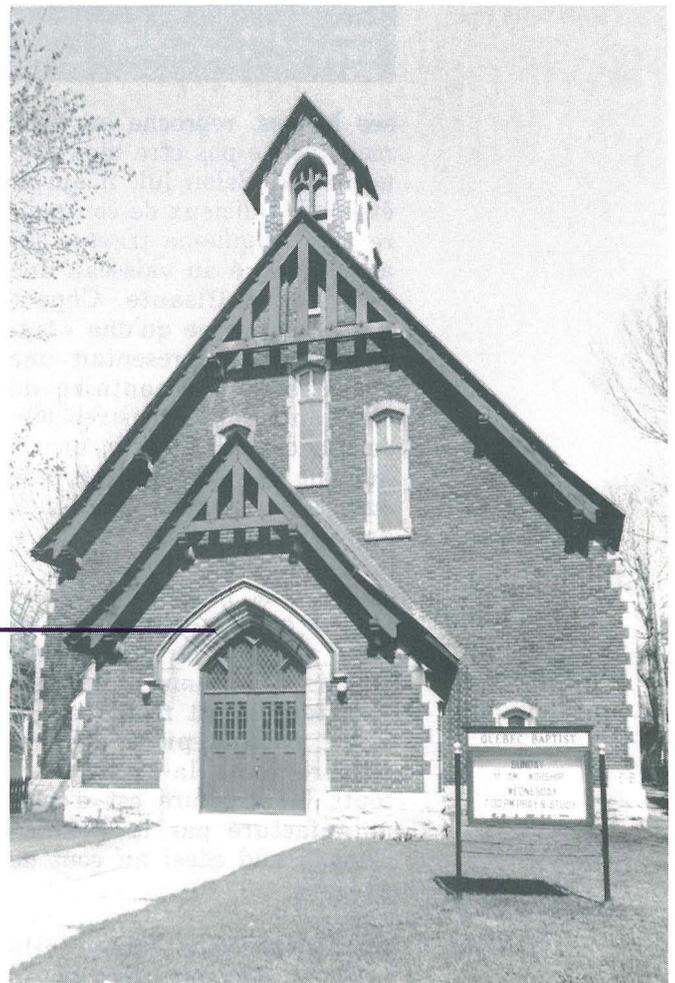
Devant le mouvement de population qui favorise la partie ouest de la ville au début du XX^e siècle, la Quebec Baptist Church voit son effectif diminuer. Elle réagit rapidement et décide de s'établir dans le quartier Montcalm qui connaît, à cette époque, un essor enviable. Le site choisi fait partie de l'ancien fief Sainte-Marie, propriété des augustines de l'Hôtel-Dieu de Québec. Les architectes Burks, Horwood and White se mettent au travail et, au printemps 1918, présentent les plans d'une église de 12,2 mètres (40 pieds) sur 21,9 (72). Inauguré le 16 avril 1919, le bâtiment élevé au coût de 24 000 \$ est payé comptant avec les économies de la communauté.

Comme plusieurs architectes anglophones, Burke, Horwood and White s'inspirent de l'architecture médiévale: les pignons, les arcs gothiques, le colombage et le portail en pierre en sont bien typiques. Au début du XX^e siècle, ces emprunts au Moyen Âge anglais sont très populaires dans les constructions religieuses protestantes.

Pour répondre aux besoins de sa communauté, la Quebec Baptist Church érigera, en 1923, une salle commémorative selon les dessins de l'architecte québécois H. Laberge. Dissimulée derrière l'église, cette addition ne modifie en rien la façade de la Grande Allée.

Quebec Baptist
Church, 70, Grande
Allée Ouest.

arc gothique



LE COUVENT DES DOMINICAINS (MONTCALM)

Le long de la Grande Allée, en bordure des plaines d'Abraham, s'élève un complexe religieux dirigé par l'ordre de Saint-Dominique. Arrivés au pays en 1873, les dominicains songent rapidement à s'établir à Québec. Ils devront toutefois attendre jusqu'en 1906, date à laquelle le père Henri Hage acquiert une maison sise avenue Taché, tout près de la tour Martello n° 2. Les lieux étant devenus exigus, les dominicains font l'acquisition de la propriété Charlesbois, bordant la Grande Allée et aussi connue sous le nom de Battlefield Cottage; ils y installent un monastère et une petite chapelle dédiée à Notre-Dame-du-Rosaire.

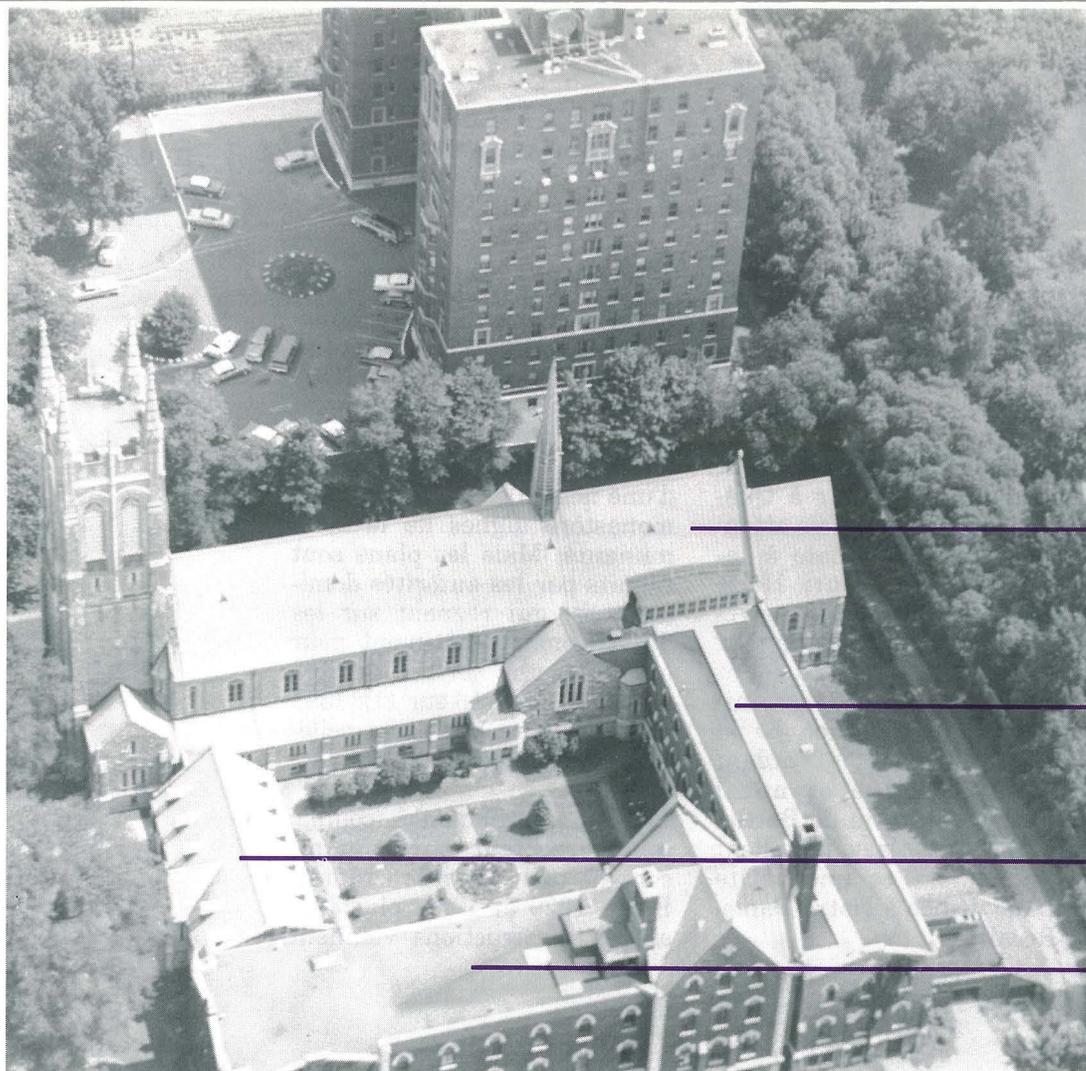
En 1917, devant l'intérêt croissant des fidèles pour cette communauté, le père Victor Charland réclame les services du jeune architecte montréalais J.-Albert Larue pour l'érection d'une nouvelle chapelle et d'un monastère dignes de la communauté. Mais les plans sont réduits par les autorités dominicaines, qui rognent sur les dimensions du bâtiment pour arriver à une surface de 36,8 mètres (121 pieds) sur 11,8 (39). L'ensemble est béni solennellement en décembre 1919.

Mais la communauté, comme tout le secteur environnant, connaît une expansion rapide. Entre 1920 et 1930, plusieurs autres constructions viennent



pinacle

Le couvent des dominicains, 175, Grande Allée Ouest, photographié par Thadée Lebel en 1940; à l'extrême droite, l'ancienne chapelle a perdu un étage par suite de l'incendie de l'année précédente. (Archives de la Ville de Québec, fonds Thadée-Lebel, 22-18)



église
1929-1930

1929

salle paroissiale
1925

chapelle
1918-1919

Au coeur du couvent des dominicains, on note la présence d'un préau. Cette cour intérieure, où se dessine un jardin à la française, est typique de l'architecture monacale du Moyen Âge. (Ministère des Affaires culturelles, Direction des biens culturels, FM 13436-B-1)

s'ajouter au noyau initial. Ainsi, en 1925, l'aile de la salle paroissiale est construite, suivie en 1929-1930 de l'église actuelle et d'une annexe au monastère. Toutes ces additions, fruit du travail de l'architecte Larue, forment le complexe d'aujourd'hui.

L'église, construite au coût de 400 000 \$, est ouverte au culte pour la Noël de 1930 et son érection canonique a lieu cinq ans plus tard. La paroisse Saint-Dominique possède l'une des plus vastes églises du quartier avec sa nef qui s'étire sur plus de 71,6 mètres (235 pieds). Par son parement de granit blanc de Saint-Sébastien, l'église se démarque des constructions en brique qui composent le reste du complexe religieux des dominicains. Son style est inspiré du néogothique victorien comme le montrent les arcs, les pinacles

et les nombreux pignons. Sur la façade de la salle paroissiale, le jeu de couleurs créé par le mélange de la pierre et de la brique fait plus spécifiquement référence au High Victorian Gothic.

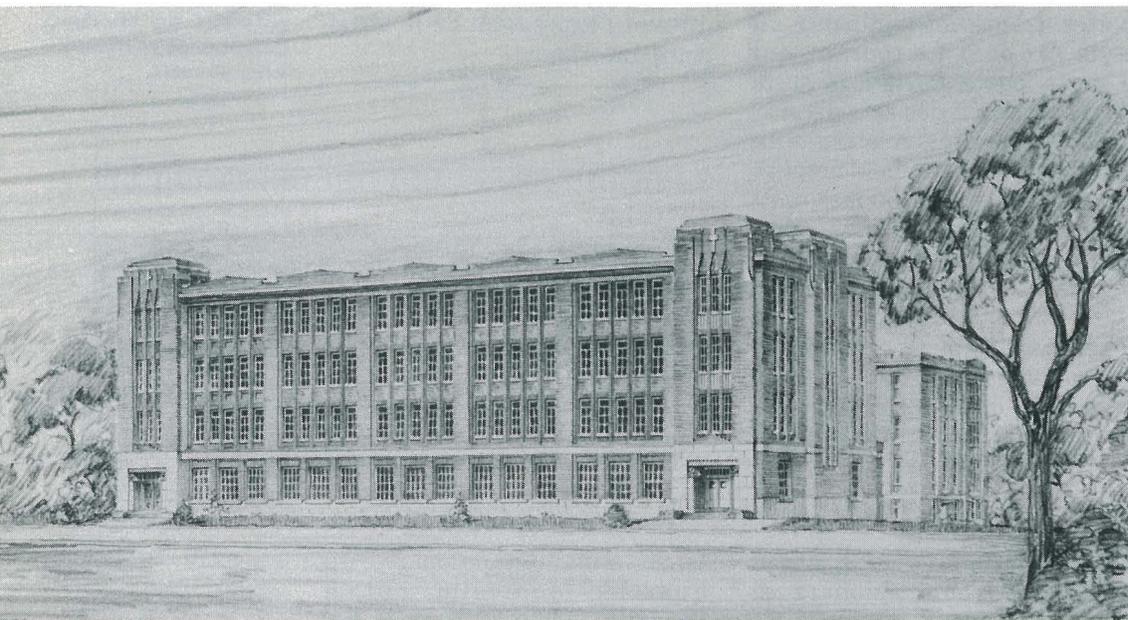
Les quinze années qui suivent la construction de l'église sont consacrées à la finition de l'intérieur. De main de maître, le sculpteur Lauréat Vallières se met à la tâche et réalise un décor de bois selon les plans dessinés par l'architecte Larue. Dans l'album souvenir de Saint-Dominique, publié lors du cinquantenaire de la paroisse, l'auteur mentionne que l'église « n'est jamais vide car il y a plus de 500 personnages sculptés qui la peuplent à longueur d'années ». Ces patients travaux obtiennent leur récompense puisqu'en 1950, ils sont primés lors de l'exposition mondiale d'art religieux à Rome.

Les bâtiments scolaires

L'ÉCOLE DES SAINTS-MARTYRS-CANADIENS (MONTCALM)

À la suite de la fondation de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens en août 1928, le jeune curé Joseph-Adolphe Laberge entreprend des démarches pour l'érection d'une église paroissiale. Bénite solennellement en 1929, celle-ci est

L'architecte conçoit une école mixte de quatre étages en brique mesurant 55,8 mètres (183 pieds) sur 20 (66); cinq cents garçons et filles, répartis dans dix-huit classes, l'occuperont. À l'annonce du projet, plus d'une trentaine de soumissions



En 1930, l'architecte Raoul Chênevert présente cette perspective pour la construction de l'École des Saints-Martyrs-Canadiens, 860, rue Père-Marquette. Au premier plan, on aperçoit le corps principal et, derrière, l'annexe qui servira de résidence à la congrégation de Notre-Dame. (Archives de l'Université Laval, fonds Raoul Chênevert, dossier 395)

l'oeuvre de l'architecte Héliodore Laberge. Mais la paroisse, qui compte près de cinq cents familles, ne saurait être complète sans la présence d'une école. Secondé par les marguilliers, le curé fait part de ses désirs à la Commission scolaire catholique de Québec. L'idée est approuvée dès le printemps 1930 et l'architecte Raoul Chênevert, commissaire et archiviste de la Commission, est mandaté pour dessiner les plans de la future école. Dans le domaine scolaire, Chênevert n'en est pas à ses premières armes puisqu'il a déjà réalisé les écoles Saint-Dominique (1927) et du Sacré-Coeur (1921), sans compter qu'il obtient également les contrats pour les écoles Saint-Sacrement et Notre-Dame-de-Grâce en 1930.

sont présentées; jusqu'ici, aucun bâtiment scolaire n'avait suscité un tel intérêt de la part des entrepreneurs. Le ralentissement que connaît le secteur de la construction depuis la crise économique de 1929 y est pour quelque chose. Finalement, on attribue le contrat à l'entrepreneur Magloire Cauchon, qui présente la soumission la plus basse.

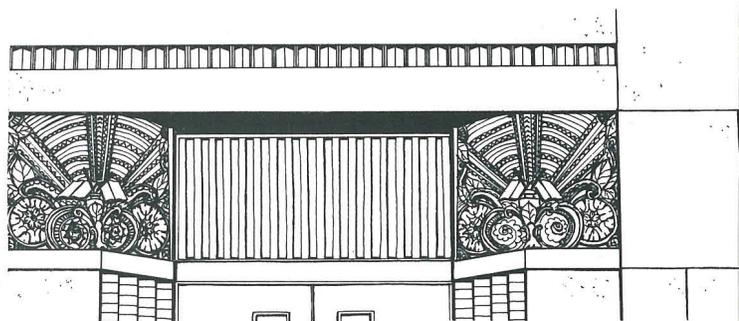
Monseigneur J.-E. Laberge, curé de Saint-Jean-Baptiste, préside la cérémonie de bénédiction de la nouvelle école le 25 octobre 1931. Le corps principal, renfermant les classes, donne sur la rue Père-Marquette et la résidence des membres de la congrégation de Notre-Dame est située dans une aile avenue De Lévis. Cette congrégation, secondée par les frères maristes, prendra en

charge l'éducation des écoliers de la paroisse. Comme la majorité des bâtiments scolaires de cette décennie, l'École des Saints-Martyrs-Canadiens présente un visage sobre et dépouillé. Cependant, des ornements stylisés en pierre, surtout concentrés autour des portes, trahissent l'influence du style Art déco. Ce courant, qui a vu le jour à Paris à la suite de l'Exposition des arts décoratifs et industriels modernes en 1925, influencera bon nombre de constructions publiques dans les années 1930. Comme plusieurs architectes, Chênevert y puisera fréquemment.

Chênevert exploite également ses connaissances de l'architecture dite *fonctionnelle*. La façade de la rue Père-Marquette

révèle aisément l'organisation spatiale des classes par le fractionnement cartésien de la surface et la clarté du regroupement des ouvertures. L'ensemble procède d'une composition en harmonie avec le courant rationaliste du temps, qui prône l'épuration des formes et l'expression de la structure interne.

Le détail de la porte d'entrée ouest de l'École des Saints-Martyrs-Canadiens est remarquable par ses références symboliques au milieu scolaire. En effet, au milieu des crosses, des feuillages et des rosettes stylisés, apparaissent un encrier, des plumes et deux livres ouverts.



QUEBEC HIGH SCHOOL (MONTCALM)

En 1939, The Protestant Board of School Commissioners se porte acquéreur, au coût de 35 000 \$, d'un vaste terrain délimité par la rue Père-Marquette, l'avenue Belvédère et le boulevard Saint-Cyrille. La commission scolaire envisage d'y construire un high school pour répondre aux besoins de

la communauté anglophone du quartier Montcalm, qui, à l'époque, forme 20 % de la population. La firme d'architectes montréalaise Perry, Luke and Little est sélectionnée pour la réalisation des plans; cependant, l'architecte québécois Edward B. Staveley agira à titre de consultant et de surveillant de chantier.

Le Quebec High School, 445, avenue Belvédère.



Les bas-reliefs de l'entrée principale du Quebec High School.



La commission scolaire débourse 150 000 \$ pour l'édification d'un bâtiment de 70 mètres (230 pieds) de longueur. L'entrée, monumentale, porte la marque du style Art déco,

qu'on reconnaît à son décor plaqué. Cette ornementation en bas-relief est sculptée dans un matériau contrastant avec le reste du bâtiment; les sculptures symbolisent l'enseignement de la musique, des sciences, des arts plastiques, des sports et des métiers. Presque aveugles, les extrémités des corps central, par leur parement de briques disposées géométriquement, se rattachent également au style Art déco.

L'expression de la structure interne transparaît dans les huit pilastres de brique qui découpent le corps principal et qui correspondent aux huit pièces de soutien de l'ossature interne. Cette relation entre la forme et la fonction n'est pas aussi évidente dans les deux annexes, l'une construite en 1952 (côté Père-Marquette) et l'autre en 1963 (côté Saint-Cyrille).

LA TERRASSE DANDURAND (SAINT-SACREMENT)

Au début du XX^e siècle, les locaux du Séminaire de Québec à l'intérieur du Vieux-Québec deviennent trop exigus; aucune expansion n'est possible dans ce secteur. Le conseil du Séminaire lorgne du côté de Saint-Sacrement, qui offre encore de vastes étendues. Ainsi, en 1919, il achète un grand terrain de 28 hectares (82 arpents), connu sous le nom de Terrasse Dandurand. L'intention du Séminaire est de décongestionner le secteur du quartier latin en n'y laissant que les sciences humaines et la médecine et de réserver la terrasse Dandurand aux sciences pures et appliquées; ce nouveau noyau universitaire devait être en mesure de répondre aux besoins modernes. Pourtant, en l'espace de vingt ans, seulement trois pavillons verront le jour.



En juin 1922, le Séminaire forme un comité de construction qui voit aux démarches à effectuer pour l'érection de l'École de Chimie. Dès 1923, les fondations de béton sont coulées et l'édifice s'élève selon les plans des architectes Bergeron

École de Chimie,
1640, boulevard de
l'Entente.

et Lemay. Jusqu'à son inauguration le 22 décembre 1925, le Séminaire aura investi plus de 380 000 \$. Comme de nombreux immeubles publics et institutionnels des années 1920, l'École de Chimie subit l'influence du courant Beaux-Arts ainsi que le démontre son avancée centrale conçue selon des canons propres à l'architecture classique.

Inaugurée le 30 avril 1941, l'École des Mines reprend sensiblement le même modèle que sa voisine; cependant, elle renferme un étage supplémentaire et est parementée de pierre grise. J.-S. Bergeron est de nouveau engagé conjointement avec l'architecte Paul Rousseau. Le chantier ouvre peu de temps avant le début de la guerre, ce qui modifie le calendrier d'exécution puisque les matériaux et les équipements sont plutôt affectés à l'industrie de la guerre. Pour accélérer les travaux, le Séminaire envoie une délégation à Ottawa dans le but d'obtenir plus rapidement les livraisons promises. À cause de ces contretemps, les travaux s'étireront de mai 1939 à avril 1941.

D'inspiration Art déco, le pavillon Monseigneur-Vachon, ainsi nommé en l'honneur du pre-



École des Mines, 1620, boulevard de l'Entente.

mier doyen de la faculté des sciences, est élevé en 1948 pour répondre aux besoins des professeurs et des étudiants. Ce bâtiment, ainsi que l'École de Chimie et l'École des Mines, sera vendu en 1962 au ministère des Travaux publics du Québec. L'Université centralise désormais son effectif au nouveau campus de Sainte-Foy après avoir abandonné l'idée d'établir un centre épiscopal et un grand séminaire à la terrasse Dandurand. Ce vieux rêve du début des années 1940, élaboré de concert avec l'archevêché, était irréalisable: le site ne permettait pas l'implantation de tous les bâtiments qu'un tel projet commandait.



Pavillon Monseigneur-Vachon, 1530, boulevard de l'Entente.

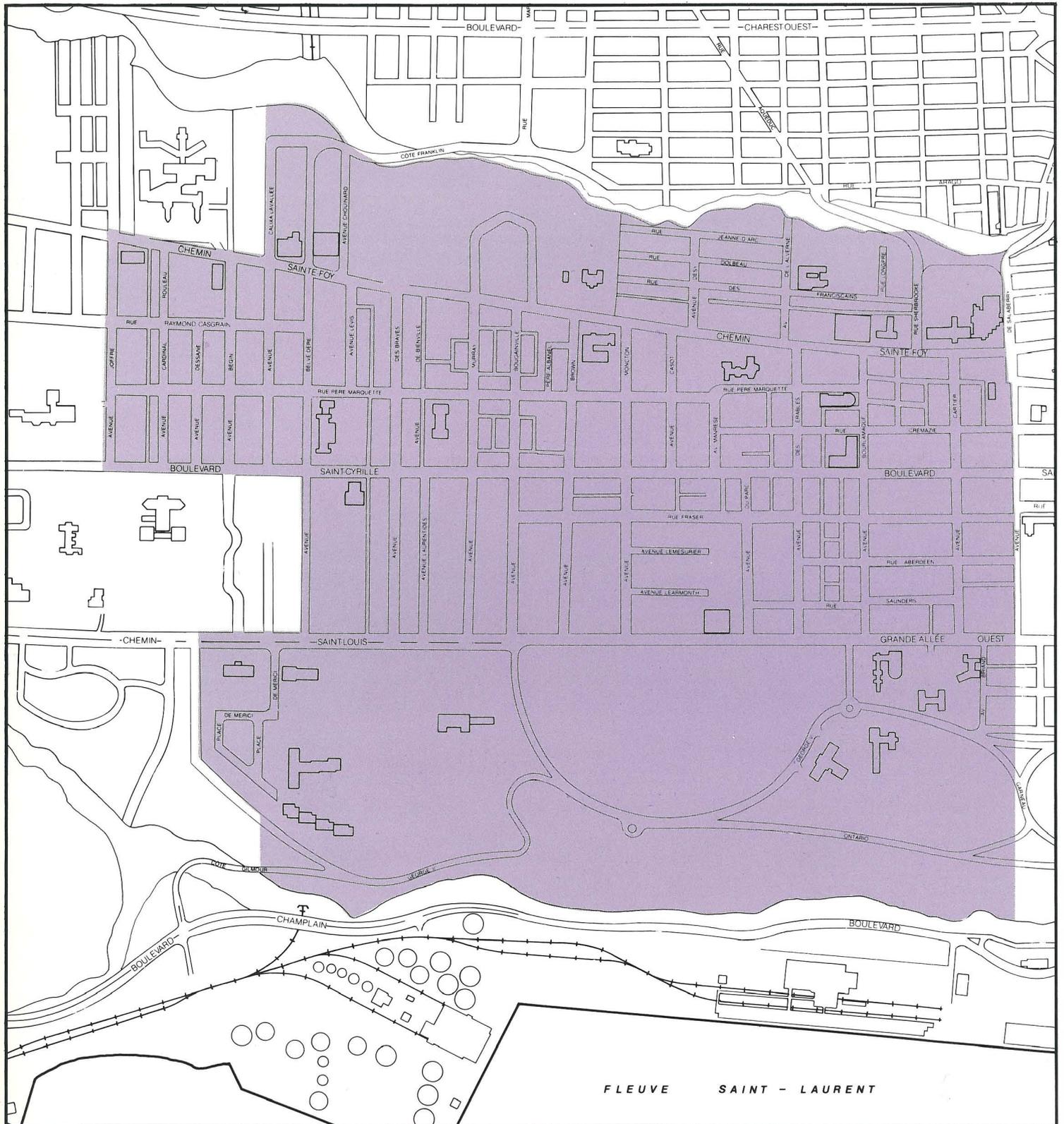
Bibliographie

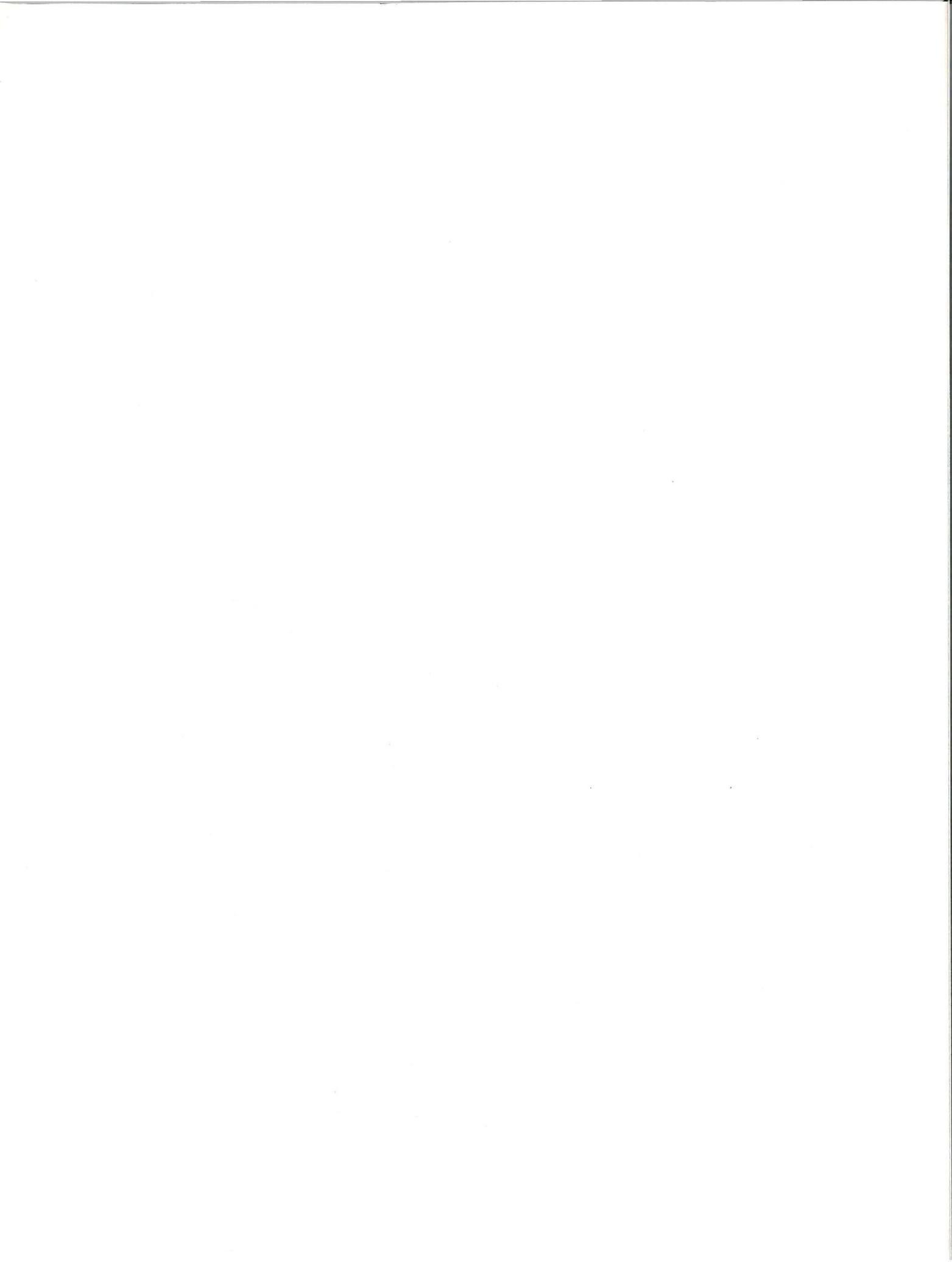
- Bardou, Ève. **Le 300 chemin Sainte-Foy**. Travail inédit. Québec, 1982. 27 p.
- Caron, Yvanohé. « Les censitaires du coteau Sainte-Geneviève (banlieue de Québec) de 1636 à 1800 ». **Bulletin des recherches historiques**, vol. XXVII (mai 1922), nos 4, 5 et 6.
- Casgrain, P.-B. **Les Batailles des plaines d'Abraham et de Sainte-Foye**. Québec, Daily Telegraph, 1908. 93 p.
- Côté, Robert et Luc Poulin. **Le Couvent des Franciscains à Québec**. Travail inédit. Québec, 1975.
- Filion, Gisèle. **Ladies' Protestant Home**. Travail inédit. Québec, 1980.
- Gagnon, Blanche. **Autour de Manrèse, histoire et monographie, impressions et souvenirs**. Québec, 1948. 288 p.
- Gagnon-Pratte, France. **L'Architecture et la Nature à Québec au dix-neuvième siècle: les villas**. Québec, ministère des Affaires culturelles, Musée du Québec, 1980. 334 p.
- Gauthier-Larouche, Georges. **Évolution de la maison rurale traditionnelle dans la région de Québec**. Québec, les Presses de l'Université Laval, 1974. 321 p.
- Gosselin, Auguste. **Les Normands au Canada: Jean Bourdon et son ami l'abbé de Saint-Sauveur**. Québec, Dussault et Proulx, 1904. 248 p.
- Laberge, Paul-André. **Histoire de l'Université Laval**. Travail inédit. Québec. 1984.
- Lamarre, Jules. **L'Aménagement d'un quartier et la Raison du plus fort: l'exemple de la paroisse Saint-Sacrement de Québec**. Thèse déposée à l'Université Laval. Québec, 1982.
- Lichtenberger, André. **Montcalm et la Tragédie canadienne**. Paris, Plon, 1934. 242 p.
- Magnan, Hormisdas. **Notes historiques sur la banlieue de Québec. Le Quartier Belvédère. La Paroisse Notre-Dame-du-Chemin**. Québec, L'Éclaireur, 1919. 35 p.

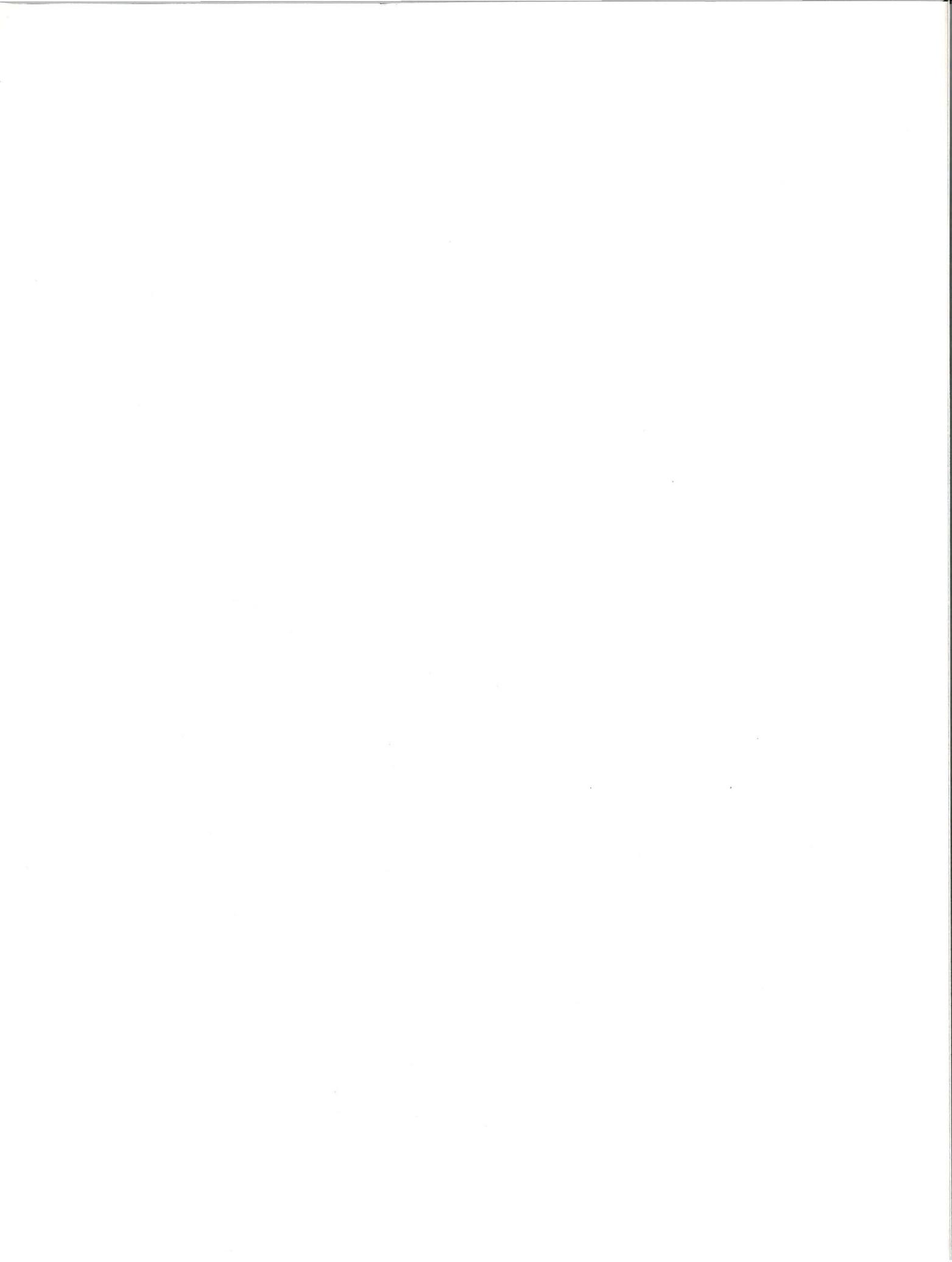
Bibliographie (suite)

- Mercier, Germain. **Le Musée du Québec**. Travail inédit. Québec, 1985.
- Morisset, Georges. **Les Plaines des Ursulines**. Québec, Éd. du Cap Diamant Enr. 47 p.
- Nadeau, Jean-Thomas. « L'église du Saint-Sacrement ». **L'Almanach de l'action sociale catholique**, 1924, pp. 97-102.
- Noppen, Luc. « La maison québécoise: un sujet à redécouvrir ». **Questions de culture n° 4** (Architectures: la culture dans l'espace), Leméac, pp. 69-101.
- Plourde, J. Antonin. **Saint-Dominique de Québec, 1925-1975**. 25 p.
- Pouliot, Adrien. **L'Album souvenir du jubilé [paroisse Saints-Martyrs-Canadiens]**. Québec, 1978.
- Robert, Jacques. **L'Habitation collective à Québec dans les quartiers Montcalm et Limoilou de 1900 à 1950**. Travail inédit. Québec, 1977.
- Robitaille, André. « Retrouver notre maison des hommes. Les conditions de l'habitation du Québec depuis 1608 ». **Question de culture n° 4** (Architectures: la culture dans l'espace), Leméac, pp. 22-42.
- « Embellissement de l'avenue des Braves ». **Le Soleil**, 14 juin 1913, p. 10.
- « L'église des P.P. du Saint-Sacrement ». **Le Soleil**, 26 juin 1920.
- « Il faut un demi-million. La Commission scolaire a besoin de ce montant pour trois écoles ». **Le Soleil**, 10 décembre 1929.

Montcalm







Dans la même collection :

SAINT-ROCH,
un quartier en constante mutation

SAINT-SAUVEUR,
à l'image du début du siècle

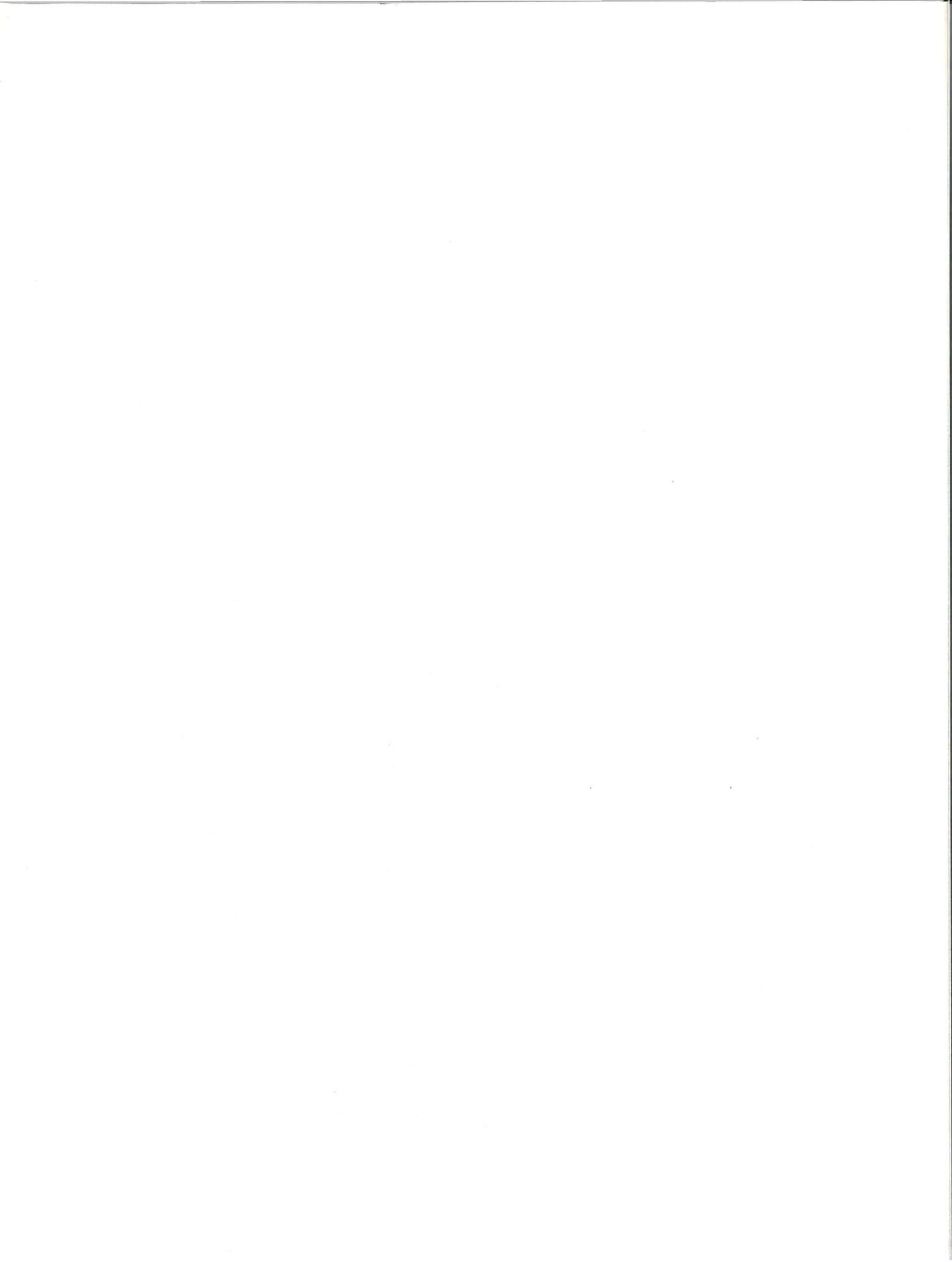
LIMOILOU,
à l'heure de la planification urbaine

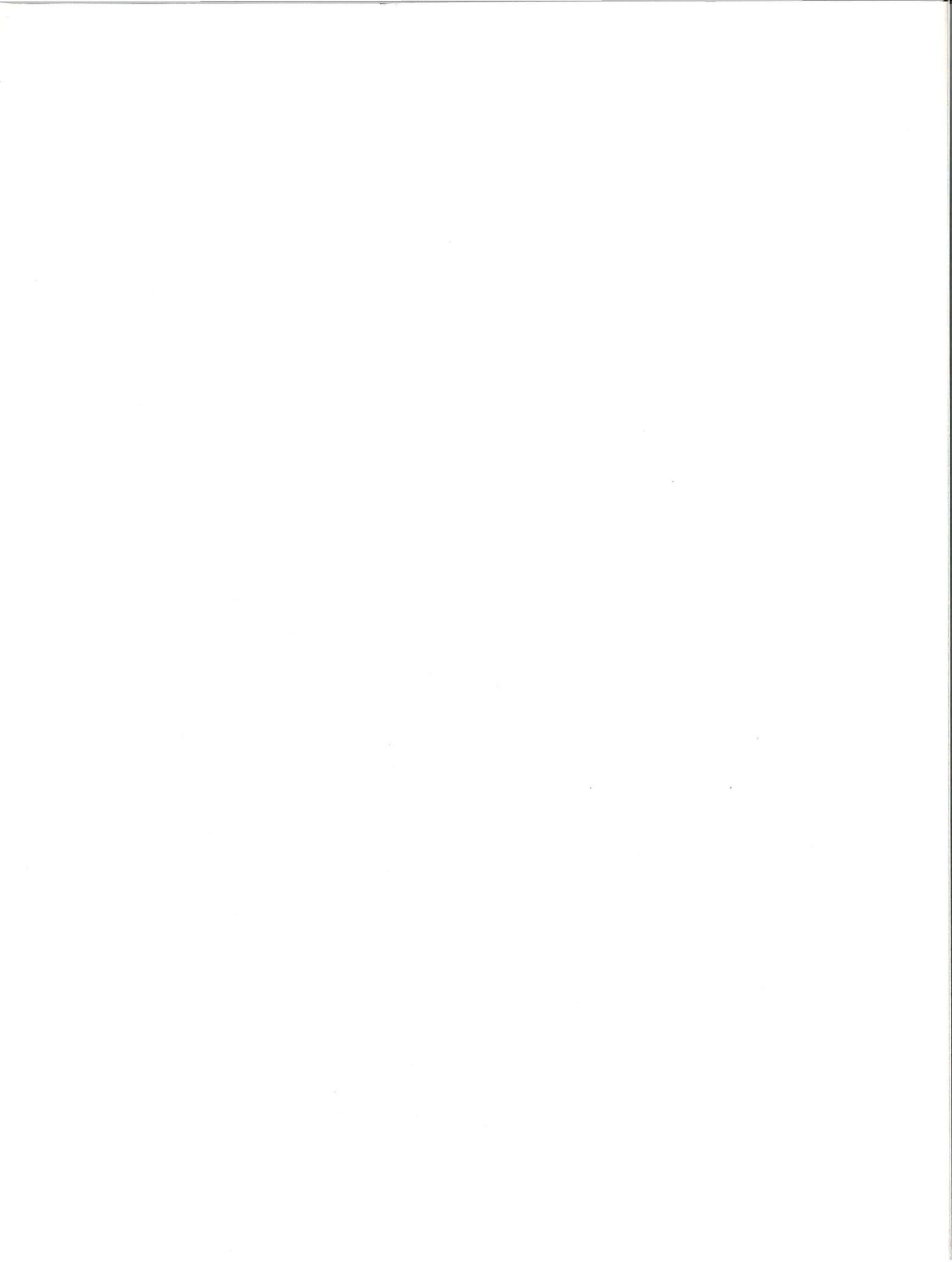
VIEUX-QUÉBEC, **C**AP-BLANC,
place forte et port de mer

SAINT-JEAN-BAPTISTE,
entre faubourg et centre-ville

LEBOURGNEUF,
un cadre champêtre

NEUFCHÂTEL, **D**UBERGER, **L**ES SAULES,
de seigneurie en banlieue





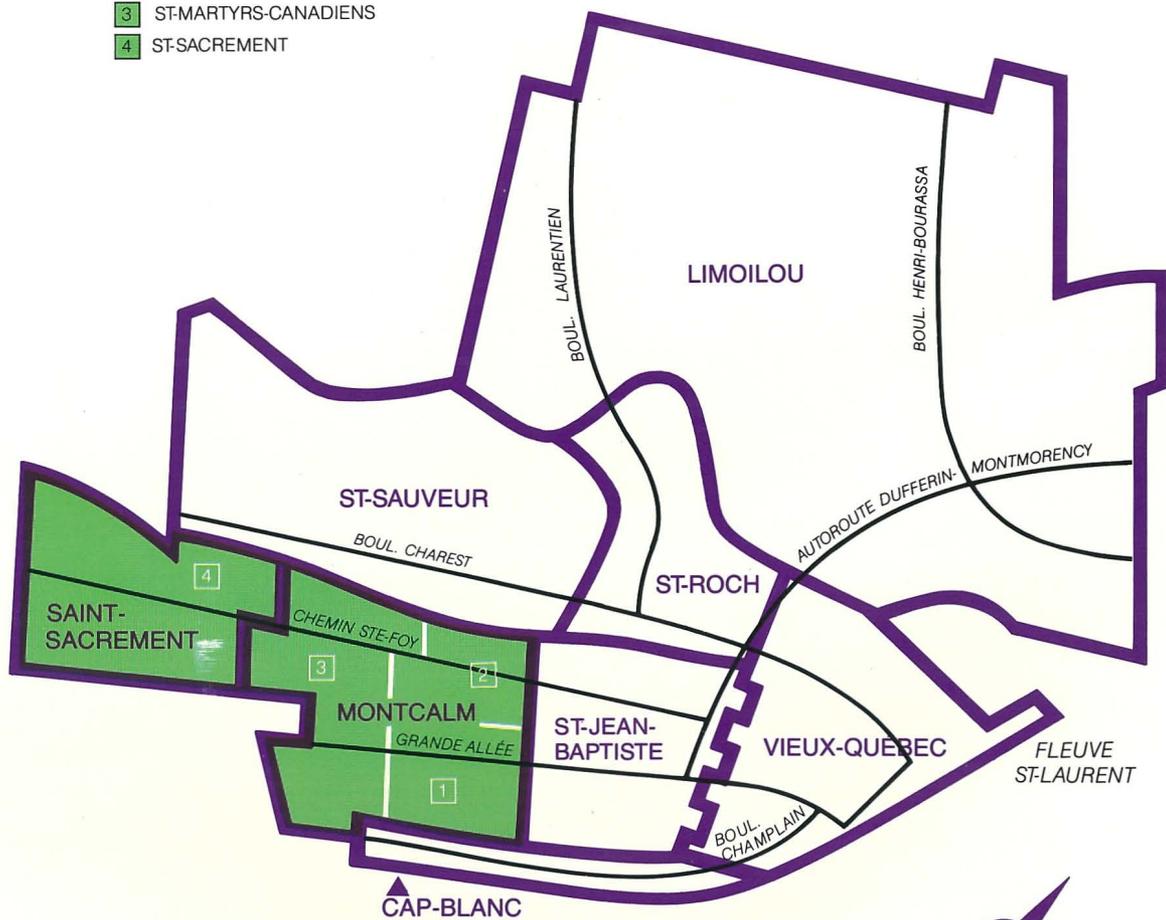


VILLE DE QUÉBEC

anciennes limites

PAROISSES

- 1 ST-DOMINIQUE
- 2 N.-D.-DU-CHEMIN
- 3 ST-MARTYRS-CANADIENS
- 4 ST-SACREMENT



JOYAU DU PATRIMOINE MONDIAL